



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13961 - 4,50 F

SAMEDI 16 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'élection à la présidence de M. Aylwin en remplacement du général Pinochet

Une dictature de seize années a pris fin au Chili

Transition en douceur

EXIT la dictature. Un an après avoir dit « non » au maintien au pouvoir du général Pinochet, les électeurs ont réaffirmé, jeudi 14 décembre, leur volonté de reconstruire la démocratie au terme de seize ans de régime militaire. A l'issue d'un scrutin en tous points exemplaire, M. Patricio Aylwin, le candidat unique de l'opposition, a remporté dès le premier tour une nette victoire sur son principal rival de droite, M. Hernan Buchi.

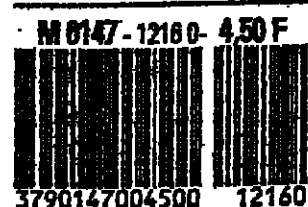
Certes, l'événement était attendu. Mais le triomphe du futur président démocrate-chrétien n'en consacre pas moins la chute du dernier bastion militaire d'Amérique latine. Une « transition » en douceur qui peut paraître tardive pour le continent, et pour un pays si longtemps déchiré par la dictature... Et pourtant, c'est bien sous l'actuel gouvernement, avec à sa tête le général Pinochet, que se sont déroulées ces élections libres.

Les partis du centre et de gauche, qui s'étaient affrontés à l'époque de Salvador Allende, ont réussi à maintenir un front commun, et c'est ensemble qu'ils s'opposaient au pouvoir. Leur arrivée au pouvoir est d'ailleurs facilitée par l'attitude des forces de droite, aujourd'hui avant tout soucieuses de se réinsérer dans le jeu démocratique. Volonté de « recadrage » exprimée déjà par plusieurs accords, qu'il s'agisse de la réforme constitutionnelle approuvée en juillet dernier ou de la récente désignation du directeur de la Banque centrale.

Malgré ce contexte favorable, la tâche n'en demeure pas moins immense et périlleuse. L'actuel chef de l'Etat, Augusto Pinochet, entend bien demeurer — comme l'y autorise la Constitution — à la tête de l'armée. Il souhaite y garantir l'impunité de ceux de ses membres qui se sont rendus coupables de crimes contre les droits de l'homme. Et ce sera pour le nouveau gouvernement un premier défi. D'autre part, les lois adoptées sous l'ancien régime, tout particulièrement celle relative à la démocratisation du pays. Les rapports entre forces armées et autorités civiles restent aussi à définir.

DANS le domaine social, l'attente, trop longtemps ignorée, d'une grande majorité de la population, ne rendra pas non plus aisée la préservation des grands équilibres économiques à laquelle les collaborateurs de M. Patricio Aylwin se disent pourtant attachés.

Politiquement, enfin, la réurgence de la division en trois blocs relativement égaux de l'électorat chilien laisse planer un doute sur la stabilité des alliances. Déjà, l'incapacité de la droite, de centre et de gauche à s'entendre sur l'essentiel n'a-t-elle pas précipité l'avènement du régime militaire ? Aussi, même si le pays est tourné, le pays, aujourd'hui tout à sa joie, n'est pas prêt d'oublier l'origine de sa longue tourmente.



« Le Chili a retrouvé sa liberté ! » C'est par ces paroles adressées jeudi soir 14 décembre à la foule en liesse de ses supporters que le nouveau président chilien, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, a célébré sa victoire et mis un terme officiel à seize ans de dictature.

Elu au premier tour avec 55,2 % des voix

SANTIAGO-DU-CHI

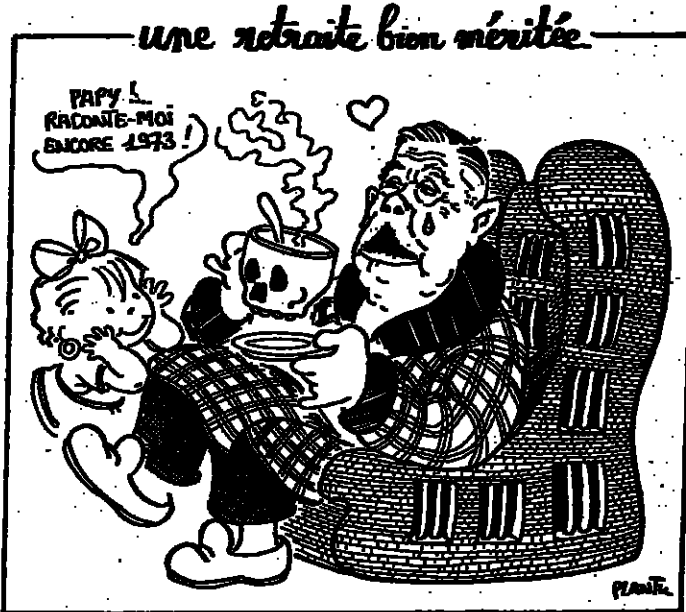
La « gent » a gagné. C'est la victoire du peuple et le slogan de Patricio Aylwin est en train de devenir réalité. La rumeur s'est amplifiée dans Santiago aux premières heures de la soirée de jeudi. Les résultats partiels annoncés par le gouvernement dès 20 heures donnent pour acquies la victoire de l'opposition : « Qu'est-ce qui leur prend ? » fait mine de s'écrier, goguenard et joyeux, un garçon

de café. Pour la foule qui s'élançait vers le centre-ville, peu importe les raisons de cette reconnaissance rapide. La nuit explose. Les carnavals se forment dans les quartiers populaires et s'engagent les milliers de manifestants qui attendent l'annonce du nouveau président élu au siège de son comité de campagne. Les voitures despèes d'immenses bannières fléchissent à tout va.

La liesse s'étend à tous les quartiers. Des feux de bengale

(contre 29,4 % au candidat gouvernemental, M. Hernan Buchi, et 15,4 % à celui du « centre-centre » M. Francisco Javier Errazuriz), M. Aylwin devra attendre jusqu'au 11 mars prochain pour succéder au général Pinochet. Celui-ci pourra, selon les termes de la Constitution, rester à la tête de l'armée de terre pendant huit ans.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURRAUT
Lire la suite page 6



La mort d'Andréi Sakharov

Le Prix Nobel de la paix a succombé jeudi soir à une crise cardiaque

« Par son amour de la vérité, sa forte confiance dans l'invincibilité de la personne humaine, son combat contre la violence et la brutalité, sa courageuse défense de la liberté de l'esprit, son absence d'égotisme, ses solides convictions humanitaires, Sakharov est devenu ce porte-parole de la conscience de l'humanité dont le monde a si désespérément besoin », proclamait le Comité d'Oso en décernant le prix Nobel de la paix au physicien soviétique en octobre 1975. Et c'est dans des conditions de plus en plus difficiles, voire inhumaines, qu'il allait poursuivre la lutte.

Le visage glabre à l'ovale pur, Andréi Dmitrievitch a sous un grand front déformé des yeux d'un bleu délavé au regard empreint de bonté. La voix douce, la façon de parler un peu grasse, il a parfois cet air enfantin, cet air d'innocence qui montrent sous ses traits savants.

An départ, sa vie semble toute tracée. Il naît le 21 mai 1921 à Moscou dans la famille bourgeoise d'un professeur de physique. Son oncle est le grand généticien Nicolas Vavilov, que Staline « libère » dans un camp. Après l'arrestation de son oncle, les autorités l'envoient en 1948 dans un camp, mais, en tant qu'ingénieur dans une usine d'armement où il se fait déjà remarquer par plusieurs inventions. Après la guerre, il prépare son doctorat sous la direction

d'Igor Tamm, qui devait recevoir le prix Nobel de physique en 1958.

En novembre 1947, il est affecté — docteur frais émoulu — à une équipe travaillant sur la bombe atomique. Il reconnaît avoir travaillé dans le programme d'armement soviétique, mais déclare qu'il n'a jamais eu connaissance des détails de la construction de la bombe.

En 1953, il est nommé directeur du Centre de physique nucléaire de l'Académie des sciences de l'URSS. Mais avoir à passer par l'étape traditionnelle de membre correspondant : il est le plus jeune académicien.

Dès 1958, il manifeste publiquement dans la Pravda son désaccord avec les idées de Nikita Khrouchtchev en matière de réforme de l'enseignement. De plus, il demande dans une note à « M. K. » que l'URSS renonce à une série d'expériences nucléaires. Il n'est pas entendu. Il récidive en vain en 1961 et en 1962. Ses idées triomphent pourtant en 1963 par la signature du traité de Moscou interdisant les expériences nucléaires dans l'atmosphère et dans la mer.

AMBER BOUBOGLOU
et ALAIN JACOB
Lire la suite page 4

● **BULGARIE**
Nouvelles élections pour élire l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste

● **TCHÉCOSLOVAQUIE**
L'accord sur le mode d'élection présidentielle n'est pas acquis

● **RDA**
La construction de l'échiquier politique

page 3

« Pas de démocratie sans développement »

M. Pelletier, ministre de la coopération, commente le renouvellement des accords de Lomé entre la CEE et les pays du tiers-monde

« On a eu peur, reconnaît, après coup, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération. Jusqu'au dernier moment, nous avons cru que nous ne réussirions pas à conclure ». La négociation, pour le renouvellement de la convention de Lomé, entre la communauté européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) a duré presque dix-huit mois. Elle était, il est vrai, « excessivement lourde », les positions de départ des uns et des autres étaient fort éloignées. « Les pays européens voulaient d'abord discuter du contenu de la convention tandis que leurs partenaires ACP souhaitaient conclure, au préalable, le volume de l'enveloppe financière », explique le ministre français.

Au bout du compte, l'augmentation de 46 % de cette enveloppe est « très honnête », juge M. Pelletier. A son avis, « les pays européens ont fait plus de chemin en direction de leurs partenaires ACP que le contraire. Au départ, certains Etats membres de la CEE avaient placé la

barre au-dessus de 9 milliards d'euros et nous avons finalement conclu à 12 milliards ». La France, qui tenait à boucler cette négociation sous sa présidence, figurait parmi les mieux-disants.

« Ne sommes-nous pas, en Afrique subsaharienne, à la pointe du combat, et de loin le premier bailleur de fonds ? souligne le ministre de la coopération. Il n'empêche que nous n'aurions pas réussi seuls et que l'heureuse conclusion de Lomé IV est un succès à porter au crédit de l'Europe tout entière. » A son avis, « cet effort

était indispensable pour rassurer les pays africains qui avaient une peur panique du marché unique de 1993 et de l'ouverture à l'Est et leur prouver que l'Europe ne les abandonnait pas ».

Au demeurant, selon M. Pelletier, « il est faux de prétendre qu'il y ait désengagement en Afrique. En 1988, selon les statistiques de la Banque de France, même les opérateurs économiques privés y ont augmenté leur mise ». Et de noter, en effet, qu'« à la différence des grosses sociétés les petites et moyennes entreprises, qui ont des structures de production beaucoup plus souples, n'hésitent pas du tout à investir sur le continent noir ».

Aider l'Afrique, oui, mais l'aider autrement, de manière plus responsable ? « Nous avons le souci constant de mieux faire, assure le ministre de la coopération.

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 29 - section II

SANS VISA
Les montagnes du ciel
Sur les pas de Marc Riboud dans le Huang Shan, à l'ouest de Shanghai

Joux ● Gastronomie
pages 17 à 19 - section B



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 F ; Canada, 1,95 \$; Arabie Saoudite, 20 R. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Mexique, 30 P. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 500 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$

DÉBATS

Panthéon

L'abbé et le cardinal

par André Mandouze

« **P**ERSONNE ne peut douter que ce prêtre, cet évêque, n'appartienne d'abord à l'Eglise. » Dans cette phrase du cardinal Lustiger tient toute la subtilité du raisonnement qui sous-tend son interview donnée au Monde du 8 décembre pour justifier... l'absence de l'épiscopat français en tant que tel lors de l'entrée de l'abbé Grégoire au Panthéon. « Inconséquence », n'ont pas manqué de s'écrier, à l'adresse du cardinal, ceux qui l'ont lu trop vite. « Persévérance cardinalice », répondent-ils au contraire en tant que lecteur de ce morceau d'ambiguïté.

« Personne ne peut douter... » C'est là une formule favorite de Mgr Lustiger : chaque fois qu'il risque une position personnelle très péremptoire, il entend en général la faire passer en recourant aussitôt après à une formule apparemment rectificatrice qui prétend renvoyer à un consensus. Procédé d'ailleurs parfaitement réversible. A preuve ici où, s'agissant de Grégoire, il fait coup sur coup demande, réponse et négation de celle-ci : « Il [Grégoire] s'est trompé ? Oui, mais il s'est voulu pleinement catholique et fidèle au pape. » Encore un peu et c'est même une large reconnaissance qui semble l'emporter sur les réserves : « Grégoire, lui et combien d'autres, a voulu vivre de l'Evangile et le répandre. »

Question d'actualité

Oui, mais voilà qu'intervient un nouveau retour à la question : « Personne ne peut douter... » et le prélat conclut sur un ton dogmatique : « En acceptant d'être un évêque élu, l'abbé Grégoire défend une conception de l'Eglise qui est différente de la tradition catholique. »

On croit rêver. De quelle tradition catholique s'agit-il ? Certainement pas de celle qui renvoie aux pères de l'Eglise. Le cardinal Lustiger insisterait-il par hasard que l'élection de saint Ambroise par le peuple de Milan ferait de lui un évêque à caution ? Sa défense — celle du cardinal — est ici toute prête. Il ne parle que de la France et reste dans la modernité, voyez ! Ce qu'il dit défendre, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce qu'il affirme condamner, c'est le gallicanisme.

Pas importe donc que, souvent présentés par de savants historiens de l'Eglise comme un inspirateur prophétique de bien des thèses du Vatican II, Grégoire se soit montré indubitablement un précurseur pour ce qui est du domaine de la liberté de culte et des cultes. Ce qu'on devine importer beaucoup plus à l'archevêque de Paris, c'est un précédent plus facilement saisissable des prises de position de l'Eglise de France actuelle. Par exemple, l'encouragement que, dans son ensemble, elle a donné en 1984 à la révolution de rue des défenseurs de l'école dite libre ne permet-il pas mieux que le lointain Grégoire de se payer le luxe de prétendre avoir ainsi défendu le côté finalement acceptable des lois républicaines

de 1904-1905, déjà pourtant plus que pressenti par l'abbé ? Qu'on n'aille surtout pas me rétorquer que je profite de l'occasion pour raviver une querelle dépassée. Les récents débats autour d'un certain voile et la consultation du Conseil d'Etat sur la légitimité suffisent à nous avertir que la question est redevenue d'actualité. Le cardinal ne saurait le nier qui, dans son interview, dit « avoir été frappé de la résurgence de certaines polémiques ».

Le malheur, c'est que, plongé qu'il est dans la société essentiellement séculière qui l'entoure, il n'a pas ressenti à quel point a pu inquiéter, voire exaspérer, les milieux laïques l'interprétation exagérée chrétienne que, à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, il s'est arrogé de donner aux valeurs républicaines. Cela étant, comment n'a-t-il pas compris que, justement, son refus d'aller à la cérémonie du Panthéon n'a pas manqué d'accroître plus profondément les arrière-pensées récupératrices qu'on lui a d'autant plus facilement prêtées que des traces quelques peu cicatricielles triomphalistes s'en retrouvent dans la même interview ? « Glorifier l'abbé Grégoire, dit-il, c'est reconnaître la part d'un certain nombre de chrétiens convaincus, de prêtres en particulier, à ce que nous reconnaissons, deux siècles plus tard, comme les acquis positifs de la Révolution française. »

Deux siècles plus tard ou deux siècles trop tard, Monsieur le Cardinal ? Vous vous permettez d'insinuer, toujours dans le même texte, que c'est la faute du gouvernement en place aujourd'hui si « le travail de purification de la mémoire (...) n'a pas été poussé jusqu'au bout ». Mais l'Eglise, qu'a-t-elle fait ? Comment peut-elle tenter de s'octroyer une sorte de droit d'auteur sur la trinité républicaine de notre devise nationale tant que les regards encore trop récents de cette même Eglise pour les intégristes continuent de l'empêcher de proclamer définitivement l'incompatibilité des thèses du genre « Syllabus » avec l'inspiration évangélique et le sens même de la Trinité divine ?

« Sa seule famille »

Revenons au 12 décembre 1989 et reconnaissons à quel point sont en phase l'interview du cardinal Lustiger et le communiqué de l'épiscopat français dans lequel il a été tardivement déclaré : « L'Eglise sera représentée par S. Exc. Mgr Aumonier, nonce apostolique en France, doyen du corps diplomatique. L'Eglise accompagnera de sa prière liturgique l'exhumation de l'abbé Grégoire. » Qui veut-on abuser par une pirouette diplomatique avec « représentation » vaticane et contre-manifestation liturgique ?

Oui, qui sinon ceux — hélas ! — naturellement fort nombreux — qui n'ont pas pris garde à la seconde partie de la phrase du cardinal citée en commençant : « Qui peut douter que ce prêtre, cet évêque,

n'appartienne d'abord à l'Eglise ? » Si quelqu'un croit que je force la note en soulignant le mot « d'abord », qu'il se reporte tout simplement au passage de l'interview où, après avoir reconnu que l'abbé Grégoire « s'est voulu pleinement catholique et fidèle au pape », l'archevêque de Paris s'engage personnellement en ajoutant : « Et cela me suffit pour que je ne [le] laisse pas transgresser au Panthéon sans la prière de l'Eglise, sa seule famille aujourd'hui (...). L'Eglise, lors de cette exhumation, priera pour l'un des siens comme elle le doit à tous les baptisés. »

Le voilà bien, à nouveau, ce ton à la fois péremptoire et administratif du « chef » qui, en revendiquant ici d'être le chef de « sa seule famille », ne voit pas le côté décisif de cette sorte d'exclusivité à l'endroit d'un homme de la dimension de Grégoire, et oser à l'inverse de l'intuition profonde d'un saint Augustin qui, lui, tend au contraire à souligner les interférences multiples et profondes entre la cité de Dieu et la cité terrestre.

Ayant cependant opportunément souligné la lutte menée par l'abbé Grégoire « pour l'émancipation des juifs, pour les droits des Noirs et l'abolition de l'esclavage », comment un homme aussi réfléchi que

L'abbé Grégoire, de Georges Hourdin
Un homme de l'Evangile

DANS l'abondante littérature d'actualité consacrée à l'abbé Grégoire, le livre que Georges Hourdin vient de consacrer à l'évêque constitutionnel est sans doute l'un de ceux qui sont le plus justes. Non seulement il détruit quelques tenaces légendes (celles d'un Grégoire « républicain », « progressiste », mais, tout au contraire, « réactionnaire »), mais, tout au contraire, il rend compte de la droiture de toute une vie et de sa fidélité constante à l'engagement chrétien.

Grégoire brosse les cartes de ceux qui font de tout révolutionnaire de 1789 et de tout démocrate éclairé l'ennemi des Lumières. Ce précurseur constitutionnel, détesté en fait l'« immoralité » des philosophes. Grégoire est « un homme de l'Evangile et des libertés », assure Georges Hourdin. La Constitution civile du clergé n'est pas une trahison. Elle n'est pas soumission au pouvoir politique, encore moins rébellion contre le pape. Elle lui apparaît comme le meilleur moyen de restaurer la souveraineté de l'Eglise contre la mainmise des princes.

Pour l'auteur de ce livre, la conclusion s'impose d'elle-même. A la perspective de l'installation au Panthéon d'un homme à qui l'Eglise fit des funérailles cléricales, le clergé ne doit pas faire la fine bouche. Sans cet homme qu'Hourdin décrit comme « étrange, coloré, généreux, terriblement tenace », le catholicisme aurait été absent de « cet ouragan historique qui a ouvert économiquement et socialement, c'est-à-dire à l'ensemble de la culture, les portes modernes ». Sa place de démocrate est au milieu des siens au Panthéon. Celle du prêtre doit l'être aussi, sans arrière-pensée, dans l'Eglise.

M. T.

► L'abbé Grégoire, évêque et démocrate, par Georges Hourdin. Desclée de Brouwer, 158 p., 78 F.

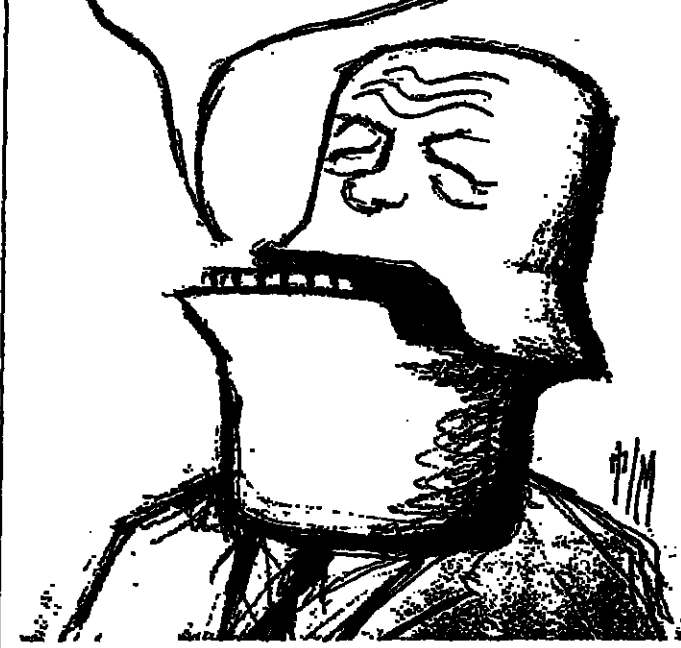
On lira, par ailleurs, chez le même éditeur, le *Clergé à l'épreuve de la révolution*, par Jean-Marie Gustin, ainsi que, chez Stock (à Judaïsme-Israël), l'essai de l'abbé Grégoire sur la *Régénération physique, morale et politique des juifs*, livre préfacé par Robert Schuster.

le cardinal de Paris n'a-t-il pas compris que non seulement les juifs, les Noirs, les esclaves de notre société moderne, mais aussi les membres de toutes les Eglises et tous les laïques pourraient, autrement mieux que dans le décor somptueux de quelque catacombe, se reconnaître tous, au Panthéon, de la famille de celui dont il a su proclamer qu'il était à la fois « un prêtre fidèle à son engagement sacerdotal » et le symbole de « l'alliance nécessaire de la démocratie et de la liberté religieuse » ?

Dans une période particulièrement difficile et décisive, Grégoire a montré qu'on pouvait être, ensemble et incontestablement, homme d'Eglise et frère de tous les hommes. C'est pourquoi, dans la foule réunie au Panthéon, les chrétiens n'avaient pas besoin d'un signe de la hiérarchie catholique pour se retrouver, indiscernables mais bien présents, au milieu de tous les admirateurs et disciples de Grégoire, sa grande et vraie famille d'aujourd'hui et de toujours. Aussi bien, malgré l'absence déplorée de quelques dignitaires religieux, le 12 décembre 1989 restera, pour le monde et pour la France, le jour d'une digne commémoration de trois grands bienfaiteurs de l'humanité dont l'un a été incontestablement un homme de Dieu.

TRAIT LIBRE

- AVEZ VOUS UNE DOUBLE NAZIONALITÉ ?



Immigration

Des espaces pour la convivialité

par Nacer Kettane

COMME le capitaine Dreyfus, les communautés musulmanes de France (globalement abusivement en une) sont censées menacer la raison d'Etat. Elles sont présentées comme le foyer virtuel du terrorisme, de la délinquance, de l'envahissement et par conséquent menaçant la sécurité intérieure et extérieure de la France (et des Français). Cette communauté est rendue coupable d'une déstabilisation orchestrée à l'échelon mondial par une main invisible qui se charge de faire la jonction avec les autres « foyers » en Europe. En ce sens, elle menacerait l'Occident judéo-chrétien. Ainsi la peur existentielle qui traverse la France toutes couches sociales et politiques confondues n'est que le symptôme d'une société malade qui s'interroge sur ses propres racines et qui hésite à les redéfinir dans un monde qui subit des mutations radicales.

La question n'est pas d'être pour ou contre, d'accepter ou de refuser, mais de décider communément ce que doit être la France de demain et de redéfinir ensemble les valeurs qui fondent la République. De ce débat sont exclus les principaux intéressés, qui sont gérés, la plupart du temps, soit comme épouvantail, soit comme fonds de commerce électoral ou encore comme élément sécuritaire d'une culpabilité intellectuelle (antiracisme, droits de l'homme, non-monde...).

Antiracisme de salon

L'institution scolaire qui est laïque dans son contenu, mais aussi en tant que contenant, doit permettre aux croyances religieuses de s'exprimer par défaut et non par excès. Cela est valable autant pour les signes vestimentaires ostentatoires (kippas, foulards...) que pour la célébration des fêtes religieuses (sabbat, Yom Kippour, Aïd, Mouloud...). Car si l'école est laïque, rappelons qu'elle est obligatoire, gratuite et surtout publique, et qu'elle doit s'efforcer d'exercer le droit au savoir, l'un des fondements de la tolérance.

Il est vital de déstabiliser la langue de bois des différents clergés qui se coalisent face à la laïcité en leur demandant ce qu'ils comptent faire pour accueillir les uns et les autres à la fois dans leurs croyances mais aussi dans leurs « murs » (églises, temples, mosquées, synagogues). Au bout du compte dans cette surenchère et dans cette escalade, la seule compétition qui doit rester valable à l'école doit être celle de la connaissance et des intelligences. Dans cette perspective, le « permis » du privé cohabitant avec l'« obligation » du collectif permettra de déborder les angusties et de renvoyer les extrémistes de tout genre à leurs propres interrogations.

Alors que nous fêtons le bicentenaire de la Révolution française, que l'Europe trans-frontalière tente de se construire dans une citoyenneté nouvelle, nous assistons à des réflexes de peur, des votes xénophobes et à la dérive d'un discours de la classe politique, qui semble stérilisé.

Le taux d'abstention aux consultations électorales va grandissant (permettant de la sorte aux votes extrêmes d'avoir la victoire), la chute d'audience des centrales syndicales, l'absence de référence (et de modèle) idéologique dans un monde où les grands modèles prennent en de toutes parts, créent les conditions objectives d'affrontements corporatistes communautaires. Et ce n'est pas l'antiracisme

religion permettant aux libertés privées de s'exprimer sans empiéter sur la liberté publique protégée par la loi.

La laïcité, comme la démocratie, est un équilibre fondé sur la maîtrise du quotidien. Si, à l'évidence, le caractère obligatoire de l'enseignement du savoir doit l'emporter sur le caractère arbitraire et personnel d'un choix spirituel, il n'en faut pas moins redéfinir la place des religions à l'école. La manière conjoncturelle et de recourir les conditions objectives de la convivialité locale autour du logement, de la culture, des loisirs, de l'emploi. Les acteurs locaux existent, et il faut leur donner des moyens. Ce ne sont ni le ministère de l'Intérieur ni des actions spectaculaires qui y changeront quelque chose. L'effort doit être au quotidien, précis, local et poursuivi avec acharnement.

La droite avait été déstabilisée par les problèmes de société qu'elle voulait gérer au bistrot (loi Pasqua, réforme du code de nationalité, mouvement étudiant). La gauche minée par des querelles intestines est en train de suivre le même chemin et se fait débordée par les forces et les thèmes qui traditionnellement la soutiennent, l'alimentent et qui surtout la définissent vis-à-vis des forces d'exclusion. En s'engageant sur la voie dangereuse des stratégies tous azimuts d'union nationale face à l'extrême droite, elle permet à celle-ci d'apparaître comme la seule opposition.

Eviter

toute globalisation

Maintenant que les dégâts sont faits et afin de ne pas s'engager dans une course-poursuite infernale pour capter l'électeur troublé et qui réagit de plus en plus de façon affective, il faut résolument déterminer des choix prioritaires. Il faut éviter la globalisation abusive des Maghrébins de France en une communauté musulmane.

Si l'islam représente une part du caractère identitaire des Maghrébins de France, ces derniers sont surtout de culture, de langues différentes et traversés par des intérêts différents et contradictoires.

Les interlocuteurs existent et il serait dangereux pour le pouvoir institutionnel de les brader au profit d'associations islamiques marginales. Il faut dégager des éléments de lutte contre l'exclusion et les inégalités (logement, école, emploi) et créer des espaces de communication ouvrant pour la cohésion sociale. Enfin, il faut retrouver la convivialité locale, facteur déterminant pour la démocratie politique.

► Nacer Kettane est écrivain. Co-fondateur de Radio-Saur, il est membre du Conseil national des langues et des cultures de France.

75000 F
37000 F
11000 F
11300 F
12000 F
4500 F
10700 F

CHAUMET PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO - HONOLULU - HONG KONG
12, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - TEL. : (1) 42.60.32.82
OUVERT LES DIMANCHES 17 ET 24 DÉCEMBRE DE 10H À 19H30
46, AVENUE GEORGES V 75008 PARIS - TEL. : (1) 49.52.08.25
OUVERT LES 4 PREMIERS DIMANCHES DE DÉCEMBRE DE 14H À 20H

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Veimet
Conseiller en chef : Claude Siles
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05
TEL. : (1) 42-47-87-27
Telex MONDIPAR 650672 F • Télécopieur : (1) 46-23-06-81

مكتبة محمد

ÉTRANGER

TCHÉCOSLOVAQUIE : pour une partie des communistes

L'accord sur le mode d'élection présidentielle n'est pas acquis

Une situation politique passablement confuse règne à Prague, où l'accord annoncé jeudi matin sur la procédure de l'élection présidentielle est remis en cause par une partie des membres du PC tchécoslovaque, selon lesquels le congrès du parti, convoqué le 20 décembre, doit encore se prononcer à ce sujet.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

L'extraordinaire désintégration du parti communiste tchécoslovaque, et en particulier de ses instances dirigeantes, complice terriblement la solution du problème de l'élection présidentielle, dernière étape de consolidation de la « révolution », qui devait donner quelques mois de répit au Forum civique avant les élections législatives.

Contrairement à ce qu'annonçait jeudi matin 14 décembre Radio-Fratria et plusieurs organes de presse étrangers (le Monde du 15 décembre), aucun accord formel n'est en effet intervenu entre les différentes forces politiques du pays sur l'élection du président de la République par le Parlement d'ici à la fin janvier, a affirmé jeudi soir le porte-parole du bureau politique du PC, M. Josef Hora, et la proposition d'une élection au suffrage universel direct — à laquelle est opposé le Forum civique — est toujours sur la table. La plupart des participants à ce dernier round de négociations, qui était terminé à

2 heures et demie du matin après des discussions « plus ardues que jamais », selon l'un des négociateurs du Forum, avaient bien eu le sentiment qu'un consensus s'était dégagé. Mais, explique M. Hora, les représentants du PC, dont deux sont pourtant membres du bureau politique, « n'étaient pas autorisés à adopter une position définitive sur ce sujet : c'est au congrès extraordinaire du PC [convoqué mercredi prochain] qu'il appartient d'émettre un avis définitif ».

La débandade du PC

Il devient urgent, en effet, de savoir qui est qui, et qui représente quoi dans ce parti qui, il y a seulement deux mois, avait des allures de monolithisme. Aujourd'hui, son comité central est pratiquement dissous, puisque le secrétaire général lui-même, M. Karel Urbánek, a demandé qu'il soit entièrement renouvelé au congrès : cela n'empêche pas, d'ailleurs, qu'on continue à en exclure les représentants de la vieille garde, comme jeudi, M. Bilák, Hoffmann, Lesart et Zavadil, afin de les empêcher de participer au congrès. Le bureau politique paraît nettement divisé : alors que ses deux représentants dominaient l'impression à leurs interlocuteurs de la table ronde de renoncer à une élection présidentielle directe, M. Urbánek prenait la parole jeudi après-midi devant des manifestants communistes réformateurs pour défendre l'idée d'un tel mode de scrutin.

Rude Pravo, théoriquement l'organe du comité central et des

tion du conservatisme, s'est mis jeudi à faire son auto-critique en première page et son directeur, M. Zdeněk Horeni, a démissionné. « Une poignée de membres de l'ancienne direction du PC s'était enfoncée du parti et tenait 1,7 million d'adhérents en otage », a-t-on pu lire. Quant au groupe parlementaire communiste, suivant un schéma déjà expérimenté en Pologne, il a pris son autonomie : « Nous avons maintenant un PC, tente de résumer M. Josef Hora, une aile progressiste en cours de formation [le Forum démocratique des communistes] ; un centre qui cherche à se débarrasser des réserves qui s'étaient portées en arrière ; le congrès permettra de voir quelle plate-forme l'emportera ».

Bref, c'est la débandade, que les dirigeants du Forum civique ne prennent d'ailleurs pas avec un affolement excessif. Les représentants du PC, relégués à un autre style d'existence du « Son Excellence », tenait sa première conférence de presse sous les lambris de l'immense palais Cernine. Ministre depuis trois jours, si peu préparé qu'il n'a ni sigil personnel, en dehors d'un secrétaire et d'un ami nommé conseiller, ni costume de fonction, M. Dienstbier n'a même pas eu le temps encore de songer au sort du buste de Lénine qui trône sur une étagère de son bureau. Rendue à ses traditions démocratiques, la Tchécoslovaquie, a-t-il promis, ne sera plus l'« iceberg de l'Europe centrale », mais au contraire le moteur du rapprochement européen.

SYLVIE KAUFFMANN

RDA : la construction de l'échiquier politique

Les nouvelles formations à la recherche de leur personnalité

Deux congrès se déroulent ce week-end en RDA : celui du Parti chrétien-démocrate, associé à l'ex-parti communiste du sein du gouvernement, vendredi 15 décembre à Berlin-Est, et celui du mouvement d'opposition Renouveau démocratique, qui lui dispute la représentation des milieux chrétiens, samedi 16 décembre, à Leipzig. Ce même samedi s'ouvre également à Berlin-Est, la deuxième réunion du congrès extraordinaire de l'ex-SED, qui doit notamment adopter un nouveau programme, de nouveaux statuts, ainsi que le nouveau nom du parti.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

Le paysage politique dans lequel vont se dérouler le 6 mai prochain, les premières élections législatives libres depuis la création de la RDA commence à se dessiner. La rapidité avec laquelle les changements se sont opérés dans le pays et l'émergence d'un fort courant favorable à une réunification immédiate, ont pris tout le monde de court. Face à l'ancien SED qui met les bouchées doubles pour se refaire une nouvelle image, la plupart des formations existantes sont encore à la recherche de leur personnalité.

Supposés représenter des traditions ou des intérêts divers, les quatre partis associés — ou plutôt soumis — aux communistes au sein de l'ancien Bloc national avaient fini par perdre toute crédibilité aux yeux de l'opinion. Quant aux mouvements d'opposition apparus à partir de septembre, Verts, sociaux-démocrates ou démocrates de tendances diverses, ils sont tous issus des milieux contestataires qui se sont développés au cours des années 80 dans le giron de l'Eglise protestante, seule institution qui leur donna la possibilité de s'exprimer.

Sensibilités nouvelles

Tous, au départ, se reconnaissent dans la démocratie, le socialisme et la volonté de lutter dans le cadre de l'Etat est-allemand existant, en opposition à ceux qui fuyaient le pays. Symbole de cette sensibilité, le Nouveau Forum hésite toujours entre se constituer en parti ou rester un rassemblement, un peu à la manière des Verts ouest-allemands.

D'autres au contraire affichent d'ores et déjà leur intention de s'établir comme partis et cherchent à capter les sensibilités nouvelles de l'opinion pour sortir de leur cocoon original. C'est déjà fait pour le SDP, le Parti social-démocrate, et c'est vrai aussi pour le mouvement Renouveau démocratique. Ils y sont poussés par la nécessité de remplir le vide politique provoqué par l'effondrement du système communiste, qui menace à tout moment l'existence même de la RDA, mais aussi par celle de contrer les efforts d'adaptation du SED. A défaut d'être encore crédible, celui-ci a montré une capacité de renouvellement surprenante.

Se refaire une virginité

Le Renouveau démocratique devrait se trouver en compétition avec le Parti chrétien-démocrate dirigé par M. Lothar de Maizière, qui réunissait, lui aussi, son congrès vendredi 15 décembre, dans un cinéma de Berlin-Est. Le « CDU-Ost », un des quatre partis de l'ex-Bloc national, est aujourd'hui encore membre du gouvernement de M. Hans Modrow. La CDU doit à cette appartenance au Bloc national d'occuper un immeuble ancien en plein centre et de disposer d'un quiddien, Neue Zeit. Malgré la promesse des autorités de Berlin-Est, aucune des formations de l'opposition n'a encore regagné localement ni lignes téléphoniques. La situation est à peine meilleure en province, où elle varie selon les villes. A Leipzig par exemple, l'opposition, après un accord avec la mairie, disposera sous peu d'un bâtiment avec téléphone, mais attend toujours l'autorisation de pouvoir apporter du matériel d'imprimerie que devait lui fournir Hanovre, la ville qui lui est jumelée. A Berlin-Est, le Nouveau Forum « squatte », depuis deux semaines un trois-pièces prête au centre ville ; le Renouveau démocratique, une pièce par un particulier. Ses dirigeants en sont donc encore réduits au téléphone ou à utiliser le téléphone de quelques militants.

Comme le Parti libéral-démocrate, la CDU attend elle aussi de renouer avec ses traditions politiques pour se refaire une virginité. Son nouveau président a indiqué mercredi 13 décembre qu'il entendait à nouveau insister sur la tradition chrétienne. « En acceptant la conception scientifique du socialisme, nous sommes en contradiction avec notre propre conception chrétienne, ce qui nous a fait perdre notre identité », soulignait-il y a peu l'ancien chef des chrétiens-démocrates de Dresde, M. Koppa, qui avait été contraint de démissionner à la suite d'un conflit avec l'appareil du parti. La grande question pour des formations comme la CDU ou le Parti libéral est de savoir si cette reconversion est crédible auprès de l'électorat, et auprès du « grand frère », la CDU ouest-allemande, qui trouve bien timides l'émancipation par rapport au SED, de même que le programme et les statuts qui doivent être approuvés par le congrès.

HENRI DE BRESSON

BULGARIE

La foule maintient sa pression pour obtenir l'abolition du rôle dirigeant du PC

Près de cinquante mille personnes ont manifesté jeudi 14 décembre à Sofia devant le Parlement pour protester contre la décision de l'Assemblée de reporter à janvier le vote sur la suppression de l'article premier de la Constitution garantissant le rôle dirigeant du Parti communiste. Le comité central du parti avait pourtant annoncé qu'il demanderait lui-même aux députés d'abolir cet article, qui stipule que le PC est « la force dirigeante dans la société et dans l'Etat ».

Se fondant sur une loi, assez peu connue au demeurant, les députés ont annoncé qu'il leur faudrait attendre le mois de janvier pour se prononcer, ce qui a provoqué la colère de la foule. Celle-ci a conspué le nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, qui s'est adressé personnellement aux manifestants. « Si vous faites preuve d'extrémisme, vous pousserez la

Bulgarie à l'abîme. Un peuple qui se respecte n'a pas ce comportement », a-t-il déclaré sous les huées.

Appels au calme

M. Jeli Jeleu, président de l'Union des forces démocratiques, qui regroupe toutes les formations de l'opposition, avait lui aussi lancé, vainement, des appels au calme en demandant à la foule de rentrer chez elle.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, l'Assemblée — composée essentiellement de députés communistes — a condamné les « forces qui entraînent la jeunesse dans des actions extrémistes ».

Une nouvelle manifestation était prévue pour le vendredi 15 décembre dans l'après-midi. — (AFP.)

ALBANIE

Quatre jeunes d'origine grecque assassinés

Quatre jeunes frères albanais d'origine grecque ont été tués la nuit après avoir été maltraités par les autorités albanaises pour avoir tenté de traverser la frontière gréco-albanaise, a affirmé jeudi 14 décembre l'archevêque d'Athènes et Primat de l'Eglise orthodoxe grecque, Mgr Serafim.

Les quatre jeunes ont été arrêtés le 11 octobre alors qu'ils tentaient de se réfugier en Grèce, a déclaré Mgr Serafim devant le saint synode (instance dirigeante de l'Eglise grecque). Ils ont ensuite été « traités inhumainement, attachés derrière un tracteur, traités dans les rues, où ils ont trouvé une mort tragique », a ajouté le primat.

Selon des sources religieuses grecques, il s'agit de frères Frasso. Aucun autre détail n'a pu être obtenu sur cette affaire. Dans un communiqué, le saint synode a exprimé « son indignation et son horreur » en lançant un appel aux autorités grecques et aux organisations internationales leur demandant de « protester fermement ». — (AFP.)



URSS : bagarre entre militaires soviétiques. — Quelques 700 soldats ont participé à une bagarre générale opposant des appelés âgés à des soldats et sous-officiers originaires du Caucase, dans un camp militaire de l'Oural, a annoncé, mercredi 13 décembre, la Komsomolskaïa Pravda. Plusieurs soldats ont été blessés dans cette bagarre, au cours de laquelle les militaires ont utilisé des bâtons et des pelles, ajoute le journal. Les officiers, débordés, ont dû faire appel à la milice pour faire rentrer les soldats dans leur casernement. — (AFP.)

LA MORT D'ANDREI SAKHAROV

Le Congrès des députés du peuple a rendu hommage à l'académicien

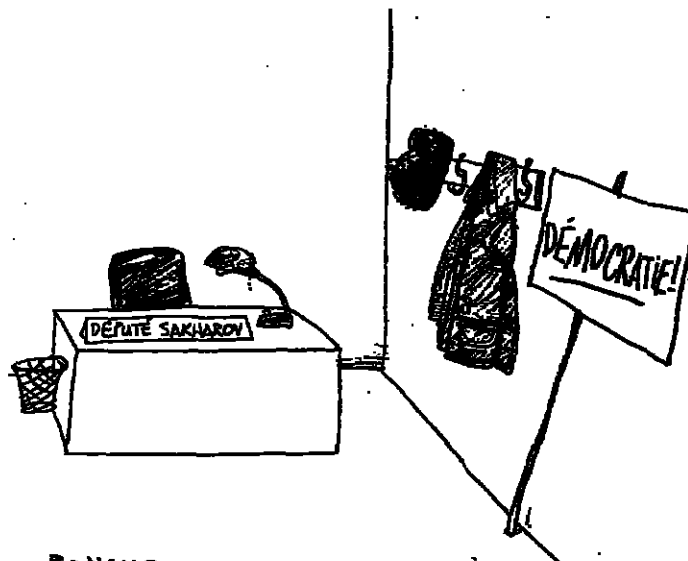
C'est dans la soirée du jeudi 14 décembre qu'Andrei Sakharov est décédé à Moscou, à son domicile, « vraisemblablement d'une crise cardiaque », ont indiqué les membres de sa famille. Le cercueil du Prix Nobel de la paix sera exposé samedi matin

L'expression n'est pas officiellement employée, mais l'enterrement d'Andrei Sakharov pourrait bien prendre des allures d'obèques nationales. Si tôt que le président de séance, M. Vitali Vorotnikov, membre du bureau politique, eut officiellement annoncé, vendredi matin 15 décembre, devant le Congrès, la mort du Prix Nobel de la paix, les deux mille deux cent cinquante députés soviétiques se sont en effet levés pour lui rendre l'hommage d'une minute de silence.

La parole a ensuite été donnée à un autre académicien, M. Dimitri Likhatchev, ami personnel de M. Gorbatchev et l'un des hommes les plus respectés d'URSS. « Avec la mort d'Andrei Dimitrievitch Sakharov, c'est une partie de notre cœur qui s'en va. On pouvait être ou ne pas être d'accord avec lui, mais c'était un homme d'une pureté et d'une sincérité absolues. C'est ce qui l'a conduit au succès tant dans le domaine scientifique que dans sa vie d'homme public », a-t-il déclaré avant d'exprimer le souhait que le congrès suspende ses travaux pendant l'enterrement pour que les députés puissent s'y associer.

Cette proposition retient notre attention, elle ne souffre pas de discussion (...), a alors répondu M. Vorotnikov qui est, avec MM. Zaïkov et Ligatchev, l'un des trois conservateurs de la direction du parti. Présent, M. Gorbatchev n'a pas pris la

parole mais on ne pourrait douter qu'il ait approuvé à l'avance et la démarche de M. Likhatchev et la réponse de M. Vorotnikov qui a estimé, de la tribune du congrès, que « par tous les aspects de ses activités [Andrei Sakharov] a influencé notre histoire », que « son activité sociale avait un impact dans le monde entier » que « tout ce qu'il avait fait avait été productif ».



PANCHE

parole mais on ne pourrait douter qu'il ait approuvé à l'avance et la démarche de M. Likhatchev et la réponse de M. Vorotnikov qui a estimé, de la tribune du congrès, que « par tous les aspects de ses activités [Andrei Sakharov] a influencé notre histoire », que « son activité sociale avait un impact dans le monde entier » que « tout ce qu'il avait fait avait été productif ».

René vers 20 heures, jeudi 14 décembre, du congrès dont il avait été élu membre au printemps dernier, Andrei Sakharov avait dîné en famille avant de se retirer dans le bureau indépen-

dant qu'il avait installé au-dessous de son appartement. C'est là qu'il fuyait le téléphone qui sonnait sans discontinuer à son domicile, là qu'il recevait pour les discussions de fond. C'est là qu'il est mort, vers 11 heures du soir, d'une crise cardiaque semble-t-il.

Un juste

Tous ces derniers mois, sa fatigue était chaque jour plus visible. Jeudi après-midi encore, il avait participé à une réunion du « groupe inter-régional », l'association des députés les plus radi-

disparu, soulignant son courage dans la lutte pour les droits de l'homme. D'autres personnalités étrangères, dont en France MM. Jack Lang et Bernard Kouchner, ont également exprimé leur admiration pour Andrei Sakharov.

caux, qu'il coprésidait. Certains des responsables du groupe, l'historien Iouri Afanassiev notamment, proposaient qu'il se déclare formellement « mouvement d'opposition ». D'autres ne voulaient pas en entendre parler soit pour ne pas gêner M. Gorbatchev, soit pour ne pas « abandonner le parti aux conservateurs ».

Le groupe s'était séparé sans parvenir à prendre une décision. Il y avait eu des mots durs, mais vendredi matin, aux arrêts d'autobus comme aux kiosques à journaux, dans les coups de fil entre amis comme dans les courtoisies du congrès, l'URSS avait brutalement le sentiment d'avoir perdu un juste. « La conscience du pays », disait M. Boris Eltsine. « Nous avons perdu le père de notre démocratie », ajoutait un autre député radical, M. Kazanik. « C'est une tragédie, nous avons perdu le meilleur d'entre nous », renchérisait M. Korotitch, rédacteur en chef d'Ogoniok, l'un des deux hebdomadaires de la perestroïka. Quant à M. Sagdelev, ami d'Andrei Sakharov et conseiller scientifique de M. Gorbatchev, il déclarait : « M. Mikhail Gorbatchev a perdu le meilleur de ses alliés. [Il] était notre compas moral [qui] nous aidait à mettre à bas le socialisme féodal, de caserne, et à nous débarrasser des dogmes, des citations, même de ceux du marxisme-léninisme ».

BERNARD GUETTA

Un vrai démocrate

Toutes les morts n'ont pas la même importance. Celle d'Andrei Sakharov est particulièrement tragique parce qu'avec cet homme voté, fatigué par des années de lutte et d'humiliations, l'Union soviétique perd un spécimen dont elle n'a malheureusement pas beaucoup d'exemplaires : un vrai démocrate. Si Soljenitsyne est la conscience historique-religieuse de la Russie, Sakharov était en fait la conscience démocratique de l'Union soviétique. Laïc au pays de tous les obscurantismes, sans parti au pays du parti unique, toujours libre dans son esprit au pays de la peur et de l'abrutissement, intègre au pays de la corruption et des privilèges en tous genres, il n'a jamais rien concédé de ses convictions.

Une lucide sérénité

Son entêtement n'avait d'égal que sa douceur et sa gentillesse, son éternelle disponibilité. Ceux qui l'ont connu durant les années 70 à Moscou se souviennent toujours de son étroit appartement encombré d'une multitude de dossiers, toujours surveillé par plusieurs miliciens, où l'on venait régulièrement s'enquérir des derniers avatars de la répression : juifs, Tatars, orthodoxes, Arméniens, Tchétchènes, etc. Car Sakharov ne faisait pas de choix, contrairement à pas mal d'autres. Nul trace chez lui d'esprit « grand russe », du moindre chauvinisme. Il défendait le droit à la liberté de tous les hommes et rêvait que son pays devienne une vraie démocratie parlementaire, après avoir rendu leur liberté aux peuples asservis.

Il a payé son combat de plus de six années d'exil ; il

était revenu de Gorki un peu plus épuisé, un peu plus voté, la voix encore plus sourde, mais toujours aussi déterminé. « Réhabilité » par M. Gorbatchev, il aurait pu jouer d'une existence facile, jouer les grands prêtres d'un régime en voie de modernisation. Il a refusé : il connaissait trop bien son pays, ses blocages, les obstacles à franchir, les dangers à éviter, pour croire la partie gagnée. Il ne fut donc pas le propagandiste de la perestroïka et de la glasnost, sur lesquelles il nourrissait de nombreux doutes. Encore moins le chantre de M. Gorbatchev qu'il jugeait avec une lucidité sévère. Sans encombre d'arguments d'opportunité, il poursuivait tranquillement son combat pour une vraie démocratie : le système pour lui n'était pas amenable, et s'arrêter en chemin eût été faire marche arrière.

Jusqu'au dernier moment, Sakharov aura été incrédule. Il aura enragé jusqu'à Mikhail Gorbatchev lui-même, et à plusieurs occasions. La dernière fois c'était il y a deux jours, au Parlement soviétique, à propos de l'abolition du « rôle dirigeant » du Parti communiste. L'affrontement entre les deux hommes fut bref, mais plein d'enseignements. D'un côté il y avait un vieillard convaincu et tenace, symbole du contre-pouvoir. De l'autre un homme de pouvoir, soudain autoritaire et excédé, méprisant. Le scène n'a duré que quelques secondes, mais elle mérite d'être revue et méditée. Elle est aussi vraie que les images d'un Gorbatchev bonhomme et enjoué dont nous sommes habitués.

JACQUES AMALRIC

Le physicien : de la bombe H à la cosmologie

Dès son entrée, en 1945, à l'institut Lebedev de Moscou, où il travailla avec Igor Tamm, qu'il devait recevoir seize ans plus tard le Prix Nobel de physique), Andrei Sakharov a étudié les réactions de fusion entre noyaux de deutérium — l'un des isotopes lourds de l'hydrogène. Qu'il en soit ou non le « père », il a largement contribué à la mise au point de la bombe H soviétique.

Un autre aspect, important lui aussi, des travaux du physicien visait les applications civiles. Il était en effet très tentant de chercher à récupérer les grandes quantités d'énergie dégagées par les réactions thermonucléaires. Encore fallait-il pouvoir compenser les énormes forces de dilatation créées dans les plasmas portés à très haute température (quelques centaines de millions de degrés), en concevant des réacteurs thermonucléaires appropriés. On doit à Sakharov d'avoir défini les principes de confinement de tels plasmas dans les machines dessinées par les Soviétiques : les fameux Tokamak.

Les apports d'Andrei Sakharov aux progrès de la physique ne s'arrêtent pas là. Ses recherches sur les champs magnétiques

intenses, sur les théories de la gravitation et sur les particules élémentaires (il a notamment établi une formule sur les relations entre les masses des baryons et des mésons), sont également jugées comme de première importance par ses collègues physiciens.

En outre, si l'on en croit Louis Michel, membre de l'Académie des sciences françaises, « la contribution la plus spectaculaire d'Andrei Sakharov concerne la cosmologie », notamment l'étude des mécanismes qui ont donné lieu au « Big Bang », cette gigantesque explosion qui serait à l'origine de l'univers. Cherchant à expliquer la disparition de l'antimatière dans l'univers, Sakharov a été le premier à suggérer, dès 1966, que le proton, ce composant essentiel de la matière, était peut-être instable et pouvait, au bout d'un temps très long, se désintégrer.

Depuis, les physiciens ont calculé à nouveau la durée de vie du proton et ont trouvé une valeur différente de celle donnée par Sakharov. Il reste que l'hypothèse du Soviétique, qui, à l'époque, semblait révolutionnaire, est maintenant communément admise.

E. G.

Le Prix Nobel de la Paix

Suite de la première page

Son action se politisa à partir de 1964 : il défendit à l'Académie des sciences les thèses génétiques de Mendel, contre les élucubrations nocives de Lysenko, et se lia au cours de ce combat avec les frères Medvedev (Jaurès, le biologiste, qu'il contribua à sauver d'un internement dans un asile, vit à présent à Londres ; Roy, l'historien, fut longtemps dans son logement moscovite). Sakharov s'interrogea de plus en plus sur le régime soviétique et, en 1966, à la veille du vingtième congrès du PC, avec d'autres personnalités scientifiques et artistiques, il réclama à Brejnev une désalinisation plus poussée. Dans la logique de son action, il intervint en faveur de quatre « penseurs libres » (il n'aime pas le terme de dissident) jetés en prison : Guinzbourg, Galanskov, Dobrovolski et Lachkova. Il fait de même lors du procès pour délit d'opinion, le premier du genre depuis la mort de Staline, intenté aux écrivains Sinavski et Daniel.

L'engagement pour les « droits humains »

En 1967, il fait circuler son premier samizdat intitulé *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle*. Il y réclame surtout une rupture définitive avec les survivances du stalinisme et un strict respect de ce qu'il appelle les droits humains. La publication de ce texte à l'étranger lui vaudra d'y être connu. En 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie lui fait perdre tout espoir d'une libéralisation interne du régime soviétique. En 1970, avec Roy Medvedev et le physicien Valéri Titchine, dans une lettre aux dirigeants de son pays, il insiste sur les goéliers d'étranglement dont souffre la société soviétique. Il fonde aussi avec deux autres physiciens, André Tverdokhlebov et Valéri Tchelnidze, un Comité pour la défense des droits humains.

Il avait aussi élevé la voix en juin 1964 pour protester contre la déportation de Soljenitsyne. Cette solidarité fondamentale ne l'avait pas empêché auparavant de condamner le « nationalisme grand russe », l'holocaustisme comme le romantisme patriarcal et religieux de l'auteur de « L'Archipel du goulag ». Dénonçant le passivisme de celui-ci, Sakharov estimait que « la voie démocratique est la meilleure pour l'importer

quel pays » et que « l'esprit slavophile, qui a existé pendant des siècles en Russie, combiné avec le mépris des étrangers, des autres peuples et des autres croyances, a constitué le plus grand des maux pour et non pas la santé de la Russie ». La même querelle déchire encore profondément les amis des deux hommes dans l'URSS. Il reçoit le prix Nobel de la Paix en 1975, la propagande officielle se déchaine contre lui. Il souhaite alors l'avènement de « l'esprit de tolérance » en URSS. Il a, à l'époque, une confiance peut-être exagérée dans l'efficacité que pourraient avoir en la matière les accords d'Helsinki, signés quelques semaines auparavant.

Le pari de Gorki

Puis, dans « Mon pays et le monde » (paru au Seuil en 1975), il brosse un sombre tableau de sa patrie : Le système actuel en URSS est « un capitalisme d'Etat », qui se distingue du capitalisme contemporain par la nationalisation complète de l'économie, par la malintention absolue du parti et du gouvernement sur les domaines fondamentaux de l'existence. Ce système, il veut le changer, non le détruire. C'est un réformiste convaincu.

Le divorce avec le pouvoir est alors complètement consommé. Pendant cinq ans, Sakharov continue à se battre pour les autres, de plus en plus isolé par les arrestations, les internements abusifs en prisons psychiatriques et par l'émigration de ses amis. Quelque temps après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979 (qu'il critique), Andrei Sakharov est arrêté dans une rue de Moscou, le 22 janvier 1980. On lui retire tous ses prix et ses décorations. Sans autre forme de procès, on l'envoie en rélegation à 400 kilomètres de Moscou, dans une ville interdite aux étrangers, Gorki. Il n'a pas le droit de téléphoner, de recevoir de visites, de courir de l'étranger (même pas de sa femme). Sa femme Elena Bonner — seul lien avec le monde — circule, elle, sans arrêt entre l'appartement moscovite de sa mère où ils vivaient auparavant et Gorki.

Dès son transfert forcé à Gorki, Sakharov dit qu'il est « prêt à un procès public et ouvert » et qu'il refuse « l'exil doré ». Pendant que

le présidium de l'Académie des sciences condamne le comportement de Sakharov (sans pour autant l'exclure de ses rangs, par prudence sans doute, pour ne pas créer de précédent), seize intellectuels soviétiques ont le courage de prendre sa défense. Ils rappellent que le nom de Sakharov « est synonyme de noblesse, de courage et d'humanité. En tant que savant célèbre, penseur et citoyen du monde, il incarne les meilleures qualités de l'esprit national russe : bonté, sens du sacrifice, partage des souffrances d'autrui, refus du mensonge et de l'arbitraire ».

Les provocations, les insultes, les brimades se multiplient. Mme Elena Bonner-Sakharov, invalide de guerre, est cardiaque comme son mari. Elle subit deux infarctus rapprochés. Alors, parce que, comme il le dit, « sans elle la vie n'a aucun sens », parce qu'il ne fait pas confiance aux médecins du pays, parce qu'il sait que, lui, on ne la laissera jamais partir, Sakharov, malgré son état de santé peu brillant, entreprend, le 2 mai 1984, une grève de la faim pour obtenir qu'on laisse sa femme aller se soigner à l'étranger.

Une chape de silence tombe alors sur les Sakharov. (M^{me} Kravtchenko est confinée dans son appartement par la police, et il n'y a plus personne pour aller à Gorki). Les « secrets militaires » derrière lesquels les autorités du Kremlin s'abritaient pour retarder tout voyage à l'étranger au physicien sont dépassés depuis longtemps. Mais la stature morale de l'homme et son importance sont telles que l'on craint son influence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Une nouvelle carrière

En juin 1984, François Mitterrand a l'audace d'évoquer nommément le cas Sakharov lors d'un dîner au Kremlin où il est l'hôte de Constantin Tchernenko. Rien n'y fait et il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Mikhail Gorbatchev pour que la porte s'entrouvre très légèrement sur les exilés de Gorki. Avec beaucoup de maladresse d'abord, puisque des films vidéo transmis à l'Occident — et tournés, semble-t-il, à l'insu des intéressés — montrent Andrei Sakharov recevant des soins dans un hôpital, puis en tranquille promenade en compagnie de son épouse sur les bords de la Volga.

Le vent cependant commence à tourner et, à l'automne 1985, Mikhail Gorbatchev ne s'efforce pas que, lors d'une conférence de presse donnée à l'Élysée aux côtés de François Mitterrand, une question lui soit posée au sujet de l'académicien. Premier signe concret

d'un changement : M^{me} Elena Bonner est autorisée à se rendre aux États-Unis pour y recevoir des soins médicaux, tandis que son époux retrouve l'usage de son téléphone. Si les conditions du séjour à Gorki semblent s'adoucir, il n'en reste pas moins un exil.

Mais, en décembre 1986, coup de théâtre : Moscou annonce officiellement, le 19, qu'Andrei Sakharov est autorisé à regagner la capitale. Trois jours plus tôt, Mikhail Gorbatchev lui a personnellement téléphoné pour lui annoncer la nouvelle. Début décembre, un autre dissident célèbre, Anatoli Marchenko, était décédé en détention dans des conditions obscures. Le bruit courait que l'on a voulu éviter, au Kremlin, que le prix Nobel de la paix ne soit exposé au même risque.

Dès lors, quoi qu'il en soit, commence pour Andrei Sakharov une nouvelle carrière. Car s'il affirme, dès son retour à Moscou, son intention de « continuer à dire ce qu'il pense », il va désormais pouvoir le faire à ciel ouvert. Chaleureusement accueilli par ses collègues de l'Académie des sciences, il est libre de donner des interviews à qui il veut. Lui-même se dit « ébahi » par ce qui lui arrive. Mais on n'est pas au bout des surprises car, en février 1987, il est l'un des participants les plus éminents au très officiel Forum international organisé au Kremlin par Mikhail Gorbatchev et on le verra, debout, applaudir le discours prononcé par le secrétaire général.

Fidèle à son franc-parler, Andrei Sakharov continue à dire ce qu'il ne va pas. Il se montre inquiet devant les hésitations de la « perestroïka », qu'il décrit comme un processus « fragile » et « contradictoire ». Il réclame encore, début 1988, la libération de prisonniers toujours détenus en URSS pour des raisons politiques. Il ne cesse de plaider pour plus de démocratisation.

Mais il est à la même table que M. et M^{me} Gorbatchev lorsque ceux-ci sont les hôtes à dîner à Moscou du président Reagan, et l'une de ses dernières activités aura été la fondation, en octobre 1988, d'un club « informel » destiné à soutenir l'action du secrétaire général, un homme en qui il se plaisait à reconnaître « un éminent dirigeant politique », en qui il fondait ses espoirs.

Consécration suprême d'une pleine et entière réhabilitation : élu au présidium de l'Académie des sciences, il est en novembre 1988 enfin autorisé à se rendre dans un pays occidental, aux États-Unis, pour une réunion du Fonds international pour la survie de l'humanité.

AMBER BOUSOGLOU et ALAIN JACOB

Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie

36 15
T M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Jppico 1550

M. Roland D.

L'OTAN et leurs p

AMEGEVE

UNE VOLONTÉ : OUVRIER TOUTE L'ANNÉE

UN CHOIX : DES VACANCES LIBERTÉ EN FAMILLE

DIPLOMATIE

La réunion des ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique

M. Roland Dumas émet des réserves de la « doctrine Baker »

Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Bruxelles les 14 et 15 décembre, ont publié une résolution sur la question allemande et discuté des propositions sur l'avenir de l'Europe faites récemment à Berlin-Ouest par M. James Baker.

BRUXELLES

de notre correspondant

Un ministre soviétique des affaires étrangères en visite au

quartier général de l'OTAN : c'est la grande première qui aura lieu lundi 18 décembre à Bruxelles. M. Edouard Chevardnadze, qui vient pour signer l'accord de commerce et de coopération récemment conclu entre l'URSS et la Communauté, en a profité, en effet, pour demander à rencontrer M. Manfred Woerner, le secrétaire général de l'OTAN, ainsi que les représentants permanents des seize pays de l'alliance atlantique. La requête a été favorablement accueillie par les ministres des affaires étrangères de l'alliance, qui ont tenu, jeudi et vendredi, à Bruxelles, leur traditionnelle session d'hiver.

Le communiqué publié à l'issue de cette session reprend mot pour mot, à propos de la question allemande, le texte approuvé par les douze pays de la Communauté la semaine dernière à Strasbourg. M. Roland Dumas a rappelé que les conclusions de Strasbourg soulignent le droit à l'autodétermination du peuple allemand, mais en l'entourant de conditions (respect des traités, prise en compte des positions des voisins de l'Est comme de l'Ouest). « L'effort que nous demandons aux Allemands (sur la frontière Oder-Neisse, ne pas inquiéter l'URSS), nous devons

nous l'imposer de manière parallèle en prenant en compte leur sensibilité et en nous employant à ne pas la heurter », a souligné le ministre français.

M. Genscher a révoqué lui aussi la paternité du texte de Strasbourg, en ajoutant que la République fédérale avait une position très claire à propos de la frontière occidentale de la Pologne, qu'elle s'engage à la respecter aujourd'hui comme dans le futur.

Un traité CEE - États-Unis n'est pas « opportuniste »

Vouloir doter l'Europe d'une nouvelle architecture comme l'a

proposé le secrétaire d'État américain, M. Baker, à Berlin-Ouest, est jugé prématuré par M. Dumas, alors qu'il ignore quelle sera l'évolution à l'Est et, en particulier, ce qu'il adviendra du pacte de Varsovie. Le ministre français, tout en comprenant la volonté des États-Unis, pour garder le leadership, « de bien amarrer l'Europe dans une alliance d'un nouveau type », se méfie de la tendance de l'OTAN à tout réintégrer, « à s'occuper de tout dans tous les domaines ». « L'Europe au sein de l'alliance, mais l'Europe comme une entité propre et responsable, devra affirmer son rôle politique et de sécurité sur la scène Est-Ouest », constate M. Roland Dumas, qui doute de l'opportunité de la proposition faite par M. Baker de conclure un traité entre la Communauté et les États-Unis. Cependant, le ministre français juge positifs certains aspects du projet de M. Baker : « Le secrétaire d'État a fait l'éloge de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) ; nous estimons nous aussi que c'est une bonne enceinte ».

Les Britanniques n'ont pas la même crainte de voir les États-Unis s'occuper de trop près du développement de la Communauté : « Il n'y a pas de raison qu'il y ait des conflits de compétence entre les Douze et l'alliance. (...) Nous ne devrions pas perdre notre temps à en parler », a estimé M. Douglas

Hard, le secrétaire au Foreign Office.

Les seize sont d'autre part parvenus à s'entendre sur le projet de traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE) à soumettre au pacte de Varsovie. Enfin, le principe d'une réunion au sommet des trente-cinq pays de la CSCE à la fin de l'année 1990, préconisée par M. Gorbatchev, est à peu près acquis. « Une telle réunion ne pourra se limiter à une simple cérémonie de signature du premier traité CFE. Il faut un ordre du jour copieux et une bonne préparation », a estimé M. Roland Dumas. La décision définitive sera prise en février à Ottawa, lors de l'ouverture de la conférence « Open Sky » (ciel ouvert), rassemblant les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie.

PHILIPPE LEMAITRE

□ La Suède et la RFA durcissent leur politique d'accueil des étrangers. — Le conseil des ministres ouest-allemand a, mercredi 13 décembre, un projet de loi visant à restreindre l'accueil en Allemagne fédérale des immigrants n'appartenant pas aux pays de la CEE, mais aussi à améliorer l'intégration des étrangers déjà établis dans le pays et y vivant en situation régulière. Le gouvernement suédois a, pour sa part, décidé de ne donner désormais l'autorisation de rester en Suède qu'aux seuls réfugiés répondant aux critères des Nations unies. — (AFP.)

Désarmement conventionnel

L'OTAN et le pacte de Varsovie ont déposé leurs projets de traité à Vienne

Les seize pays de l'OTAN et les sept pays du pacte de Varsovie ont présenté, jeudi 14 décembre, leurs projets de traité sur la réduction des armements conventionnels en Europe aux négociations de Vienne. Les deux textes correspondent dans leurs grandes lignes et reflètent la ferme volonté des deux alliances de forcer l'allure des négociations.

VIENNE

de notre correspondante

Les deux projets reprennent l'ensemble des propositions mises sur la table depuis le début des négociations, le 9 mars dernier, ainsi que leur premier acquis, à savoir une définition des pièces d'artillerie qui devraient permettre un accord sur cette catégorie d'armes.

La nouveauté des textes tient dans le fait que chaque Etat signataire est responsable individuellement et non pas chaque alliance. Les projets ne mentionnent même plus les deux alliances militaires, et

ne parlent que des « parties ». Les pays signataires s'engagent à respecter les plafonds fixés dans la zone d'application du futur traité pour six catégories des forces et armements (avions de combat, hélicoptères, personnel, chars, artillerie et véhicules blindés de transport de troupes). Les plafonds nationaux auront été au préalable déterminés entre membres d'une même alliance (et donc les réductions réparties entre alliés) ; ils figureront dans le traité et ne pourront être modifiés que sous certaines conditions de notification et de vérification prévues par le texte.

Objectif :

un accord en 1990

Les propositions chiffrées des deux alliances contenues dans les deux projets sont assez proches. Pour les limites globales, l'OTAN et le pacte de Varsovie ont proposé 40 000 chars de combat et 56 000 véhicules blindés de transport de troupes. Pour l'artillerie, l'OTAN propose 33 000 pièces, le pacte 48 000 ; pour les hélicoptères de combat, l'OTAN est à 3 800 et

le pacte à 3 400. La plus grosse divergence porte sur les avions de combat : l'OTAN souhaite 11 400 et le pacte seulement 3 000. L'Est distingue notamment entre avions d'attaque et de défense, distinction jugée inadmissible par l'OTAN du fait que les avions « de défense » peuvent participer, selon les circonstances et les lieux de stationnement, à des attaques, estime-t-on du côté occidental.

Pour les troupes stationnées hors de leur territoire national, les Occidentaux proposent de plafonner à 275 000 hommes les troupes américaines et soviétiques. Le pacte de Varsovie propose 300 000. Il demande que les réductions s'appliquent également aux troupes françaises, britanniques et canadiennes.

Le projet de traité de l'OTAN aurait dû être introduit le 9 novembre dernier. Mais il a été bloqué par un différend gréco-turc sur l'inclusion du port de Mersin (sud-est de la Turquie) dans la zone concernée par la réduction des forces conventionnelles, bloquée par Athènes et refusée par Ankara. Ce port sert de départ et de ravitaillement aux troupes turques occupant le nord du Chypre. Le

règlement de ce conflit a été reporté à une date ultérieure par les ministres de la défense et des affaires étrangères, réunis jeudi 14 décembre à Bruxelles pour rendre possible le dépôt du projet occidental en même temps que celui du pacte de Varsovie.

Dans les différentes délégations on s'est montré très optimiste, jeudi, quant à la possibilité de conclure un traité dès 1990.

WALTRAUD BARYLI

numéros de DOSSIERS et DOCUMENTS toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989	LES BANQUES EN MOUVEMENT L'INDE
OCTOBRE 1989	LES PAYS DE L'EST 1929-1989 : KRACH ET BOOM
NOVEMBRE 1989	LES MULTINATIONALES LE GRAND MAGHREB

En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro 7, rue des Italiens - 75009 Paris

(Publicité)

L'INTIFADA AN III

Comment le mouvement palestinien, qui célèbre le 20^e anniversaire de son début, se voit-il sans désemparer toute la société des territoires occupés. Une enquête publiée dans le numéro de Décembre d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Jussieu 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

(Publicité)

QUATRE ÉTOILES DE CHARME A MEGÈVE dans un site prestigieux l'HOTEL le MANÈGE



LE TEMPS DU LOISIR

A disposition de tous les clients :

- Des équipements loisir-détente : un bar-salon, tables de jeux, de cartes, une télévision par réception satellite et un circuit vidéo.
- Des équipements relaxation : un complexe fitness considéré de plus en plus aujourd'hui comme un complément indispensable : hammam, jacuzzi, douches aux jets, UVA haute pression et, sur rendez-vous, massage par un kinésithérapeute.
- Et l'été : une piscine avec jet-stream dans un jardin fleur.
- Pour les enfants : un espace qui leur est réservé avec garderie, jeux vidéo, baby-foot, flipper, bibliothèque... et la carte junior du « skipper bar ».
- L'hôtel propose à ses clients des animations spécifiques :
- Stages pour « ne plus fumer », parce que les vacances sont l'occasion idéale de tourner définitivement la page.
- Stages « arts graphiques et liberté d'expression » : de l'initiation au perfectionnement, et dans la technique de votre choix (aquarelle, huile, dessin, modelage...).
- Stages linguistiques pour adultes et enfants mais aussi des soirées œnologiques, dégustations de vins... et même, en exclusivité pour les clients de l'hôtel, le survol des sites olympiques avec les pilotes d'Air Megève.
- Les animations extérieures à l'hôtel varient évidemment en fonction des saisons : du stage de golf à la randonnée découverte de la faune et de la flore, du tennis au parapente sans oublier l'équitation... guides et moniteurs sont à la disposition des clients de l'hôtel : cet hiver, par exemple, pour un raid hors station en poney de phoque ou une sortie sur Chamoriv... L'hiver à Megève reste privilégié : trois domaines skiables à proximité immédiate pour les clients de l'hôtel, proche du télécabine. Toutes les glaces sont possibles. Pour les séjours de tout niveau et les domaines de Chamoriv, Saint-Gervais, Saint-Nicolas et Combloux sont reliés par les remontées mécaniques.

Objectif 1992 : 800 chambres en hôtellerie classique et 200 chambres en séjour hôtelier.

VOTRE TEMPS DE REPOS

Trente-deux chambres, appartements et duplex, vastes et fonctionnels, personnalisés, dotés des meilleurs équipements : télévisions par réception satellite, circuit vidéo, coffre, mini-bar.

Les parents qui ont de jeunes enfants apprécieront les appartements disposant d'une kitchenette et le service baby-sitting. Une autre originalité : chaque chambre est différente. Pas de numéros pour les chambres, mais des noms de fleurs, qui servent de thème à l'illustration de la fresque murale réalisée par des artistes peintres de chaque chambre ainsi qu'une décoration personnalisée en harmonie avec elle...

UNE RESTAURATION DIVERSIFIÉE

A l'hôtel LE MANÈGE, vous pourrez satisfaire vos envies de diversité gastronomique : - A la Cravache d'or vous propose une restauration gastronomique... et les gastronomes junior ont leur propre carte... - A l'étage, « La Grillardin » vous offre de savoureuses grillades de viande, de poissons, de langoustes... L'été, vous pourrez également choisir le buffet, autour de la piscine... - Et vous aurez toujours le choix d'une carte dédoublée. - Si enfin vous préférez dîner en intimité dans votre appartement, un service en chambre est à votre disposition.

SPÉCIAL ENTREPRISES

L'hôtel LE MANÈGE : une ambiance, un style pour vos vacances et vos moments de détente, mais aussi un cadre idéal pour les stages et séminaires de la vie professionnelle. Trois salles entièrement équipées sont à disposition des entreprises et le temps « hors-stage » peut être aménagé à la demande, de nombreuses formules loisir-animation étant possibles.

LE PARTENARIAT AVEC LA REY CHAIN INTERNATIONAL

L'hôtel LE MANÈGE repose sur une certaine conception de l'accueil et de l'espace de repos où la chambre devient un espace à vivre avec coin salon, vastes rangements, voire kitchenette. Ce principe a séduit monsieur Rey, administrateur délégué de la chaîne suisse « Rey Hotel Chain International » dont les hôtels procèdent du même esprit. Derrière le partenariat financier, il faut donc voir une même volonté de promouvoir une philosophie commune du séjour hôtelier, dans des établissements de qualité et des sites privilégiés. Tél. : 19-41-22-731-63-40. CONTACT : HOTEL LE MANÈGE ••••• Tél. : 50-21-21-08 - RESIDENCE SEJOUR HOTEL : Tél. : 50-58-92-07

UN NOUVEAU CONCEPT DE SÉJOUR HOTELIER

L'hôtel LE MANÈGE, premier hôtel de la chaîne Résidence Séjour Hôtel :

Le Monde des loisirs évolue très vite et les vacances représentent un « investissement » qu'il convient de gérer rationnellement.

Pour ce « capital vacances », Résidence Séjour Hôtel vous propose une formule d'investissement tout à fait originale, en devenant Hôte Privilegié.

Vous faites l'acquisition d'un Package Loisirs de 19 jours pour une durée de sept années.

Vous réalisez cet investissement en obtenant un prêt personnel par dépôt d'une simple caution qui vous est restituée au bout des sept années.

Ce Package Loisirs est composé d'une période d'investissement de 12 jours et d'une période loisirs de 7 jours.

1. — Période investissement :

Les 12 jours de cette période sont « loués » à la clientèle traditionnelle de l'hôtel, ce qui assure le remboursement de votre prêt personnel.

Le total de votre prêt personnel s'autofinance et vous permet de passer sept jours de vacances gratuites pendant 7 ans dans un hôtel •••••

2. — Période loisir :

Vous avez le choix :

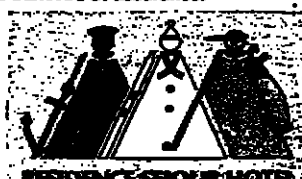
- L'utiliser à votre gré sous forme d'un crédit vacances de 7 jours.
- Ne pas l'utiliser, une ou plusieurs années : elle dégagea elle aussi une rentabilité garantie par contrat : votre temps de vacances peut alors vous rapporter de l'argent.

La formule RESIDENCE SEJOUR HOTEL c'est donc :

- Une grande souplesse pour vos vacances,
- une sécurité absolue avec de nombreuses garanties (notaire, compagnie d'assurance, banque...),
- un financement avantageux,
- une forte rentabilité de l'investissement vacances,
- sans aucune charge, aucun entretien, ni impôts...
- la qualité des prestations d'un hôtel •••••
- le choix de plusieurs sites de haute référence.

La formule n'a rien de magique. Elle ne fait qu'appliquer les règles du jeu financier avec contrat devant notaire, garantie bancaire et assurance.

L'hôtel LE MANÈGE est le premier hôtel que Résidence Séjour Hôtel développe dans des sites de même qualité, ce qui donne encore plus de possibilités d'utilisation du crédit vacances des hôtes privilégiés. Une véritable gestion de votre capital vacances qui retiendra très certainement votre intérêt.



La menace contre l'armée accroît la tension

de ses shires, à bord d'un Hercules C-130 de la SASAIR, une compagnie privée sud-africaine, pour un voyage sans retour. Il avait refusé, depuis quelques mois, les offres des Sud-Africains, qui cherchaient à se débarrasser de cet allié devenu encombrant. Son enrêlement lui a tout fait perdre. Par un étonnant retournement de l'Histoire, cet ancien capitaine-chef de la marine s'est retrouvé face à l'unité dans

MICHEL BOLE-RICHARD

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Une attaque contre l'armée syrienne accroît la tension

BEYROUTH

de notre correspondant

Une attaque, lancée jeudi 14 décembre, contre l'armée syrienne sur la route de Beyrouth à Saïda (le Monde du 15 décembre) est venue embrouiller davantage la situation au Liban, qui était déjà suffisamment tendue. Au lendemain de cette opération — dont les bilans varient de huit à quatorze tués et de dix-neuf à vingt-neuf blessés, — le mystère subsistait sur l'identité des assaillants.

Qui, en effet, a attaqué le poste syrien ? Les Palestiniens, les intégristes sunnites de la ville de Saïda — la Jamaa Islamiya, — ou, et c'est tenu pour l'hypothèse la plus probable, les deux à la fois ? De plus, quels Palestiniens ? Le Fatah, dont Saïda est le dernier bastion au Liban, comme la Syrie et ses alliés l'affirment ? A partir de Tunis, l'O.L.P. et le Fatah de M. Arafat ont nié toute participation à l'opération, la condamnant et mettant en garde contre les accusations inconsidérées.

Contradiction supplémentaire : les intégristes musulmans se trouvent apparemment mêlés à une opération anti-syrienne à l'heure où il est de notoriété publique au sein de la communauté chiite que, lors des derniers affrontements Amal-Hezbollah, les Syriens, en dépit de leur vieille alliance avec Amal, ont

favorisé ou du moins laissé gagner le Hezbollah.

Par ailleurs, le refus de Jean Paul II de recevoir les ministres du trébuchant arabe — bien que dédramatisé par l'émisaire arabe, M. Lakhdar Ibrahim, — a provoqué des menaces de mort contre la personne du pape de la part d'une « organisation de la défense des opprimés » qui a, de plus, exigé le départ immédiat du nonce apostolique, Mgr Pablo Puente. « Nous mettrons à exécution notre décision tôt ou tard », affirme l'organisation, dont la terminologie est celle des intégristes musulmans et qui accuse le pape de s'être « transformé en guide spirituel des rebelles croisés de Beyrouth-Est ».

LUCIEN GEORGE

■ **Jeunes Européens « pour la paix au Liban ».** — Cinquante jeunes originaires de la Communauté européenne, mais aussi d'Europe de l'Est, d'Asie et d'Afrique doivent se rendre, samedi 16 décembre, au Liban, à l'initiative de l'Union des jeunes Européens, pour « apporter le soutien de la jeunesse à tous les Libanais, musulmans et chrétiens qui souhaitent ensemble construire la paix ». Selon un communiqué de cette Union (regroupant notamment Droits de l'Homme et Solidarité-Intergénération), les participants à ce voyage comptent planter des « arbres de la liberté » au centre de Beyrouth.

LIBYE

Tripoli interdit l'accès des ports libyens aux navires venant de France

Paris a fait part à Tripoli, jeudi 14 décembre, « de sa surprise et de sa réprobation » à la suite de la décision — effective depuis une semaine — du régime du colonel Mouammar Kadhafi d'interdire l'accès des ports libyens à tout navire en provenance de France. Une mesure dont le Quai d'Orsay a estimé qu'elle ne pouvait pas « être justifiée », espérant qu'elle serait levée « dans les meilleurs délais dans l'intérêt de tous ».

Les relations franco-libyennes, dont on avait pensé qu'elles s'amélioreraient après la signature, le 31 août dernier à Alger, d'un accord de paix entre le Tchad et la Libye, se sont, en fait, détériorées au cours des dernières semaines, à l'initiative de Tripoli. A l'origine de la mauvaise humeur du colonel Kadhafi, il y a l'affaire des trois Mirage bloqués en France depuis 1986 — alors qu'ils s'y trouvaient en révision — et dont Paris a annoncé le 16 novembre qu'il allait, finalement, les restituer à la Libye. Or, début décembre, les Libyens ont accusé les Français de maintenir leur embargo, malgré

leur promesse (un report qui serait dû à un message de Kadhafi au président Mitterrand à propos de la polémique sur le voile et considéré à Paris comme une ingérence inadmissible).

Officiellement, on indiquait, vendredi 15 décembre, au Quai d'Orsay que la position de la France n'avait pas changé et que Paris n'était pas revenu sur sa décision de restituer les trois avions (un Mirage F1 et deux Mirage 5). Aucune date n'a toutefois été avancée pour cette restitution. Le gouvernement français cherche visiblement, dans cette affaire, à ne pas envenimer les choses, à moins d'une semaine de la conférence euro-arabe de Paris (les 21 et 22 décembre), à laquelle la Libye n'a toujours pas dit explicitement si elle y participerait (le Monde du 14 décembre). Une préoccupation perceptible dans l'affirmation par le Quai d'Orsay de la « volonté » de la France « de retrouver avec la Libye un niveau normal de relation ».

BIBLIOGRAPHIE

« Journal de Judée », de Jacques Pinto

Un témoignage sans complaisance

Un jour d'août 1988, le capitaine de réserve israélien Jacques Pinto reçoit sa famille de route. Direction la Cisjordanie, « le secteur ouest de Ramallah », et mission de maintien de l'ordre, comme disent les autorités. Le soulèvement palestinien avait neuf mois. De ces quelques semaines en pleine Intifada, Jacques Pinto va tenir le carnet de bord, exercice d'écriture-exutoire, témoignage sans complaisance de ce qui se passe sur le terrain et dans la tête d'un jeune officier.

Souvent, l'essentiel de l'activité de la compagnie, c'est le « barrage routier », ce point de rencontre quasi quotidien entre soldats et Palestiniens — routine pour les premiers, humiliation pour les autres : « Nuit et jour, des milliers d'hommes sans identité nationale sont forcés de porter sur eux (...) leurs papiers d'identité », dit joyeusement Jacques Pinto. Il y a les raids de nuit qui font partie d'un système dont la logique est celle de l'engrenage lorsque, pour un jet de pierres, le QG conseille à la compagnie « d'infliger le maximum de tracaseries à toute la population

d'un village ». Mission quasi réaliste quand les unités d'élite de l'armée, engagées dans la lutte contre les symboles du nationalisme, courent la Cisjordanie à la recherche de ces dangereux drapés palestiniens qu'il faut décrocher, ou faire décrocher, des pylônes électriques — quelquefois au prix d'une vie.

On peut avoir ses doutes, un moment de confusion, voire de « colère », dit l'auteur, mais très vite, vient le temps de la « normalisation », celui de l'acclimatation : « La période où l'on s'installe dans la routine. Où les cœurs se durcissent et où plus rien n'étonne ». Journaliste, homme de gauche, partisan de la restitution des territoires, Jacques Pinto n'en « rajoute » pas dans l'exposé de ses faits d'arme. Ni angélisme ni idéisme béat : il constate plus qu'il ne prêche et cela fait tout l'intérêt de ce *Journal de Judée*.

ALAIN FRACHON

« Journal de Judée, Souff, coll. « L'histoire immédiate », 119 p., 65 F.

AFRIQUE

TUNISIE

La grève générale dans les universités a été peu suivie

TUNIS

de notre correspondant

L'appel à la grève générale dans les universités, lancé pour le jeudi 14 décembre, par l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), l'organisation étudiante proche du courant islamique Ennahdha, n'a obtenu qu'un succès relatif et n'a donné lieu à aucun incident notable.

L'UGTE entendait entraîner un mouvement de solidarité avec les étudiants d'un des trois instituts de l'université de la Zitouna (théologie), où le boycottage des cours a été très largement suivi. Ces étudiants ont déclenché, la semaine dernière, une grève de la faim pour protester contre le changement de leurs locaux (le Monde du 13 décembre). Dans les lycées, où les incidents, souvent violents, avaient tendance à se multiplier depuis quelques semaines, le mot d'ordre n'a pas eu grand écho. Toutefois, quelques établissements, dont le lycée technique de Tunis, sont demeurés fermés.

MICHEL DEURÉ

EN BREF

■ **AFRIQUE DU SUD :** Nelson Mandela va reconstruire des symboles. — Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC), va reconstruire dix bâtiments du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) dans les deux semaines à venir, a indiqué, jeudi 14 décembre, la télévision sud-africaine. Cette annonce intervient au lendemain de la rencontre de M. Mandela avec le président Frederik De Klerk. — (AFP.)

■ **M. Brahimi quitte la présidence de la Ligue des Droits de l'Homme.** — M. Miloud Brahimi a abandonné, jeudi 14 décembre, la présidence de la Ligue algérienne des Droits de l'Homme (LADH). Un autre avocat, M. Youcef Fethallah, a été élu à la tête de cette Ligue qui a été créée en 1987. Après les émeutes d'octobre 1988, la Ligue (qui était alors la seule à être reconnue officiellement) a clairement condamné la torture et la « désinformation totale » pendant cette période. — (AFP.)

ASIE

CHINE

Pékin admet que les bouleversements à l'Est peuvent l'amener à réviser sa diplomatie

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a reconnu, jeudi 15 décembre, que l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est pouvait l'amener à réviser sa stratégie diplomatique, sous peine d'un irrémédiable isolement compromettant sa modernisation. Cette admission a été formulée à travers des circulations cryptées par le ministère des Affaires étrangères, dont le porte-parole a présenté un bilan très favorable de la visite-clair du général Bent Sowerby, conseiller pour les affaires de sécurité nationale à la Maison Blanche.

Le porte-parole a estimé que le dialogue sino-américain est « nécessaire et bénéfique » du fait que la situation internationale connaît à l'heure actuelle « les changements les plus profonds enregistrés depuis la seconde guerre mondiale ». Les difficultés entre Pékin et Washington concernent mais les deux pays « ont des intérêts mutuels sur une grande variété de sujets », a encore dit le porte-parole. Mieux, Américains et Chinois peuvent très bien « s'en tenir à leurs positions respectives » tout en améliorant leurs rapports grâce à « des mesures concrètes ».

« Efforts des deux parties »

La Chine « apprécie » donc le geste américain et, en échange, apporte un sérieux bémol à ses réminiscences envers Washington : on ne parle plus d'ingérence américaine dans la politique intérieure chinoise et même l'affaire Fang Lizhi — le dissident objet d'un mandat d'arrêt et réfugié à l'ambassade des États-Unis à Pékin — pourrait être réglé grâce à « des efforts des deux parties ». Après les bordées d'insultes, réminiscences de la révolution culturelle, à l'annonce de l'Occident tout entier, c'est tout dit...

Il est trop tôt pour savoir si ce retour à un langage raisonnable est un geste tactique destiné à remédier M. Bush de s'être attiré les foudres du Congrès à la suite de son initiative controversée ou si Pékin est décidé à payer de retour le vieux ami de M. Deng Xiaoping. La Maison Blanche a au moins fait de croire à cette dernière hypothèse en présentant comme « un signe encourageant » la décision chinoise d'accepter la nomination d'un nouveau correspondant à Pékin de la radio financée par le gouvernement américain. Voix de l'Amérique. Le premier ministre M. Li Peng, à qui on doit pourtant le ton anti-occidental strident de la propagande chinoise ces derniers mois, vient d'adresser un télégramme de félicitations à une expédition dans l'Antarctique à laquelle la Chine participe en tant que puissance présente au pôle Sud.

Un ton nouveau

Le ton nouveau de la Chine, qui reste à confirmer, est le résultat d'une réflexion provoquée au sein de la direction du PC par l'effondrement des pouvoirs est-européens avec lesquels Pékin avait un temps envisagé, après s'être brouillé avec l'Onet, de constituer une alliance idéologique ancrée sur le refus des réformes. La Roumanie, Cuba et la Corée du Nord sont les seuls pays socialistes avec lesquels la Chine se soit retrouvée sur la même longueur d'ondes. Ce ne sont pas ces pays qui vont l'aider à régler la facture de sa dette extérieure : 10 milliards de dollars par an en moyenne pour les sept prochaines années.

FRANCI DERON

■ **Délégation soviétique à Pékin.** — Une délégation conduite par M. Valentin Falin, chef du département international du Comité central du PC soviétique, se rendra à Pékin le 23 décembre. — (AFP.)

ALGÉRIE : une victoire des intégristes musulmans

Linda de Suza ne chantera pas

ALGER

de notre correspondant

Linda de Suza ne chantera pas à Alger. Les deux concerts, prévus de longue date et annoncés à grand renfort d'affichage public, qu'elle devait donner les 14 et 15 décembre dans la soirée, ont été annulés in extremis par le Centre de culture et d'information (CCI), qui les avait pourtant organisés avec bonheur puisque toutes les places étaient louées à l'avance. Les « difficultés techniques majeures » invoquées par les organisateurs n'ont convaincu personne. Les Algérois ont compris que l'organisme d'Etat, qui gère la salle Atlas (l'ancien Majestic) où devaient se dérouler les deux spectacles, a cédé aux pressions des intégristes.

Depuis plusieurs jours, les affiches annonçant les concerts et présentant Linda de Suza légèrement décolletée, les mains sur les hanches, une épaulement en avant, dans une attitude rapidement jugée provocante en Algérie, terre d'Islam, étaient régulièrement lacérées, maculées et parfois couvertes d'inscriptions obscènes. Des prêches virulents dans les mosquées de la capitale, les propos publiés par El Moudjahid (Le Sauveteur), l'organe du front islamique du salut (FIS), le parti des extrémistes religieux, désignant « la juive » embaumée derrière l'artiste, ne laissent planer aucun doute. Les fanatiques musulmans se dressent, au fil des jours, en nouveaux censeurs d'une société qui commençait pourtant à s'ouvrir.

Les pressions des intégristes et, plus généralement, l'intolérance ont été dénoncées, jeudi matin 14 décembre, au cours d'une manifestation organisée par le Rassemblement des artistes et intellectuels (RAISI), qui a rassemblé une foule dense devant l'Assemblée populaire nationale (APN). La presse algérienne dénonce, elle aussi, systématiquement, depuis la fin novembre, les abus des extrémistes et les violences dont sont souvent victimes les femmes.

Dans son édition de jeudi, le quotidien du soir Horizons, qui consacre une page entière au sujet, s'indigne de l'annulation des concerts de Linda de Suza et se demande si « cette affaire » ne risque pas d'ouvrir « la voie à des forces occultes de tous bords qui entendraient s'élever par la violence en direction de conscience de la nation ». En remarquant que « Le Pen n'est plus intouchable » depuis la levée de son immunité parlementaire et après avoir énuméré successivement « le chantage public, l'appel à la violence, l'incitation à la haine, la diffamation », le quotidien s'interroge : « Le micro de la mosquée offre-t-il toutes les impunités ? » Algérie Actualité, l'hebdomadaire le plus libre de ton de la presse algérienne, considère que l'annulation de ces galas intervient dans « le contexte plus large d'un fascisme rampant » qui décide sommairement de ce qui est « haram » (interdit) et de ce qui est « halal » (permis) (péché).

FREDERIC FRITSCHER

**1500 ŒUVRES
175 COMPOSITEURS**

les analyses
et les commentaires

GUIDE DE
**LA MUSIQUE
DE CHAMBRE**

Sous la direction de FRANÇOIS-RENE TRANCHEFORT

sur la collaboration de
A. DE PLACE, P.-E. BARBER, H. HALBECH,
J.-A. MEYERHOFER, A. POIRIER, A. VIGNAL

FAYARD

LES INDISPENSABLES DE LA MUSIQUE

1000 p.
150 F

**De Bach à Boulez,
l'indispensable compagnon
de toute écoute musicale.**

La Musique
chez
FAYARD

هكذا من اجل

POLITIQUE

Les débats au sein de l'opposition

La « rénovation » de l'UDF nouvelle arme de M. Giscard d'Estaing

Réuni pour la première fois au complet depuis juin dernier, le bureau politique UDF du jeudi 14 décembre a été exclusivement consacré à l'examen des propositions de rénovation présentées par le centriste M. François Bayrou (le Monde du 14 décembre). La déclaration publiée à son issue précise qu'il a été convenu que ces propositions feraient l'objet d'une dernière mise au point et seraient transmises aux formations composantes pour que celles-ci puissent les soumettre à leurs instances respectives.

Compte tenu des réticences manifestées par les uns et par les autres, le projet de M. Bayrou va faire l'objet, au cours du premier trimestre 1990, de longues et minutieuses tractations. Tous les participants ont admis que la rénovation de l'UDF ne peut être qu'une étape dans la perspective d'une rénovation d'ensemble de toute l'opposition.

Paradoxalement, alors qu'ils avaient été les premiers à réclamer d'urgence une refonte des statuts de l'UDF, dirigeants centristes et RPR semblent préférer le statu quo. M. Charles Millon a souligné qu'une véritable rénovation de l'opposition imposerait à terme la constitution de deux pôles : l'un « libéral et social », l'autre « conservateur ». M. Pierre Méhaignerie a souhaité qu'on garde « une vision modeste » de l'UDF qui « doit rester ce qu'elle est : une structure de coordination électorale ».

La position de M. François Létourneau, qui avait convoqué le matin un bureau politique du PR, n'est pas radicalement divergente. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est opposé à ce programme minimum faisant observer qu'il faut « faire attention à l'image de l'UDF », que celle-ci doit tenir compte d'un RPR bâti « comme une structure de pouvoir » et que sur la scène européenne, face à la social-démocratie, il est urgent d'opposer une solide « alliance des libéraux et des démocrates chrétiens ».

L'UDF, bon gré mal gré, va donc continuer de réfléchir docilement sur son sort. Trois décisions ponctuelles ont néanmoins été prises. Comme annoncé, M. François Bayrou prend le poste de délégué général de l'UDF abandonné par M. Jean-Philippe Lachenaud. Les nouvelles attributions données à cette fonction font virtuellement du jeune député des Pyrénées-Atlantiques et ancien directeur de la campagne européenne de M. Simone Veil, le numéro deux de la confédération. Dans l'urgence invoquée par tous de défricher au plus vite le terrain des investitures pour les élections législatives de 1993, la commission Gandin va être réactivée. Il a été décidé que les deux présidents des groupes parlementaires UDF et UDC, MM. Millon et Méhaignerie, en feraient désormais partie. Dernière décision : les groupes parlementaires sont conviés « à faire des propositions communes sur trois sujets qui les rassemblent » : décentralisation, immigration et construction européenne. Un conseil national de l'UDF devrait se tenir le 10 janvier, consacré exclusivement à la situation en Europe de l'Est.

D. C.

DÉFENSE

Selon un rapport sénatorial

Le missile Hadès aura une charge nucléaire de 80 kilotonnes

Le missile préstratégique Hadès, qui doit armer les régiments d'artillerie nucléaire français à partir de 1992, sera équipé d'une charge explosive dont la puissance sera variable mais qui ne dépassera pas en tout état de cause 80 kilotonnes (soit quatre à cinq fois la puissance d'Hiroshima). Cette précision est donnée pour la première fois dans un rapport rédigé par M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste), au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale au Sénat.

D'une portée inférieure à 500 kilomètres, le missile Hadès doit remplacer le missile Pluton en service depuis 1974. Outre ses performances accrues (le Pluton porte à 120 kilomètres), le missile Hadès sera plus mobile (il est monté en deux exemplaires sur un semi-remorque banalisé), et sa trajectoire semi-balistique a été calculée pour frapper dans la profondeur du territoire adverse quelle que soit la direction stratégique suivie.

A l'heure actuelle, deux régiments — le 15^e régiment d'artillerie à Suippes (Marne) et le 3^e régiment d'artillerie à Mailly (Aube) — ont été désignés pour recevoir des Hadès à partir de la fin de 1992. Au total, ces deux formations devraient disposer de quatre-vingts missiles. Elles seront rattachées à une division nucléaire autonome, aux ordres du président de la République par l'intermédiaire du chef d'état-major des armées, alors que les cinq régiments actuels de Pluton sont mis en œuvre au sein des corps d'armée.

M. de Villepin indique, dans le rapport sénatorial, que « les sites TN 90 portés par les missiles Hadès pourront être d'une puissance variable, allant jusqu'à 80 kilotonnes ».

Un régiment en moins

Comme c'est déjà le cas pour les têtes de certains missiles américains, la charge du Hadès sera réglable selon l'effet qu'on en attend. La puissance de 80 kilotonnes (soit quatre à cinq fois la puissance de la bombe sur Hiroshima) est à comparer avec celle des missiles aéroporés ASMP des

Mirage — 2 000 N et des Super-Etendard, qui est de l'ordre de 300 kilotonnes (soit quinze fois Hiroshima).

Le missile Hadès a, d'autre part, été conçu pour pouvoir s'adapter à l'évolution des charges nucléaires elles-mêmes dans la construction de leur géométrie. C'est ainsi que le Hadès peut devenir le vecteur d'une arme neutronique, une arme thermonucléaire qui diffuse des rayonnements mortels en limitant le dégagement des effets thermiques et mécaniques. A ce jour, la France n'a pas décidé de passer à l'industrialisation en série de l'arme neutronique. Mais, observe le rapporteur sénatorial, la technologie en est « parfaitement maîtrisée ».

M. de Villepin s'interroge néanmoins sur le fait que le troisième régiment d'artillerie devait être armé, à l'origine, du Hadès n'a toujours pas été désigné par le gouvernement. « Une incertitude demeure, écrit-il, quant au nombre définitif de régiments Hadès à mettre en place. Le troisième régiment sera-t-il maintenu ? Sa suppression ferait passer le nombre global des lanceurs Hadès déployés des cent vingt pièces, initialement prévues, à quatre-vingts au total ».

L'exécution du programme Hadès peut, en effet, être partiellement remise en cause selon l'évolution des négociations sur une limitation des armements nucléaires, auxquelles la France, pour l'instant, n'est pas partie prenante. Déjà, le nombre des Mirage-2000 N — ASMP a été réduit à quarante-cinq avions, contre soixante-quinze auparavant.

M. Marcel Lucotte propose la création d'un intergroupe de la majorité sénatoriale

Ebranlé par le « tremblement de terre » de la réélection du président Alain Poher et par les secousses secondaires qu'il constitue l'approbation, le 20 novembre, de la déclaration de politique étrangère du gouvernement et le rejet, mardi 12 décembre, de la motion présentée par M. Charles Pasqua pour la discussion d'une proposition de loi instituant le référendum d'initiative populaire, une partie de la majorité sénatoriale a éprouvé le besoin de colmater les brèches qui se sont fait jour entre le RPR, l'Union centriste et les républicains et indépendants. Le président de ce dernier groupe, M. Marcel Lucotte (Seine-et-Loire) a proposé, jeudi 14 décembre, la création d'un intergroupe sénatorial sur le modèle de celui mis en place à l'Assemblée nationale.

« Dans la perspective de l'alternance et pour rétablir l'image du Sénat dans l'opinion, il convient que la majorité de la Haute Assemblée affirme son union par la création d'un intergroupe. » Au travers de cette proposition, M. Lucotte a voulu se faire l'avocat de la trêve après des échanges aigres-doux (« Il y a désormais plusieurs oppositions, avait estimé mercredi M. Pasqua, une qui est résolue, que nous incarnons... et une qui l'est moins »). M. Lucotte était le mieux placé pour jouer les arbitres, à un double titre. En tant que coordinateur de la majorité sénatoriale (une structure de concertation informelle qui avait fait ses preuves pendant les « riches heures » du sénat, de 1981 à 1986) d'une part. Comme président d'un groupe qui s'est souvent trouvé dans une situation intermédiaire entre le RPR et l'Union centriste d'autre part.

« L'intergroupe, a-t-il indiqué, aurait comme objectif notamment d'harmoniser les positions et l'action au niveau de la vie législative... Il regrouperait : les RI (cinquante-deux sénateurs), l'Union centriste (soixante-huit sénateurs), le RPR (quatre-vingt-cinq sénateurs), ainsi que les membres du RDE et les non-inscrits qui en feraient le choix. » M. Lucotte a estimé que « la présidence de cet intergroupe serait assurée par chacun des présidents des trois groupes selon un ordre déterminé par le sort, la durée du mandat présidentiel s'étendant sur une session et l'intersession qui suivrait ». Il a ajouté que cette structure pourrait se réunir en séance plénière au moins une fois par mois et qu'elle devrait entretenir des rapports étroits avec la formation homologue de l'Assemblée nationale.

A l'Assemblée de Strasbourg

L'indépendance de M. de la Malène chef de file RPR

Les députés du RPR présents à Strasbourg, lundi 11 décembre, ont voté contre la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen. Or, le soir même, M. Alain Juppé a expliqué que, lui, était favorable à la décision prise par la majorité du Parlement européen. Il s'agit d'une nouvelle manifestation des divergences d'analyse entre M. Christian de La Malène, président du groupe à l'Assemblée de Strasbourg, et la direction nationale de son mouvement.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Envers et contre tous, M. de La Malène est resté un européen à la mode gaullienne. Son maître à penser est M. Michel Debré : toute diminution de la souveraineté nationale le fait frémir. C'est pourtant à lui que le RPR, qui du temps de la cohabitation s'était voulu le champion de la construction européenne, a confié cette fois encore la présidence de son groupe à l'Assemblée de Strasbourg. Un groupe dénommé « Rassemblement des démocrates européens » et formellement multinational, mais où les Français font la loi puisque en dehors de leurs trois représentants, on ne trouve que six Irlandais, un Grec et deux Espagnols. Cette situation ne va pas sans frictions avec le secrétaire général du RPR. Le contentieux entre MM. Christian de La Malène et Alain Juppé est, il est vrai, ancien, lourd, et... personnel. Le premier était premier adjoint au maire de Paris, chargé des finances, quand, en 1978, un brillant énarque débarqua de

Matignon dans la foulée de M. Chirac pour prendre la direction des services financiers de la ville. En 1983, ce technicien, M. Alain Juppé, devenait adjoint au maire chargé des finances. Aujourd'hui, M. de La Malène, qui avant que Paris ne soit doté d'un maire, était le vrai « patron » de l'hôtel de ville, n'est même plus conseiller municipal de la capitale, pour cause de non-cumul.

L'évolution politique de son mouvement le laisse aussi perplexe. Rechercher à tout prix « l'union », ou rechercher la « synthèse » dans le parti, c'est pour lui aboutir « au plus petit commun dénominateur » et conduire à « l'indépendance ». M. de La Malène est pourtant un militant discipliné. Il l'a montré lorsqu'il eut à gérer à Strasbourg les « virages » du RPR en matière européenne. Mais il n'est pas homme à aller chercher des ordres pour déterminer sa conduite. « Je trace ma route », dit-il fermement.

Un espagnol controversé

La violente algèbre qui l'a opposé à M. Valéry Giscard d'Estaing au cours du dîner de novembre, qui, comme tous les mardis de session, réunissait les députés européens du RPR et de l'UDF, l'a amusé. Que l'ancien président de la République lui reproche d'avoir, à Strasbourg, une attitude en contradiction avec l'engagement européen des membres de sa liste, est une chose. Mais qu'il ajoute qu'il s'en était plaint auprès de MM. Chirac et Juppé en est une autre. Etre dénoncé à ses « chefs » ne peut que faire sourire M. de La Malène.

L'autonomie conquise par le président du groupe du Rassemblement des démocrates européens est parfois bien gênante pour le président et le secrétaire

général du RPR. Ainsi, pour renforcer les effectifs de son groupe, il a fait adhérer M. José María Ruiz-Mateos, et le coadjuteur de celui-ci. Or cet élu espagnol est un milliardaire accusé de malversations dans son pays, au point qu'il a été recherché par la justice et qu'une partie de ses entreprises lui a été confisquée. Il est rejeté tant par la gauche que par la droite.

L'Alliance populaire, le parti conservateur espagnol avec qui M. Chirac cherchait un rapprochement, n'a guère apprécié ce coup de main donné à M. Ruiz-Mateos. De tout cela, M. de La Malène n'a cure. Il a même organisé une réunion de son groupe à Madrid, en pleine campagne électorale législative, où son ami espagnol se présentait. La coupe, cette fois, a débordé, et il fut le seul élu RPR à faire le déplacement.

L'isolement du président du groupe est sensible. Les élections de juin dernier ont permis un renouvellement des députés à Strasbourg. Les nouveaux élus sont plus proches des positions européennes de MM. Edouard Balladur et Alain Juppé que de celles de M. Michel Debré. La situation est particulièrement inconfortable pour ceux qui, comme M. Michèle Alliot-Marie ou M. Louis Lauga, sont membres de l'équipe nationale du secrétaire général du mouvement.

Car si M. de La Malène laisse une totale liberté à des hommes comme MM. Jean-Claude Pasty sur les affaires budgétaires et agricoles, Alain Pompidou, sur les dossiers de la recherche, il se réserve toutes les interventions directement politiques. Là encore, il dit ce qu'il a envie de dire, même si ce n'est pas concordant avec les discours des responsables du mouvement auquel il appartient. Le RPR doit gérer, aussi, cette contradiction.

THIERRY BRÉHER

Les poursuites contre M. Le Pen : une « erreur » selon la LICRA. — La LICRA considère que les poursuites judiciaires contre le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, à propos du calembour « Duraufour crimatoire » sont une erreur. M. Patrick Quentin, président de la commission exécutive de la Ligue, a déclaré, jeudi 14 décembre, au micro de Radio Commanche, un journal FM (94,8 MHz) : « On

est en train d'offrir à Le Pen un cadeau sur un plateau d'argent. Il ne fallait pas s'accrocher à cette plainte qui ne peut aboutir. C'est une erreur et c'est encore une fois fournir une victoire trop facile à Le Pen ».

Dans ces conditions, l'organisation ne devrait pas se porter partie civile contre le président du Front national. M. Quentin a ajouté qu'il était illogique de « demander la

levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen sur l'expression « Duraufour crimatoire » et, sur ce point, nous mettons directement en cause la responsabilité de M. Pierre Arpallange, [ministre de la justice]. La levée de l'immunité parlementaire est possible et souhaitable mais sur la phrase concernant la mise en cause de « l'Internationale judéo-maçonnique ».



ALBERTVILLE 92

Les deux premières monnaies officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie

Ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, contribueront au succès des Jeux Olympiques d'hiver et au rayonnement du sport dans le monde.

UNE PREMIERE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F. La valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F.

Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F.

Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.



MONNAIE DE PARIS

Vous pouvez vous procurer les pièces :

- à La Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Gacégnand, PARIS 6^e,
- à l'Etablissement Monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde), dans les agences du Crédit Lyonnais,
- à La Poste, dans tous les bureaux,
- à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.

Vente par correspondance : Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06. Minitel : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrire en capitales). LA MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur le projet de loi de finances examiné en seconde lecture

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui assurait l'intérim de M. Michel Rocard en déplacement au Togo, a engagé dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre la responsabilité du gouvernement sur la première partie de la loi de finances pour 1990 (recettes), examinée en seconde lecture à l'Assemblée nationale. M. Jospin a regretté qu'une « conjonction de refus ait privé le budget des soutiens qu'il avait largement mérités ». L'opposition ayant annoncé qu'elle n'envisageait pas de déposer

une motion de censure, la seconde partie de la loi de finances (dépenses) devrait être examinée dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 décembre.

Les députés ont rétabli l'essentiel des dispositions adoptées en première lecture qui avaient été supprimées ou modifiées par le Sénat. M. Michel Charasse a indiqué qu'à l'issue de la deuxième lecture le déficit du budget s'établissait à 90,169 milliards de francs.

M. Michel Charasse, ministre du budget, a une fois de plus donné la preuve qu'il connaît parfaitement le règlement de l'Assemblée nationale. Pressé d'en finir avec un projet de loi de finances qui ne recueillait pas de majorité, il n'a accepté le débat que sur quelques amendements qui avaient précédemment reçu son accord, demandant pour les autres la réserve des votes et des discussions. Le projet de loi de finances a donc retrouvé sa version issue de la première lecture, après un débat mené au pas de charge, en dépit des protestations du groupe communiste.

Trois modifications importantes ont toutefois été apportées :

• Extension du régime des SICAV de capitalisation aux actions. — Déposé à l'initiative du gouvernement, et représentant partiellement une disposition introduite par le Sénat, cet amendement étend aux actions le régime des OPCVM (organismes de placement en valeurs mobilières) de capitalisation. En avril 1989, le Parlement avait adopté un amendement déposé à l'Assemblée par M. Christian Piarret (PS, Vosges), autorisant les SICAV de capitalisation en obligations. Cette disposition, qui a fait, selon M. Charasse, l'objet

d'une « concertation approfondie entre le gouvernement et le groupe socialiste », devrait permettre « le développement des fonds propres des entreprises ». Ces SICAV seront imposées au régime des plus-values à un taux de 17 % pour les cessions annuelles supérieures à 298 000 francs.

M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, est intervenu à ce moment du débat pour évoquer la possibilité d'autoriser la composition du plan d'épargne populaire (PEP) en actions. Le ministre du budget a renouvelé son opposition à cette mesure en estimant qu'elle rendrait trop « instables » les PEP. M. Charasse a toutefois précisé que si le particulier ne pouvait effectuer des placements en actions dans le cadre du PEP, cette possibilité était ouverte aux intermédiaires collecteurs de fonds.

• Extension du crédit d'impôt-recherche aux innovations dans le secteur textile. — Reprenant un amendement déposé en première lecture, auquel le gouvernement s'était opposé, le groupe socialiste a renouvelé son souhait que soit étendu au secteur textile le régime du crédit d'impôt-recherche pour la création de nouveaux produits et de nouvelles collections. Cet amende-

ment avait été déposé à l'initiative de M. Christian Piarret (PS, Vosges) et était co-signé par des membres de l'opposition (MM. Bruno Durieux (UDC, Nord) et Gilbert Gantier (UDF, Paris). Donnant son accord de principe, M. Charasse a toutefois observé qu'il ne souhaitait pas voir figurer une telle disposition dans la loi de finances. Il a donc indiqué que le service de législation fiscale allait rédiger en collaboration avec le ministère de la recherche des « instructions » sur les recherches textiles qui pourraient ouvrir droit au crédit d'impôt-recherche. « Tout ce qui sera de la véritable recherche sera admis. Ma déclaration ici devant l'Assemblée veut engager le gouvernement », a indiqué le ministre, en demandant et en obtenant du groupe socialiste qu'il retire son amendement.

• Autorisation de l'exploitation des jeux de hasard en Polynésie française. — Le gouvernement a déposé un amendement autorisant l'exploitation par la société Franco-Loto des jeux de hasard sur le territoire de Polynésie française. Cet amendement précise qu'un prélèvement sur les recettes sera effectué au bénéfice du territoire.

P.R.D.

Pas de commission d'enquête sur l'affaire Luchaire

La proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'affaire Luchaire (vente d'armements français à l'Iran) a été repoussée, jeudi 14 décembre, par la commission des lois de l'Assemblée nationale : les oppositions y étaient favorables, le PS hostile.

Le RPR n'entend pas lâcher prise et compte demander au printemps, à l'Assemblée nationale, de se prononcer sur la création d'une commission d'enquête parlementaire sur cette affaire qui avait été close par un non-lieu de la justice.

Le président du RPR, M. Bernard Pons, pourra donc utiliser une des réformes souhaitées par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui donne la possibilité pour chaque groupe de faire venir en discussion publique, une fois par an, une commission d'enquête parlementaire.

« Cette affaire est extrêmement grave, il n'aurait jamais dû y avoir d'ordonnance de non-lieu », a déclaré M. Bernard Pons au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée. « Si le PS s'oppose à cette commission, c'est qu'il a quelque chose à cacher, car il y a des hommes chez lui qui savent parfaitement de quoi il s'agit », a ajouté pour sa part, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui avait été désigné comme rapporteur par la commission des lois.

Le député RPR a affirmé qu'il n'était pas possible que la vente de 300 000 à 700 000 obus ait été l'œuvre du président de la République, du premier ministre Laurent Fabius et du gouvernement. (...) Le parquet a rendu un non-lieu sur instruction du ministre de la justice.

PHILIPPE BOUCHER

A propos d'une proposition de loi de l'opposition

Une « première » ratée

Les députés ont examiné, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre la proposition de loi de M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) sur la protection du domaine public maritime. A l'initiative du groupe socialiste, et grâce au vote favorable du groupe communiste, les députés ont adopté un motion de renvoi en commission de cette proposition.

Cette décision a provoqué un incident entre la majorité et l'opposition.

La proposition de loi de M. Marcellin était la première initiative parlementaire de l'opposition, qui en accord avec le gouvernement, avait été inscrite à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée.

M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) avait de sérieuses raisons d'être furieux. Il avait patiemment attendu jusqu'à la fin de la discussion sur la première partie de la loi de finances, vers 1 heure du matin, pour défendre enfin dans l'hémicycle sa proposition de loi sur la protection du domaine public maritime. 2 heures du matin, avait retrouvé toute sa fougue pour dénoncer la « séance de cirque » et le « mépris » du gouvernement à l'égard du Parlement. Mais le député de Haute-Savoie ne s'est surtout pas privé de jouer sur la rivalité qui oppose le président de l'Assemblée nationale à certains membres du gouvernement. « M. Fabius a inscrit ce texte, et le gouvernement le combat », a déclaré M. Mazeaud, observant que l'hémicycle ne saurait devenir « la veille du congrès de Rennes, l'endroit où se réglent les problèmes entre M. Poperen et M. Fabius ».

Tout avait pourtant semblé sourire à M. Marcellin. Cette proposition, qu'il défend avec obstination depuis 1985, devait même être le symbole de la volonté du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, de favoriser les initiatives parlementaires, d'où qu'elles viennent.

Comble d'ironie

Après une forte pression de M. Fabius, en conférence des présidents pour permettre l'inscription à l'ordre du jour complémentaire des travaux de l'Assemblée d'une proposition de loi issue de l'opposition — et en dépit de la forte hostilité du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, — la décision avait été prise de débattre de ce texte jeudi soir.

Un rapporteur, M. Pierre Mazeaud, avait été désigné, et la commission des lois avait adopté la proposition à l'unanimité.

Mais entre-temps, le ministre de la mer découvrait toute une série de défauts à ce texte. Le gouvernement se retrouvait donc face à une proposition de loi dont il ne voulait pas, et dont il avait pourtant lui-même accepté le débat. Aussi n'avait-il rien trouvé de mieux, comme issue au diemme, que de donner consigne au groupe socialiste de déposer une motion de renvoi en commission.

C'était compter sans l'infirmité d'indignation et de résistance de M. Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) qui, à 2 heures du matin, avait retrouvé toute sa fougue pour dénoncer la « séance de cirque » et le « mépris » du gouvernement à l'égard du Parlement. Mais le député de Haute-Savoie ne s'est surtout pas privé de jouer sur la rivalité qui oppose le président de l'Assemblée nationale à certains membres du gouvernement. « M. Fabius a inscrit ce texte, et le gouvernement le combat », a déclaré M. Mazeaud, observant que l'hémicycle ne saurait devenir « la veille du congrès de Rennes, l'endroit où se réglent les problèmes entre M. Poperen et M. Fabius ».

Comble de l'ironie, c'est à un ministre fabiusien qu'il revenait, au nom du gouvernement, de s'opposer à un texte dû à l'insistance du président de l'Assemblée. La tour se jouant sous le regard attentif du directeur de cabinet de M. Fabius, exceptionnellement présent dans les tribunes, et celui, amusé, de certains députés qui n'étaient pas mécontents du tout de voir ainsi les initiatives gouvernementales mais très personnelles du président de l'Assemblée se retourner, avec le plus mauvais effet, contre lui et l'un des siens.

PASCALE ROBERT-DIARD

JOURNAL D'UN AMATEUR

N'EN déplaisait aux amateurs de certitudes, qui croient aller de l'avant parce qu'ils font tête baissée sans regarder ni de droite ni de gauche, la levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen, qui permet donc de le traduire en justice comme un citoyen ordinaire, est sans intérêt, politiquement sans intérêt.

Quoi qu'il doive, pénalement, arriver à M. Le Pen, la sanction qui lui serait, le cas échéant, infligée ne saurait le priver de ses droits civiques, encore moins de sa popularité. Cette sanction n'ébranlerait pas, et au contraire, ses partisans ; elle ne lui interdirait pas de participer en tant qu'élu au débat politique, mais il pourra y donner de la voix avec le masque d'une victime.

Il n'est pas sain, et sans portée, de tricher avec les idées dont il est l'écho et le porte-voix. C'est tricher que de demander à la justice une victoire que la politique serait incapable d'apporter.

Il n'est pas bon, il est déloyal pour cette institution, il est absurde au regard de la vie publique que la justice se substitue à la politique. Il ne peut y avoir qu'une sanction contre M. Le Pen, c'est celle que lui infligerait les urnes. C'est renoncer à la bataille que de vouloir la livrer où elle n'a pas lieu d'être, où elle n'est qu'un faux semblant. C'est une abdication que de demander secours à la justice pour un sujet qui n'est que politique, qui est au cœur du débat politique jusqu'à persister le résumé, en un mot un enjeu, celui de l'image de la France et de la vie qui peut se mener sur son sol.

La vote émis à Strasbourg est évidemment intéressant parce qu'il était celui de l'Europe des Douze et non pas seulement celui de la France, théâtre ostensible du conflit. Mais il est aussi celui de l'illusion.

Parce que l'opinion éclairée avait, selon l'expression consacrée, les yeux braqués sur le Parlement européen, les votes étaient ceux du parasite autant que de la sincérité. N'a-t-on pas vu, après coup, le vent ayant tourné comme l'on sait, M. Pasqua, dont les indulgences pour le Front national sont connues, se rallier au résultat de ce scrutin ? Il y avait comme le désir de porter beau dans cette vertu européenne.

Pour vaincre M. Le Pen et les idées dont il se fait un piédestal, la justice n'en peut mais. Elle n'en a pas le pouvoir, ce n'est pas son rôle. Une condamnation du patron du Front national lui donnera du crédit plus qu'il n'en sera disqualifié.

Il faut voir les choses en face. Quoique les tribunaux se soient pour la plupart jusqu'à présent refusés à condamner M. Le Pen pour des propos racistes, et plus précisément antisémites, ce qu'il hurle à jets continus est bien de cette famille-là. Son électoral n'est pas assez obtus pour ne pas

Bataille

s'en être rendu compte. C'est donc que ce ton lui agré, ou bien qu'il passe dessus parce que le reste lui convient. Autrement dit, les électeurs de M. Le Pen lui pardonnent bien volontiers de s'en prendre aux juifs s'il cogne encore plus fort contre les Arabes et tout ce qui leur est assimilé.

Bref, libre à la justice, maintenant bien obligée de s'emparer du bébé, de dire où commence le racisme et accessoirement ce qu'est la liberté de parole d'un parlementaire, puisqu'il n'en est pas que d'honnêtes, mais qu'il y a aussi des hommes politiques qui ne sont pas plus avancés. S'ils devaient en être à entendre une décision de justice pour en tirer caractère et inspiration, il faudrait décorer l'état d'urgence.

L'urgence n'est pas moindre en Europe. Avoir fait de M. Le Pen le centre d'un débat sur le Parlement européen, sachant qu'il ne passerait pas inaperçu, c'est lui donner la stature d'un danger majeur. Il faut en être d'accord, mais aussi mesurer qu'on ne peut le hisser à cette hauteur et ne pas apporter les contre-feux dès lors nécessaires.

Le danger que représente le Front national n'est qu'accessoirement électoral. Car, sur ce terrain, les succès de ce parti n'annoncent pas ce qui est à craindre, mais ce qui est déjà consommé. Le mal n'est pas devant nous, il est derrière. C'est dire combien le gouvernement et ceux qui le soutiennent sur ce chapitre ont de retard alors qu'ils se mettent à peine en marche.

Où, la France n'est pas le seul pays des Douze qui puisse être en proie à cette peste brune qui fait du racisme — si ce n'est de son stade ultime — la « race édue » : une politique. Considérons l'Histoire. Ce n'est pas en France que le racisme a été légalement hissé au pouvoir.

Mais chacune de ses victoires de ce côté-ci du Rhin est un soutien aux émules dits « républicains » qui, sur son autre rive, sortent de l'ombre. A cela près que l'électoral de M. Le Pen n'a sans doute que très faiblement conscience d'apporter ses suffrages à un mouvement dont l'idéologie, fût-elle sommaire, est raciste. Pour cet électoral, la question n'est manifestement pas là. Il n'y a rien d'illogique à ce qu'il réclame le départ des étrangers et se défende d'être raciste. Ce n'est pas avec un tel coin qu'on fera basculer M. Le Pen. Ses partisans ne sont pas forcément racistes. Mais c'est l'étape suivante.

De sorte que ce qui est en cause si la France, qui se trouve cette fois aux avant-

postes du combat ne le gagne pas, c'est l'effet de contagion : dans la tête des léninistes et d'un pays à l'autre.

Quel exemple, quelle brèche si la patrie des Droits de l'homme, ainsi qu'elle se nomme, en venait à laisser s'avancer, volée de sollicitude avant de se révéler entière, une idéologie qui nie tous les principes de 1789, qui rejette tout ce qui les a enrichis !

Longtemps resté à la traîne, le gouvernement n'en est que davantage pris au piège. N'entend-il pas mener, à tort ou à raison, en tout cas pressé par ses durables négligences, des entreprises qui, sans même en pénétrer la signification, peuvent passer pour autant d'approbations de M. Le Pen ?

Comment celui-là ne crierait-il pas son triomphe quand le premier ministre plaide son cas à l'aide d'explications et de retournements ? Comment, de ce discours du recul, l'opinion ne tirerait-elle pas l'impression que l'immigration est d'abord un mal ?

Il n'est pas jusqu'aux mesures de prévention contre les attentats que vient de décider M. Joxe dont M. Le Pen ne puisse tirer argument ; non pas contre les terroristes, mais contre les peuples auxquels ils appartiennent.

La vérité, du moins pour le profane, c'est que la politique ne sait plus où donner de la tête. Les partis ne savent plus où sont les causes qui leur donnent un visage. Ils se cherchent des frontières, ils courent après un langage. Même lorsque leurs propos sont justes, ils ne savent pas les faire comprendre. Ils sont doués de parole, mais ils paraissent muets. S'ils écoutent, on les croit sourds. Alors, c'est un méchant pantin qui tient le devant du théâtre, criant des insanités que le public applaudit, faute d'un autre texte et d'une autre action, et qui viendraient à temps.

P.S. 1. — Selon ce qui a été dit, M. Tapie l'a nettement emporté sur M. Le Pen lors de leur débat sur TF1. M. Tapie était, paraît-il, l'émisserie du Parti socialiste, dont toutes les autres vedettes s'étaient défilées. C'est épatant. Lors des prochaines négociations salariales, il faudra suggérer à FO et à la CGT de se faire représenter par le CNPF.

P.S. 2. — M. François Mitterrand, qui avait manifestement bouffé du bon dimanche dernier, s'est offert un plaisir intime bien que télévisé en glissant, bien sûr par inadvertance, que les ministres de M. Rocard étaient bons « en général ». S'il ne s'en est pas trouvé une grosse douzaine pour être couverts de sueur à ces mots, c'est à désemparer de l'esprit critique. A moins que, plus vraisemblablement, chacun d'eux n'ait répété ce mot qui faisait les délices d'un amiral : « Quand je me jure, je m'inquiète ; quand je me compare, je suis rassuré. »

JUIFS ET FRANCS-MAÇONS

de Daniel BERESNIAK
BIBLIOPHANE Éditions

« Un livre décapant et très documenté »

Pascal KROP (L'Enlèvement du Jeudi)

« De toutes les vérités, l'une des plus accessibles — sans être toujours aidée à établir — est la vérité historique : la propagande, c'est faire laque au sens large »

André LAURENS (Le Monde)

Présence de l'auteur dimanche 17/12/89 de 14 h à 19 h

le même jour, de 15 h à 17 h

Léon POLIAKOV

« L'ENVERS DU DESTIN »

Éditions de Fallois

à la librairie BIBLIOPHANE

26, rue des Rosiers, 75004 Paris. Tél. : 48-87-82-20.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES DROITS DES TRAVAILLEURS A L'HEURE EUROPEENNE

Avec notamment des articles de : Jean AUROUX, Claude CHEYSSON, Édith CRESSON, Yves JOUFFA.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolac, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économique, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

مكتبة جلال

EUROPE 93



La signature de la convention de Schengen reportée

La libre circulation des personnes dans les trois ans à venir est sérieusement compromise

Comment les Etats de la Communauté européenne sauraient-ils faire à Douze, en trois ans (d'ici au 1^{er} janvier 1993) ce que les cinq plus homogènes d'entre eux n'ont pas su faire en quatre ans : supprimer les contrôles à leurs frontières communes ? L'ouverture de la frontière entre les deux Etats allemands est certes la raison du report sine die de la signature de la convention complétant l'accord de Schengen : ni la Belgique, ni la France, ni le Luxembourg, ni les Pays-Bas ne pouvaient accepter de reconnaître que la RDA n'est pas un pays étranger pour la RFA, comme le souhaitait le gouvernement ouest-allemand, le premier à annoncer, jeudi 14 décembre, qu'il ne passerait pas le texte. C'est été prendre parti en faveur d'un processus rapide de réunification.

Mais la décision du gouvernement ouest-allemand - à situer une

fois encore dans la perspective des élections législatives de l'an prochain - a soulagé plus d'une capitale. Sous la pression d'un Parlement hostile à la convention, le gouvernement néerlandais tergiversait depuis une dizaine de jours, en essayant de trouver - notamment à l'occasion du sommet de Strasbourg - des partenaires susceptibles d'endosser avec lui la responsabilité d'un échec. Et tout comme La Haye, Bruxelles avait réservé son engagement, en annonçant que sa décision de signer ou non ne serait rendue publique qu'à la veille de la cérémonie qui devait réunir, à Schengen, les cinq partenaires. Le grand-duché lui aussi avait eu quelques haut-le-cœur à l'idée de devoir lever le secret bancaire. Quant à la France, elle aurait sans doute signé, moyennant quelques aménagements du texte, mais non sans avoir dû vaincre de nombreuses réti-

Contrairement à ce qui était prévu, le groupe de Schengen, composé de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la RFA, n'a pas signé, vendredi 15 décembre, la convention complétant l'accord du même nom. Cette convention devait permettre, après ratification par les Parlements nationaux, de supprimer les contrôles aux frontières communes des cinq Etats. La RFA a fait savoir jeudi à ses partenaires qu'elle souhaitait reporter cette signature afin de réexaminer la convention à la lumière des conséquences de l'ouverture de la frontière entre les deux Etats allemands.

conces émanant du ministère de l'Intérieur.

Si la RFA porte le chapeau de l'échec, c'est donc parce qu'elle a été la première à se déclarer. Mais la question allemande est l'arbre qui cache la forêt : les cinq partenaires ont découvert, tout au long de leurs négociations, que le chemin tracé à Schengen en 1985 (et qui devait à l'origine mener à la suppression des contrôles aux frontières communes « si possible avant le 1^{er} janvier 1990 ») était parsemé d'embûches. Comment, à partir d'un ensemble de déclarations d'intentions, élaborer un dispositif tel que ni les gouvernements ni les citoyens n'auraient le sentiment de devoir payer trop cher la suppression des frontières ? « Tous les jours, les charniers déterrèrent de nouveaux cadavres », résume un

des négociateurs. Harmoniser la politique d'attribution des visas, établir une procédure d'octroi du droit d'asile entre les cinq, informatiser l'échange des données entre polices sans porter atteinte aux libertés individuelles, octroyer aux personnes au-delà des frontières nationales, régir l'acquisition, la détention et le commerce des armes à feu... autant de défis à relever et qui ne pouvaient l'être sans que quelques pots soient cassés.

Il est un fait que les frontières s'imposent aux personnes demeurant des bastions, alors que les frontières économiques tombent les unes après les autres. En signant l'acte unique, en février 1986, les Etats de la Communauté s'engageaient à réaliser, à l'échéance de

1^{er} janvier 1993, « un espace sans frontières dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux » serait assurée. Mais ils n'ont créé aucun instrument permettant de parvenir à la libre circulation des personnes, laquelle, comme le social et le fiscal, ne relève pas de la compétence communautaire. Seules des conventions interétatiques, et donc la bonne volonté des Etats, sauraient combler l'écart.

Les cinq Etats qui composent le groupe de Schengen, considéré comme un laboratoire, se sont essayés à l'exercice. Les « cobayes » étant des plus « dociles » (aucun des partenaires n'est un Etat insulaire, et ils sont, dans l'ensemble, parmi les plus impliqués dans la construction européenne), l'échec laisse augurer du pire quant à une transposition de l'exercice à l'échelle des Douze.

La signature de la fameuse convention de Schengen a fort peu de chances d'intervenir avant les élections en RFA, c'est-à-dire avant décembre 1990 : la présidence du groupe reviendra au 1^{er} janvier, et pour six mois, au gouvernement néerlandais, le moins favorable (question allemande mise à part), à aller de l'avant, afin de ne pas se mettre à dos une opinion sceptique. Les réticences du Parlement néer-

landais reposent d'ailleurs essentiellement sur le secret qui a entouré les négociations du groupe de Schengen. Or le secret est le propre de toute négociation interétatique. Là encore, c'est parce que la libre circulation des personnes ne relève pas de la compétence communautaire que le contrôle démocratique n'a pu s'exercer.

Si l'on considère qu'il faudra au moins un an pour que les cinq Parlements nationaux ratifient la convention, à compter de la signature, l'ouverture des frontières aura pris bien du retard. Quel qu'il en soit, les citoyens des Douze, au soir du 31 décembre 1992, risquent fort de considérer que la suppression des frontières n'était finalement qu'un miroir aux alouettes. Dans cette version pessimiste, la Cour de justice des Communautés européennes serait en droit de décréter qu'il y a eu carence du Conseil (l'ensemble des douze gouvernements), et elle pourrait l'enjoindre de se mettre en règle avec les engagements souscrits. Les Etats le savent. Mais pour éviter d'en arriver à cette extrémité, il faudrait qu'ils fassent la preuve d'une volonté politique pour l'instant inexistante.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le contenu de la convention

La version finale - rédigée in extremis - de la convention entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA, dont la signature a été reportée, est composée de cent trente-sept articles.

A la base de ce texte, une phrase : « Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans contrôle des personnes », immédiatement suivie d'une réserve : des contrôles pourront être effectués, sous certaines conditions, « lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent ».

Visas. - Il est prévu d'instaurer, pour les séjours de trois mois au maximum, un visa valable sur l'ensemble des cinq territoires. Les étrangers entrés régulièrement dans l'un des territoires sont tenus de se déclarer lorsqu'ils pénètrent dans l'un des quatre autres.

Responsabilité des transporteurs. - Si l'entrée dans l'un des territoires est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené par voie aérienne, maritime ou terrestre est tenu de le reprendre en charge. Les Etats doivent prévoir des sanctions à l'encontre des transporteurs acheminant des étrangers qui ne seraient pas en possession des documents requis.

Droit d'asile. - « Les parties contractantes réaffirment solennellement leur attachement à la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967, sans aucune restriction géographique du champ d'application de cette convention. » Un seul des cinq partenaires est responsable du traitement de la demande d'asile ; il s'agit de celui qui a accordé le visa au demandeur ou, s'il n'y a pas obligation de visa, de celui par le territoire duquel le demandeur est arrivé. Mais un Etat conserve le droit de traiter une demande d'asile, même si la responsabilité incombe théoriquement à l'un de ses partenaires.

Droit de poursuite. - Des conventions bilatérales doivent régir le droit de poursuivre une personne sur le territoire d'un des partenaires. Ce droit ne s'applique qu'en cas de flagrant délit ou d'évasion. Les Etats devront convenir entre eux, bilatéralement, s'il y a droit d'interpellation par la police poursuivante ou non, soit dans une zone ou pendant une durée définie, soit sans limitation dans l'espace et le temps.

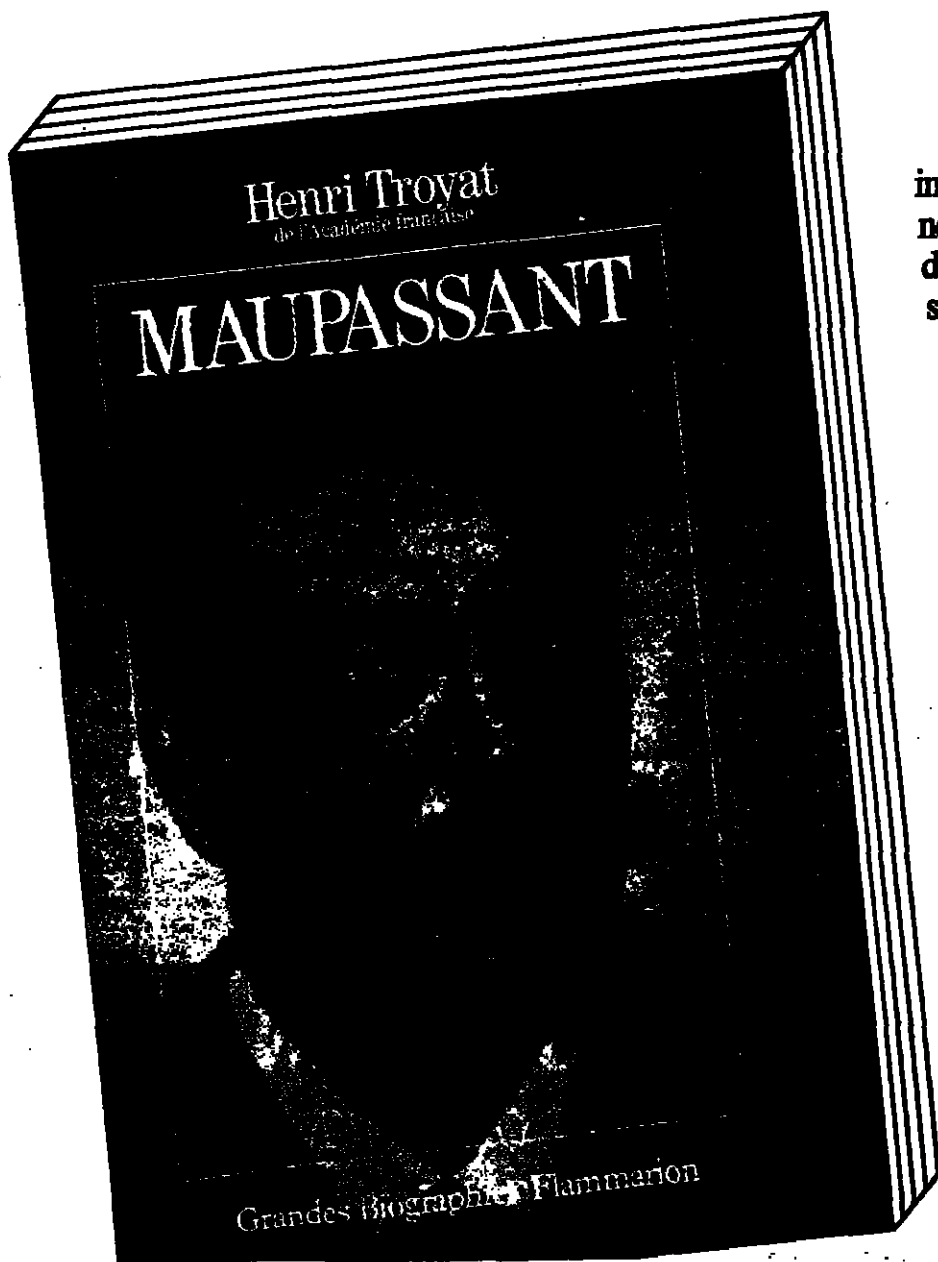
Armes à feu. - La convention classe les armes à feu en trois catégories : les armes prohibées, celles soumises à autorisation et celles soumises à déclaration.

Extradition. - La France s'engage à extraditer, à la demande d'un de ses partenaires, les personnes poursuivies pour des faits punis par la législation française d'une peine d'un maximum d'au moins deux ans, et par la loi de la partie contractante requérante d'une peine d'un maximum d'au moins un an.

Echange de données. - Figurent dans le système d'information Schengen (SIS) - fichier central informatisé - les personnes recherchées pour extradition, les étrangers signalés aux fins de proscription, les personnes disparues, celles qui doivent être placées en détention « dans l'intérêt de leur propre protection ou pour la prévention de menaces », les données « relatives aux témoins et aux per-

sonnes citées à comparaître ». Chaque des partenaires doit désigner une autorité de contrôle indépendante, et « il est créé une autorité de contrôle commune qui se compose de deux représentants de chaque autorité nationale de contrôle ».

A CEUX QUI AIMENT MAUPASSANT, OFFREZ TROYAT.



Minutieux, érudit, fourmillant d'aperçus inédits et très émouvants, l'ouvrage d'Henri Troyat nous donne l'envie de nous replonger dans l'œuvre du Normand, ce qui est le signe même de sa réussite et de sa qualité.

Hector Bianciotti - Le Monde

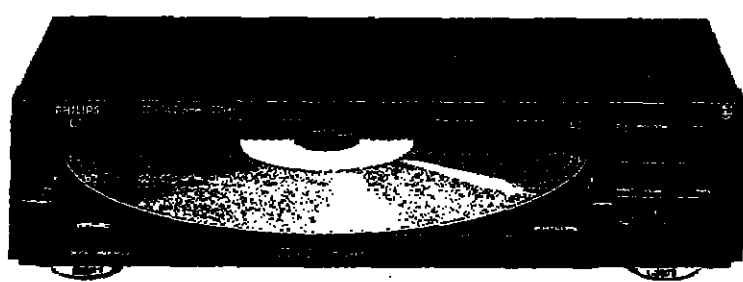
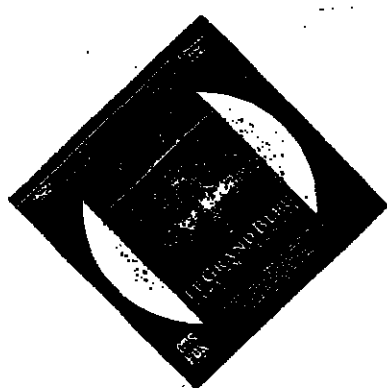
Le livre d'Henri Troyat éclaire avec beaucoup d'intelligence et de sensibilité toutes les ombres de ce romancier voluptueux et douloureux, avec une simplicité qui est un art, avec une ferveur chaleureuse, comme s'il voulait nous aider à mieux comprendre un ami très cher et nous inciter à le lire. Au plus vite.

Jean-Marie Rouart
Le Figaro

Broché 110 F. Relié 150 F.

Grandes Biographies
Flammarion

LE GRAND BLEU EN CDV VOUS ALLEZ PLONGER



MAINTENANT, EN DÉMONSTRATION AU VIRGIN MEGASTORE, LE LECTEUR DE DISQUES COMPACTS AUDIO ET VIDÉO PHILIPS 475, CELUI-CI POUVANT LIRE À LA FOIS TOUS VOS CD AUDIO HABITUELS QUEL QUE SOIT LEUR FORMAT MAIS AUSSI LES COMPACTS DISCS VIDÉO DE 8, 12 ET 30 CM. VOUS ALLEZ ENFIN VOIR CE QUE VOUS ALLEZ ENTENDRE!



MEGASTORE

PLACE ! PLACE ! PLACE AU VIRGIN MEGASTORE !

52-60, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS. OUVERT JUSQU'À MINUIT.
OUVERTURE LES DIMANCHES 17 ET 24 DÉCEMBRE.

Le Monde

15 décembre 1989

Vingt-cinq

Les élections européennes de 1994, qui auront lieu en mai, sont l'occasion pour les citoyens de se prononcer sur la future direction de l'Union européenne. Les candidats se présentent sous l'étiquette de différents groupes politiques, dont le principal est le PSE (Parti socialiste européen). Les élections sont considérées comme une étape importante dans le processus de construction de l'Union européenne.

La France est représentée par plusieurs candidats, dont Jean-Pierre Godeaux, député socialiste. Les élections sont organisées dans tous les États membres de l'Union européenne.

Les citoyens sont appelés à voter pour le groupe qui leur paraît le plus représentatif de leurs intérêts. Les résultats des élections auront une influence directe sur la composition du Parlement européen.

La fa

La fa... (text continues in columns, mostly illegible due to image quality)

14 « Family Business » de Silvio Lattini
15 Les théâtres de la révolution à Paris

16 L'art de la cuisine à Paris
17 L'art de la cuisine à Paris

18 L'art de la cuisine à Paris
19 L'art de la cuisine à Paris

Le Raphaël étant dans le placard...

Vingt-cinq mille dessins et gravures réunis par Ingres sont découverts au Musée de Montauban

La Bibliothèque nationale montre au grand public une mine sélection de ses trésors. On sera peut-être surpris d'apprendre qu'à côté de livres précieux et de manuscrits rares elle possède aussi un fonds ignoré et richissime de gravures, dessins, meubles, monnaies, médailles, bijoux et mapemondes. Un fonds si riche que l'inventaire n'en est pas achevé et que les « découvertes » y sont fréquentes. Mais c'est en province que l'on fait les trouvailles les plus intéressantes. Le Musée Ingres de Montauban vient de s'apercevoir qu'il possédait 25 000 dessins et gravures, jamais inventoriés depuis cent ans, jamais vus peut-être. Et parmi eux d'innombrables croquis d'Ingres, mais aussi la collection personnelle de l'artiste.

MONTAUBAN

de notre envoyé spécial

Les musées français sont décemment d'étranges institutions. On savait que nombre d'entre eux, négligés ou médiocrement administrés, avaient depuis longtemps grand besoin d'être remis à neuf, les bâtiments restaurés et les collections réétudiées. A Lyon, à Lille, à Rouen, à Bordeaux et dans vingt autres cités de jeunes conservateurs dirigent ainsi de véritables chantiers de reconstruction. Mais il n'était jusqu'ici arrivé à aucun d'eux de découvrir d'un coup vingt-cinq mille dessins et gravures qui n'avaient jamais fait l'objet du moindre inventaire, vingt-cinq mille pièces inédites, pas moins.

Am musée Ingres, à Montauban, ce miracle d'un genre nouveau s'est produit cet été. Il a suffi pour cela que le nouveau maître des lieux, Georges Vigne, ait la curiosité d'examiner les cartons rangés dans la pièce qui lui tient lieu de secrétariat.

Il n'a pas eu besoin de pénétrer dans une cave ténébreuse ou un grenier haut perché. Il n'a même pas eu besoin d'ouvrir une porte. Il lui a suffi de tirer les rideaux qui ferment une niche — en fait l'embrasure d'une fenêtre condamnée — munie d'étagères, au rez-de-chaussée du musée, à trois mètres de son bureau. Sur les étagères, il y avait, dans le plus parfait désordre, une centaine de vieux cartons à dessins, quelques-uns en ruine, et dans ces cartons deux fonds d'œuvres graphiques, l'un formé grâce aux legs d'Ingres à sa ville natale, l'autre grâce aux achats du premier responsable du musée, Armand Cambon (1819-1885), exécutif et testamentaire d'Ingres, dont il avait été élève, et comme son maître, grand amateur de dessins.

On ne veut pas croire que depuis la mort de cet excellent

homme, il y a plus d'un siècle, aucun de ses successeurs n'avait eu la curiosité d'étudier attentivement de si abondantes séries et aisément accessibles, presque offertes au regard. Sans doute furent-ils tous trop occupés par d'autres travaux, par le classement des esquisses et croquis d'Ingres lui-même et la défense de la mémoire du grand homme, pour trouver les quelques heures nécessaires à un premier examen. Leur labeur devait être terriblement prenant, puisque, par exemple, le prédécesseur de Georges Vigne, n'a pas eu, en vingt ans, le temps de dénouer les rubans noirs de l'un de ces portefeuilles...

Enigmes en perspective

Il aurait été pourtant récompensé de son effort, tant ces séries offrent de sujets d'étonnement et d'admiration. Feuilleter au hasard ces recueils, c'est s'en aller à la chasse à l'œuvre rare et au document précieux. Les cartons garnis des acquisitions de Cambon, pour commencer par eux, enferment des liasses extrêmement disparates, où le médiateur se mêle à l'excellent, comme ils se mêlaient dans les lots que Cambon achetait en salle des ventes. Peu de pièces signées à l'encre, et celles qui le sont ne sont point les plus convaincantes. Un croquis à la plume, sur un sujet macabre, porte le monogramme de Dürer, imité sans doute pour augmenter la valeur de la pièce, qui n'en a guère besoin, étant d'une belle puissance.

Pour les athlètes de l'attribution et les spécialistes du dessin, que d'enigmes et de doutes en perspective ! Tel croquis rehaussé de blanc sur papier bien paraît provenir de la Renaissance de la seconde moitié du XIV^e siècle. Mais de quel atelier ? D'autres rappellent le style



« Vue du Colisée à Rome », gauche et levée.

de tel premier rôle de la Renaissance ou du baroque italien. A tort ou à raison ? Esquisses ou copies ? Originaux ou travaux d'élèves ? Le Coppel semble sûr, de même que le Lebrun. La vue du Colisée a peut-être Hubert Robert pour auteur, mais, là encore, des vérifications seront nécessaires.

A énumérer tous les problèmes et toutes les hypothèses, on n'en finirait pas tant il y a de sanguines, de pierres noires, de plumes, de crayons et d'aquarelles entassées en désordre. Une seule affirmation échappe au doute : il y a dans les fonds Cambon une ou deux dizaines d'œuvres remarquables, italiennes et françaises. L'une d'elles a failli du reste aller au Louvre aussitôt après sa découverte : il s'agit d'une étude de David pour un groupe de guerriers des Sabines très méticuleusement tracée et quadrillée en vue d'un report. Sa présence ne peut surprendre. Héritier spirituel d'Ingres, Cambon reprit à son compte le culte du néo-classicisme.

ont fini collés à côté de ceux de leur patron. Sous quelques-uns, Cambon, leur ancien compagnon, a écrit un nom, Flandrin, Lehmann ou Balze, ce dernier étant le plus fort pourvoyeur de modèles. A tous ceux qui croient à l'inspiration et au génie fondoyant, on ne saurait trop conseiller de jeter un œil sur ces colossales collections de fragments prêts à l'emploi. Ils y verront comment une méthode encyclopédique pallie l'absence de toute imagination.

Rien ne remplaçant cependant les originaux, Ingres a cherché à posséder des dessins de ceux qu'il admirait, à commencer par le divin Raphaël. Il crut réaliser son rêve en achetant une esquisse assez abîmée pour laquelle Hittorff construisit un cadre déformant, avec frise pompéienne à la gousche et dorures monumentales. Était-ce vraiment un Raphaël ? Ce titre pourrait revenir plus légitimement à un dessin sur papier gris, étude dans laquelle se reconnaît un groupe de la Dispute du Saint-Sacrement du Vatican.

Par sa qualité, par la beauté de certains morceaux, cette œuvre paraît échapper au genre de la copie. A-t-on donc inventé un nouveau Raphaël dans les collections françaises ? Ingres aurait ainsi raison à titre posthume, lui qui, dans son fanatisme, obtint du pape le cadeau d'un infime fragment du squelette du parfait Sanzio quand on ouvrit son tombeau en 1833. La relique est à Montauban, où on la contemple avec un peu d'effroi.

D'autres noms illustres viennent à l'esprit devant les lavis et crayons réunis par le peintre. Serait-ce de Poussin, cette étonnante vue de la pyramide de Caïus Sextius à Rome ? De Duguet ce paysage de la Villa Médicis ? De David encore cette tête casquée si proche du Bélisaire du Musée de Lille ? Là encore, l'entreprise commence à peine, mais tout donne à penser qu'elle sera fructueuse.

Elle a déjà permis de s'apercevoir qu'Ingres s'intéressait si fort au néo-classicisme mathématique et ascétique de Flaxman qu'il avait chez lui un Prométhée de la main de l'Anglais, et qu'il était si peu indifférent aux Nazariens qu'il conserva un croquis de chevaliers du Moyen Âge de Peter von Cornelius. De telles révélations, encore incomplètes, contribuent à corriger la compréhension d'Ingres et de l'ingrisme tout en faisant découvrir des dessins oubliés depuis un siècle, et parmi eux de véritables chefs-d'œuvre. Et cependant, il suffisait de tirer un rideau...

PHILIPPE DAGEN

► Une première exposition présente une sélection des pièces redécouvertes au Musée Ingres, jusqu'au 11 mars 1990.

La face cachée de la BN

Il n'y a pas que dans les greniers des musées de province que l'on découvre des trésors. La Bibliothèque nationale en présente cent, tirés de ses réserves : reliures décorées pour Catherine de Médicis, Coran enluminé du quinzième siècle, Bible de Gutenberg, manuscrit de Proust, partition originale du Don Juan de Mozart, dessin de Dürer, estampe d'Utamaro, statuette étrusque, photo de Nadar.

Les fonds de la rue de Richelieu sont si vastes, si multiples, si anciens, qu'au hasard d'une recherche, il arrive encore au chercheur de tomber sur une pièce inédite. C'est ainsi que Gisèle Lambert a mis la main sur un volumineux rouleau de papier : la première copie de la tapisserie de Bayeux, universellement relevée avant le seizième siècle. Il est encore trop tôt pour la dater avec précision. On saura son âge quand les filigranes du papier parleront. Un dessin du Guérchin vient d'être identifié par François Fossier. Il se trouvait au dos d'une gravure reproduisant une de ses œuvres. Un magnifique portrait de Gustave Le Gray, un des primitifs de la photographie, a été repéré par Bernard Marbot en feuilletant un album consacré à l'impératrice Eugénie.

« Il y a quinze millions d'images à la BN, et seules deux millions d'entre elles sont répertoriées », constate Laure Beaumont-Milliet, responsable du département des estampes. Les plus anciennes viennent des collections royales. A toutes les époques, les achats et les dépôts se sont conjugués avec des donations importantes. Le catalogue s'est longtemps borné aux volumes qui renferment eux-mêmes des pièces souvent disparates. En revanche,



Louis d'Anjou, père du « bon roi René ». Peinture anonyme du quinzième siècle.

les dessins, plus de cent mille, sont en cours de classement.

Mais classées ou non, ces richesses sont quasi inconnues du grand public qui assimile la BN à une forteresse où dorment douze millions de volumes, répartis sur 110 kilomètres de rayonnages. Une simple promenade dans ce labyrinthe où l'on passe sans transition des fastueux salons du dix-septième siècle décorés par Vouet aux cabibis sans nom, privés de lumière, permet de se faire une (faible) idée des trésors enfouis dans ce qu'on appelle. On ouvre un placard et l'on tombe sur un profil de François Mitterrand, coiffé d'un curieux chapeau, mais d'une ressemblance frappante : il s'agit, en fait, d'un por-

trait du quinzième siècle représentant Louis d'Anjou, le père du « bon roi René » (notre photo).

A côté, une pile de « valises ». Elles datent de la même époque et accompagnent les pèlerins dans leurs voyages. Elles sont ornées d'images pieuses gravées sur bois et coloriées. A Washington, on en présente une avec un grand loup de précautions. Il y en a ici deux bonnes douzaines. Plus rare encore : les dessins en couleurs de Dürer, portraits, paysages, natures mortes. Ou l'œuvre gravé de Rembrandt, achetée du vivant de l'artiste et dont le cabinet des estampes possède toutes les pièces avec plusieurs tirages de chaque état.

On vous amène un énorme volume — près d'un mètre carré — à la somptueuse reliure de bois. Il s'agit d'un exemplaire unique du Yuan-Ming-Yuan, un ouvrage chinois recopié du sac du Palais d'été, où sont reproduites, sur papier de soie, quarante vues du palais impérial anéanti par l'expédition franco-britannique de 1860.

Au département des livres précieux, certains exemplaires dorment dans des coffres-forts et le visiteur doit pudiquement détourner les yeux quand on les ouvre. On y trouve aussi bien le Serment de Strasbourg, premier texte en vieux français, qu'une édition originale d'un poème de du Bouchet illustré par Vois. La BN vient d'acquiescer, à la vente Sticks, le Chant du Prince Igor, illustré par Alexieff, et la rareissime Guirlande de Julie, manuscrit enluminé au dix-septième siècle pour Julie d'Angennes, la célèbre précieuse de l'hôtel de Rambouillet. Il a été acheté « très au-dessus des cotes du marché », précise l'administrateur général, Emmanuel Le Roy Ladurie, grand amateur de livres illustrés qui présente d'un air

gourmand un exemplaire du Roman de la Rose ayant appartenu au duc de Berry, celui des Très Riches Heures. Les reliures de la BN comptent aussi bien celles de la bibliothèque de Fontainebleau (réunies pour François I^{er}) que celles exécutées, plus près de nous, par Nicolas de Staël pour habiller un poème de Char illustré par ses soins, ou par Jean Benoit pour accompagner Arcanes 17 d'André Breton.

Mais tout ceci est du domaine du livre, que l'on s'agrande à trouver décliné sous toutes ses formes dans un tel temple. Il est moins courant de tomber, sous des tentures des années cinquante, sur des portulans du quatorzième siècle ou, une carte du monde attribuée à Christophe Colomb, où la place du Paradis terrestre est soigneusement indiquée, à l'est du continent asiatique. Il est plus rare encore, dans un tel endroit, de pouvoir plonger ses doigts dans un véritable trésor — cinq mille pièces d'argent carolingiennes trouvées à Etaples — ou d'admirer des armoiries Bouille, qui contiennent des collections de monnaies.

De généreux donateurs ont également laissé à la BN des collections de vases grecs, des séries de camées et d'intailles, des bijoux antiques et des statues de toutes tailles. Ce précieux héritage manque de la place la plus élémentaire pour pouvoir se déployer. Le départ des imprimés pour Tolbiac va libérer au milieu de la prochaine décennie une surface considérable. Un choix significatif de ces trésors ignorés du public pourra enfin être exposé.

EMMANUEL DE ROUX

► Les trésors de la Bibliothèque nationale, galerie Mazurine. Jusqu'au 10 janvier 1990.


OFFREZ LE NOUVEAU COFFRET DISQUES COMPACTS

FERRAT

9 DISQUES COMPACTS 160 CHANSONS avec livret et photos inédites 1981-1989

DISTRIBUTION EXCLUSIVE EN FRANCE PAR MARCON SA

THEATRE D'IMAGES
PHILIPPE GENTY



à partir du 19 décembre
DEUX SPECTACLES

DERIVES Création • **DESIRS PARADE** reprise

LOC. 2. PL. DU CHATELET 42 74 32 77

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.



LA CHAMPAGNE
Le grand spectacle de la nuit
Vivier de la nuit
et de la nuit
10 rue de la Chapelle
Paris 10
Réservation : 48.34.44.78

CHEZ HANSI
Le grand spectacle de la nuit
3, place de la République
Paris 11
Réservation : 48.34.44.78

DERNIERE 23 DECEMBRE
PARIS PLAINE
MACLOMA
IMBROGLIO
TRAGÉDIE BURLESQUE A ZAPPER
LOCATION : 40.43.01.82

GALERIE GUIOT
18, avenue Matignon,
75008 Paris
Tél. 43 68 65 84

P. COLLOMB
Jusqu'au 18 décembre

18-23 DECEMBRE 1989 à 22 heures
BALLET JOSEPH RUSSILLO
CENTRE NATIONAL CHORÉGRAPHIQUE DE TOULOUSE ET DE MIDI-PYRÉNÉES
SUITES DE BACH
(Création)
chorégraphie de Daniel Agésilas
CAFÉ DE LA DANSE
5, passage Louis-Philippe - 75011 PARIS
location : 43 57 05 35 - 48 05 57 22

avec **RTL**

EN ACCORD AVEC OLIVIER JUAN

BATACLAN
★
PAUL
PERSONNE

11 12 13 JANVIER
location : clémentine
nuggets - virgin megastore
fnac - gbs - billetterie

EN TOURNÉE
JANVIER : 21 Marseille • 23 Montpellier • 25 Toulouse
27 Aurillac • 28 Bordeaux • 30 Grenoble • 31 Lyon
FÉVRIER : 1 et 2 Genève • 3 Dole
AVRIL : 18 Issoudun • 19 Rouen • 20 et 21 Le Havre
26 Nancy • 28 Annecy • 31 et 1 Marsaille • 2 Romans

LA CHANCE
album • compact disc • cassette

fnac

NANTERRE AMANDIERS

CITÉ DES OISEAUX
de B. Chartreux d'après Aristophane
mise en scène
Jean-Pierre Vincent

9
DERNIERES
LOC : 47 21 18 81

AMERICAN
LANGUAGE PROGRAM
de l'American Center
se trouve maintenant
dans le 6e et le 8e.

2e trimestre :
4 janvier - 28 mars
Public Speaking - English
for Economics and Trade
- Business - Medical English
- Writing Right - American
Today - Video - Popular
Writing and the American
Press - Search English.

Séances intensives
Préparation
au TOEFL
F.P.C.

Rue Grange
1 place de l'Oratoire
75001 Paris
Tél. 46 33 11 32

Rue du 14
40, rue Henri Chéron
75011 Paris
Tél. 46 33 11 32

INSCRIPTIONS MAINTENANT

MUSIQUES
L'idéalisme de Marcel Landowski
Quatre préludes pour un opéra d'Arrabal
contre l'intolérance

Michel Guy a tenu à inclure dans le programme de création du Festival d'automne des œuvres de Marcel Landowski ; pour n'être pas dans le voisinage d'un Boulez ou d'un Xenakis, celui-ci représente cependant une ligne humaniste, de Franck, Messiaen, Dutilleul ou Honegger, qui a toujours joué un grand rôle dans la musique française.

En dépit de ses lourdes fonctions officielles et des nombreuses responsabilités qu'il a assumées, il s'est astreint inlassablement à interroger le mystère, et a créé ce que lui dictait son indéfectible idéalisme, écrivant ces dernières années quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, tels son opéra *Montségur* ou sa *Quatrième Symphonie*, révélée par Georges Frénoy (*Le Monde* du 19 octobre 1988).

Il travaille actuellement sur un livret de Fernando Arrabal intitulé, par un jeu de mots un peu facile, *Opéra des Bastilles* qui s'attaque à toutes les formes d'intolérance. Les quatre préludes présentés en première audition au Châtelet ne nous en donnent encore qu'une idée assez vague. Ce sont des pages symphoniques d'une écriture brillante, et parfois énigmatique, pour orchestre à cordes et percussions, celles-ci fort discrètes d'ailleurs. Un rôle important est confié au violon solo qui, tout à tour ange et Satan, « mène le bal ».

L'Esprit jaillit comme un grand élan coupé de silences, chaque fois repris, et se prolonge en un tissu très dense qui chante une sorte de cantique chaleureux et éternel. Le

Musique oscille entre gaieté et effroi, et cette écriture frémissante, frissonnante, transpire comme un blizzard. Il y aura un *Supplément* dans l'opéra, la mort par le rire, qu'annonce ici un dialogue drolatique entre le violon solo dans l'aigu et une contrebasse éléphantine en glissant, auquel succède un scherzo diabolique. Et le dernier prélude, *Après* évoque quelque voyage paisible et mélancolique dans l'idéal, à travers des images immobiles.

Michel Plasson et l'Orchestre du Capitole de Toulouse jouaient cette œuvre avec tout leur cœur et une magnifique virtuosité, avant de reprendre la très belle *Messe de l'aurora*, écrite en 1977 pour le dixième anniversaire de l'Orchestre de Paris, lequel restera aussi comme une des grandes « créations » de Marcel Landowski.

JACQUES LONCHAMPT

THEATRE DE L'ŒUVRE
LOC. 48.74.47.36/48.74.42.52 et 48.74.42.52

JACQUES DUFILO
LE GARDIEN
de HAROLD PINTER
Texte François ENGELHARDT

Régie en scène **GEORGES WILSON**
Mise en scène **GEORGES WILSON**

Jusqu'à nouvel avis
représentations en régulier, 20 h 45

FESTIVAL JEAN COCTEAU
DU 15 AU 30 DECEMBRE
OPERA COMIQUE
2 PROGRAMMES EN ALTERNANCE
LES MARIÉS DE LA TOUR EIFFEL
LA VOIX HUMAINE LE BOUF SUR LE TOIT
LE PAUVRE MAÎLE
RENSEIGNEMENTS-LOCATION : 42.60.04.99 - 42.96.12.20

CINÉMA

« Family Business »
stars du braquage

Quand on a trois acteurs haut de gamme pourquoi se fatiguer ?
à dû se dire Sidney Lumet en tournant son film

De père en fils ce sont des casseurs. C'est inscrit dans leurs gènes. Même si le père, Dustin Hoffman, s'achète une conduite en se mariant et en devenant boucher, le fils, Matthew Broderick, fasciné par le séduisant et incorrigible grand-père, Sean Connery, l'entraîne dans ce qu'il croit être le coup du siècle.

Le point de départ en vaut un autre, et avec de tels acteurs on peut se permettre de jouer sur les poncifs et les situations convenues, ils en sortent toujours quelque chose. En vérité, grâce à eux *Family Business* est un film regardable. Ou plutôt écoutable, car il est extrêmement bavard. Plaisanteries et mots d'auteur s'accumulent, on a l'impression d'une pièce de boulevard adaptée pour l'écran, d'un feuilleton calculé pour saturer quelques spécimens de population : Irlandais, Écossais, Juifs et Italo-Juifs, Sino-Américains, margoulins de tous bords, depuis le jeune chercheur caennais, jusqu'au brave truand qui revend à bas prix la marchandise « tombée d'un

ciel », en passant par l'avocate hors de prix, une vraie hyène.

Les comédiens ont chacun à faire ce qu'ils savent faire et ce qu'on attend d'eux. Sean Connery, dégingandé et chahuté, se bat comme James Bond, Dustin Hoffman frémit de toute sa vie intérieure. La jeunesse innocente de Matthew Broderick est parfaite. Mais la mise en scène de Sidney Lumet est d'une nonchalance qui touche à la paresse. Tout cela serait encore supportable si ce vau-deville à l'humour gentiment cynique ne venait au mélo moraliste. Le coup du siècle est un piège, Matthew Broderick est arrosé et refuse de dénoncer ses complices. Pour le sauver, Dustin Hoffman révèle tout à la police. Sean Connery récolte quinze ans et meurt en prison, ce qui permet à ses descendants de reconnaître leurs torts réciproques et de se réconcilier — on peut deviner l'histoire, elle est même assez simple. Tout est dans la manière des comédiens.

COLETTE GODARD

Frère comédie
Un faux frère tombe amoureux de sa soi-disant demi-sœur :
« Pentimento », premier long métrage de Tonie Marshall

Lucie, une fille de vingt ans éprise par une mère extravagante, apprend l'existence et le nom de son père le jour où doit avoir lieu les obsèques de celui-ci. Elle se précipite au cimetière, se trompe d'enterrement et entre par effraction dans une famille bourgeoise dont le fils a le coup de foudre pour elle et refuse de la considérer (il a bien raison) comme sa demi-sœur.

Tonie Marshall et Sylvie Granotier ont écrit, ensemble, un scénario astucieux qui, à partir d'un qui-pro-quo, révèle un trafic de tableaux, une vieille histoire de temps de l'occupation et différents mystères, le tout d'une façon sa-

de comédie est le moins agité ! On dirait un amoureux dessiné par Peynet. Micheline Dax, Magali Noël et Laurence Cécile (la femme qui semble être faite de deux moitiés différentes) réservent des surprises. Patricia Diney, l'héroïne toujours en ébullition, ressemble curieusement à la Micheline Prêtre de *La Nuit fantastique* de Marcel L'Herbier.

Hommage, sans doute, de Tonie Marshall à sa mère, dans cette œuvre un peu frêle, mais sympathique.

JACQUES SIGLIER

Le prix Louis-Delluc
à « Un monde sans pitié »
d'Eric Rochant

Le prix Louis-Delluc a été attribué jeudi 14 décembre au film *Un monde sans pitié*, première œuvre du jeune réalisateur Eric Rochant (*Le Monde* du 23 novembre).

Le jury, composé de quinze critiques de cinéma, a accordé onze voix au premier tour à *Un monde sans pitié*, qui l'a emporté devant *Nocturne indien* d'Alain Corneau, et *Noce blanche*, de Jean-Claude Brisseau.

THOMAS SOTINEL

CULTURE

« Oliver et compagnie »
Dickens sauce Disney

Où un roman britannique subit une transposition
et en émerge méconnaissable

En 1889, Oliver, chaton new-yorkais et orphelin, est recueilli par une bande de chiens qui survivent de chaparage sous les ordres de Fagin, clochard au cœur d'or. Au cours d'une expédition, Oliver se lie d'amitié avec une petite fille et s'installe dans la maison de la belle sur Park Avenue. Les compagnons de misère du félin chapardeur viennent le sauver du luxe, un peu contre son gré. Tout finira bien pour tout le monde, à l'exception de Silas, l'odieux receleur qui persécutait Fagin : il finit par tomber dans la rivière, fin traditionnelle des méchants de Walt Disney, depuis la sorcière de *Blanche-Neige*.

De *Blanche-Neige* au *Livre de la jungle*, la maison Disney n'a jamais fait preuve d'un respect exagéré pour les classiques de la littérature, préférant flatter les sensibilités enfantines plutôt que les profanes de littérature. Pour transposer *Oliver Twist* du Londres des premières années du règne de Victoria au New-York du crépuscule

du réaganisme, il aurait fallu transformer les voleurs à la tire en dealers de crack et Silas en trafiquant colombien. Ce qui ne convient pas tout à fait aux sorties familiales de fin d'année. Mais, à Burbank, on tenait à faire jeune et contemporain : on entend donc cinq chansons très Top 50 (chantées par Billy Joel et Bette Midler, entre autres, dans la version originale). Le doublage français les fait basculer dans l'univers des publicités pour chewing-gum.

Si l'on ferme les yeux sur quelques faiblesses déconcertantes, l'animation reste à cent coudées au-dessus de ce que l'on voit tous les jours entre cinq et sept heures du soir à la télévision. Mais malgré ces efforts méritoires, aux heures de récréation, le cours des autocollants Oliver devrait se maintenir bien en dessous de celui de ses concurrents japonais. Faute de personnages, de terribles folles et de fous rires comme en inspiraient Bambi ou Pinocchio. Les méchants, Silas et ses deux dobermanns, seront recollés à l'entrée de l'enfer disneyen, et ne séjureront pas aux côtés de Cruella Danfer et du Capitaine Crochet.

Trois étés

maison
l'opéra
la nuit

Le Monde

Se 3
TELEA
Cinéma

Se 3
PUB
1 rue de la Harpe
75001 Paris
Tél. 46 33 11 32

THÉÂTRE

Trois étrangetés

« *Ultima Violenza* » — procès de mafiosi, — « *Un transport amoureux* » — désarroi d'un otage délivré, — « *le Diplomate et le Mullah* » — histoire de l'homme qui a traduit « *les Mille et Une Nuits* » : trois récits insolites sur des scènes parallèles

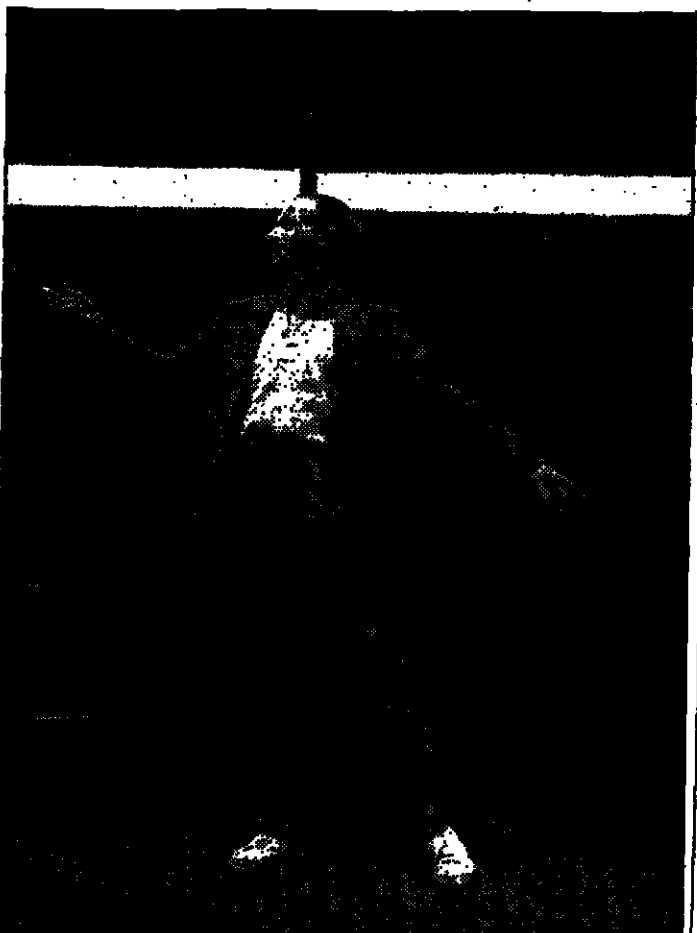
Au palais de justice de Paris, dans l'enceinte de la première chambre de la cour d'appel, des comédiens avignonnais présentent une œuvre de l'auteur italien Giuseppe Fava : *Ultima Violenza*. Cette pièce est la reconstruction d'un procès imaginaire fondé sur des événements réels : nous y voyons sept Siciliens, dont un sénateur et un grand financier, plus ou moins liés à la Mafia, passer en justice.

Il est assez constant que des dramaturges, des cinéastes, des réalisateurs de télévision, transmutent en spectacle des audiences de justice, et le public aime ça. Il est hors de doute qu'il entre, dans cette faveur du public, une part de voyeurisme. Et ces spectacles jouent beaucoup sur des « effets d'audience ». L'excuse serait que la justice — en particulier les assises — serait apparentée à un « théâtre ». C'est une vue superficielle. Il suffit d'être présent à un procès d'assises pour voir que cela s'apparente bien plutôt à une autre discipline : l'histoire. Rappel de l'instruction, interrogatoires, dépositions des témoins, sont comme autant de sources de la recherche de faits passés. Et, aux yeux du novice, le défaut de cette recherche historique particulière est que les sources sont toujours incomplètes et incertaines, comme celles de l'histoire elle-même.

Giuseppe Fava a été assassiné par la Mafia en janvier 1984, quelques jours après avoir fait jouer sa pièce, *Ultima Violenza*, à Catane. Le spectateur français ne peut être que profondément requis par le portrait d'une société actuelle qui est cette pièce brève, sèche, passionnée, et pourtant tout à fait irréaliste, tant cette « mafia » paraît innover, animer, l'ensemble de l'organisme social. Nous savons que la Mafia existe en Sicile depuis 1820, et qu'elle avait à l'origine, entre autres desseins, celui justement de doubler, de court-circuiter, l'œuvre de la justice.

La traduction de Francine Jurand-Ponticelli semble juste. La mise en scène de Pascal Papini et Louis Beyer est simple. La présence de l'art théâtral et d'un public dans cette chambre de la cour d'appel ne pose aucune difficulté d'acclimatation, ou d'erreur optique, et cela est dû avant tout à l'intensité de présence, vraiment rare, de tous les acteurs sans exception : Louis Beyer, l'avocat de la défense ; Christian Mazzuchini, un terroriste ; Pierre Demy, un camionneur ; Jean-Pierre Yvars, un entrepreneur ; Michel Dibilio, un homme de main ; Louis Cerfice, un sénateur ; Hélène Metzger, une terroriste ; Yves Jurand, un financier ; Jean-Marc Avocat, le procureur.

Avec la pièce de Raymond Lepoutre, *Un transport amoureux*, nous quittons la Sicile pour le Moyen-Orient : un otage est relâché par ses ravisseurs, il est déposé sur la côte bretonne à la suite d'un voyage commencé au Liban. Cet otage aurait dû être restitué mort, mais l'agent chargé du meurtre a déobé aux consignes, il n'a pas tué. Pourquoi ? Le titre, *Un transport amoureux*, et les passages du dialogue laissent croire que la séduction y serait pour quelque chose. Mais l'essentiel n'est pas là : c'est plutôt une approche de la pathologie, de la « psychiatrie », de l'otage libéré.



Grégoire Ingold, l'un des comédiens interprétant « *Un transport amoureux* »

Pièce bien construite, bien écrite. Décor et mise en scène de l'équipe Kokkor-Vitez, sans bavure. Belle interprétation de Patrice Kerbrat (l'otage), Guy Michel Dominique Rozan, Gilles David, Grégoire Ingold, Bruno Pesenti. Jeu plus fébrile de Laurent Malet.

Nous ne savons pas assez, en France, que Richard Burton a eu un homonyme, bien connu en Grande-Bretagne. L'autre Richard Burton était né en 1921, il serait un descendant d'un fils non déclaré de Louis XIV, il passa son enfance à Tours avant d'aller parfaire ses études à Oxford, d'où il fut chassé pour mauvaise conduite. Parti pour l'Inde, il y apprit cinq langues, y fit à ses risques et périls le pèlerinage de La Mecque déguisé en Afghan, explora l'Éthiopie, découvrit le lac Tanganyika en voulant reconnaître les sources du Nil. Il parcourut les Amériques, puis l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il acheva sa vie de consul au Brésil, enfin à Trieste, où il traduisit *les Mille et Une Nuits*.

Borges consacre un long chapitre de son *Histoire de l'éternité* à Richard Burton. Il nous dit qu'il a écrit quantité de livres, dont un *Manuel de l'exercice à la bétonnette*, et un *Rapport sur les loupes de Bengale*. Selon Borges, la traduction des *Mille et Une Nuits* de Burton est la seule non expurgée de très nombreuses scènes érotiques de ces contes. Érotisme, semble-t-il, raisonnable, prudent, puisque Borges précise que Richard Burton, au tome VII de l'ouvrage, approuve l'usage de « capotes islamiques ».

Une pièce bien curieuse d'André-Pascal Gaudier, le *Diplomate et le Mullah*, à présent jouée au Théâtre de la Main d'Or - Belle de mai, a pour protagoniste cet aventurier Richard Burton. Nous le voyons, en uniforme de cérémonie de consul de Sa Majesté, descendre, le long d'une corde d'alpiniste, dans un tombeau de la Haute-Égypte. Là, il découvre, étendue sur un coffre, une momie. Révisée par une flasque de scotch pur mal, cette momie, à la suite d'une discussion serrée sur les bizarreries de ce monde, parvient à maîtriser le diplomate, à revêtir son uniforme et à s'envoler vers un monde meilleur, cependant que Richard Burton, empoisonné dans ses banalités, anticipe sur le colonel Lawrence et croit avoir « climatisé » le séjour des Anglais dans le désert.

Le côté pince-sans-rire de Borges traverse cette fantaisie, pas bien, jouée très « gentleman explorer » par Christophe Sigognault (Burton) et Abbès Zalmani (la momie pétante de santé), dans un envoi décor pharaonique de Jean-Claude Lavand.

MICHEL COURNOT

► *Ultima Violenza*, palais de justice, 4, bd du Palais, 21 h, du lundi au samedi. Tél. : 43-26-31-02. Jusqu'au 25 décembre.
► *Un transport amoureux*, Petit Odéon, 18 h, du mardi au samedi. Dimanche, 18 h 30, tél. : 43-26-70-32.
► *Le Diplomate et le Mullah*, Théâtre de la Main d'Or, 22 h 15, du mardi au samedi. Dimanche, 17 h 30, tél. : 43-05-67-89.

A Prague, les théâtres de la révolution

Michaël Laznovski est dramaturge au Théâtre réaliste de Prague. Il témoigne du rôle capital qu'ont joué les théâtres pragoï dans ce qu'il appelle « la révolution polie et gaie »

La quarantaine grisonnante, « *Européen longtemps interdit d'Europe* » et parlant un français quasi impeccable, Michaël Laznovski est l'un des deux dramaturges du Théâtre réaliste de Prague, qui compte trente permanents.

Il enseigne également à l'Académie des arts, il écrit pour le théâtre et fut correspondant de la revue *Théâtre en Europe*. Il n'était pas venu en France depuis deux ans. Il a passé la semaine dernière à Paris, a pris des contacts avec des écrivains exilés, des hommes de théâtre, des éditeurs français, et la revue *Lettre internationale*. Il faut inscrire ses propos dans leur contexte, à la date du 16 décembre dernier.

« Cette saison, nous reprenons au Théâtre réaliste un spectacle créé l'année dernière et qui fut un succès : *Respublica*, montage de textes sur la république tchèque entre les deux guerres. L'idée centrale était la démocratie. L'atmosphère changeait, on parlait sinon de démocratie, du moins de ce long processus sans fin, la démocratisation ».

En juin, nous avions décidé de créer un *Respublica II*, cette fois sur les années 50 et 60. Nous nous étions posés la question : en quoi ces années-là sont-elles importantes, pour nous, aujourd'hui ? Deux noms s'élevaient : Havel et Kundera, ainsi que d'autres pour la plupart inconnus. Bien sûr, les années 50 étaient riches et essayaient de nous faire prendre patience, de nous dire que tout cela était un peu prématuré, que nous pouvions à la rigueur prendre des extraits d'une pièce d'Havel, à condition de ne pas citer son nom.

Notre vie a changé

Nous avons dû donner une représentation devant les fonctionnaires de la ville. Puis nous avons décidé de répéter la dernière pièce d'Havel, *L'assassinement*, c'est l'histoire d'une organisation qui doit rénover un village, et qui manipule les gens par le dogmatisme. Cette fois, nous avons été carrément interdits.

Durant toute cette période, d'autres théâtres bourgeois à Prague. Par tradition, on téléscopait, ils ont toujours servi de lieux de discussion. Vaclav Havel était le symbole du courage et de l'indépendance du théâtre, même si bon nombre lui reprochaient d'être un professionnel soucieux de sa popularité et bien payé par l'État.

Depuis juin, une lettre clandestine, en quelque sorte la préhistoire du Forum civique, circulait. Elle était intitulée *Quelques phrases*. Elle a recueilli trente mille signatures, dont beaucoup de gens de théâtre.

Le 17 novembre, dans la matinée, les communistes du Théâtre

réaliste s'étaient réunis (à Prague, tous les directeurs des théâtres stables sont communistes) et avaient demandé un changement politique. C'était un signe. Le soir, avait lieu dans notre théâtre la première de *Marjane*, des frères Maril, l'une des meilleures pièces du répertoire tchèque de la fin du dix-neuvième siècle. A deux pas, près du Théâtre national dont la scène porte sur son fronton cette devise : « *Le peuple à lui-même* », les étudiants manifestaient. Nous pensions que tout se passait dans le calme.

À vingt-deux heures, quelques-uns, dont nos élèves de l'Académie des arts, ont fait irruption au Théâtre réaliste. Ils nous ont raconté comment la police les avait encerclés, étouffés, avait relâché sa pression pour les étouffer encore, comment ils réclamaient le dialogue avec des fleurs et des bougies à la main, comment tout avait tourné à la violence. Ils étaient sous le choc. Ils disaient : « *La mort nous a touchés, notre vie a changé* ». D'autres étudiants s'étaient réfugiés au « *Na zbrazi* » (« *A la balustrade* »), voisin du Théâtre Réaliste. Des amis. Nous nous sommes téléphonés. Nous avons dit : « *Il faut faire quelque chose* », et nous avons prévenu une trentaine de personnes dont nous pensions qu'elles pourraient nous comprendre et nous aider. Renseignons-nous a été pris au théâtre pour le lendemain, à 14 heures. L'atmosphère était lugubre. Rue Nationale, il y avait du sang, beaucoup de sang...

Le lendemain, samedi, le téléphone avait fonctionné. Chacun avait prévenu ses amis. La réunion a eu lieu dans la grande salle de quatre cents places, pleine à craquer. Le directeur du Théâtre national, M. Lukes, était là, et le dramaturge Petr Oslizly, du Forum civique...

La grève des théâtres pragoï a été décidée et une grève générale pour la semaine suivante. C'était comme un geste théâtral. Nous ne soupçonnions pas que cette initiative pût aboutir. Les membres du Na Provazku de Brno étaient avec nous : ils devaient jouer à 16 heures. Il a été décidé de ne pas les laisser seuls, de les accompagner, et de stopper leur représentation. Le soir, au Théâtre Réaliste, devait avoir lieu l'une des premières représentations de *Respublica II*. Havel était dans la salle, c'était un événement.

Nous avons laissé le public s'installer, puis nous avons annoncé la grève. Ce fut une fête unanime. Nous avons chanté l'hymne national. Nous ne savions pas ce qui se passait ailleurs mais, ce soir-là, personne n'a joué, et l'Opéra a baissé son rideau après une demi-heure de représentation. Le lundi, la télévision et la radio, d'un ton léger, ont évoqué une « *provocation d'artistes* ».

Plus le temps de faire du théâtre

Peu à peu, les acteurs ont fait grève, également à la radio, à la télévision, au cinéma. Le Forum civique est né chez les journalistes qui ont d'abord menacé de poursuivre le mouvement si les médias ne remplissaient pas leur rôle d'information. Puis ils ont préféré émettre, et raconter les faits, la vérité. Ils risquaient beaucoup. Le 19 novembre, le Forum civique s'est constitué autour de Vaclav Havel, dans un antrethéâtre, le Cinherni Group.

Acteurs, étudiants, membres du Forum civique, écrivains, la plupart chauffagistes ou gardiens de nuit, hommes politiques des années 60, sont partis dans les campagnes raconter, jouer, montrer : il existait des vidéos de la manifestation du 17 décembre. Les théâtres sont devenus des centres politiques d'où il est arrivé, parfois, que les acteurs et les étudiants soient chassés : le système en place pendant vingt ans avait à ce point endormi les gens qu'ils n'avaient même plus le désir de changer, pour peu que leur vie matérielle soit confortable.

Tout est né, ainsi, de manière très émotive. Nous avions perdu la peur. Les théâtres, jour après jour, ont prolongé leur action : on y venait pour y discuter, pour y entendre lire des pièces d'auteurs longtemps interdits... Ces jours-ci, nous n'avons plus vraiment le temps de faire du théâtre.

Propos recueillis par ODILE QUIROT

RECTIFICATIF. — Une virgule omise dans l'article d'Emmanuel de Roux, « *Les acrobates du marché de l'art* », a multiplié par cent le chiffre d'exportation des œuvres d'art en France en 1986. Il s'agissait de 1,22 milliard et non pas de 122 milliards.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

BULLETIN D'ABONNEMENT

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-85-91-82 ou 45-85-91-71
Téléx MONDPUB 206 126 F

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	SURIN	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENEVOYÉZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : l'abonné ne doit pas envoyer son bulletin sans l'adresse à laquelle il doit être envoyé. Pour les abonnés à l'étranger, l'abonné doit envoyer son bulletin à l'adresse ci-dessus.

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

921 JAN 83

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

DIRECTION GÉNÉRALE LAVALLI
43 66 43 60

DERNIERES
GRAND THEATRE
OPERETTE
GOMBROWICZ / LAVELLI

On sort de cette Operette éblouie par le talent des acteurs, lusionnistes, le mensonge du théâtre, la virtuosité de tous. On se réveille.

L'opéra signe la, peut-être, sa plus luxueuse, sa plus frappante mise en scène, sa plus épatante pour la ton dire. Le Figaro

Jorge Lavelli est peut-être notre maître du pastiche et de l'irrespect. Il le prouve avec cette œuvre méchante et drôle de Gombrowicz. Le Monde

Lavelli manie tout ce brillant fatras avec une aisance stupéfiante, qu'il a communiquée à tous ses acteurs. Le rythme est formidable. On s'amuse bien. Le Nouvel Observateur

Jorge Lavelli réussit le mariage du sourire et de la gravité, du rire et de la réflexion. L'Événement du Jeudi

PETIT THEATRE
LES PETITS
AQUARIUMS
MINYANA / CANTARELLA

avec Florence Giorgetti, Christophe Huysman, Judith Magré, Daniel Marchaudon, Jean-Jacques Scheffer, Jacques Verzier

15 RUE MALTE BRUN 75020 PARIS 13 GAMBETTA

921 JAN 83

COMMUNICATION

L'arrêt de travail des journalistes de Radio-France a été très suivi

La grève de vingt-quatre heures lancée, jeudi 14 décembre, par l'ensemble des syndicats de journalistes à Radio-France a été particulièrement bien suivie. Le mouvement avait pour but d'obtenir « une répartition totale des disparités et l'alignement des salaires sur ceux d'Antenne 2 » (*Le Monde* du 15 décembre). « Jamais un arrêt de travail n'a été aussi massif à la fois à Paris et en région », affirment les organisations syndicales. Deux tiers des journalistes, selon elles, étaient en grève à France-Info, 90 % à France-Inter, 100 % à France-Culture, 90 % à FIP et de 60 à 100 % dans les rédactions régionales. Fortes de succès, elles appellent à une assemblée générale mardi et n'excluent pas « une

mobilisation plus importante en janvier ».

Les chiffres de la direction sont légèrement inférieurs : sur 296 journalistes de service jeudi, 188 ont fait grève, selon elle, soit une moyenne de 63 %, entre Paris (67 %) et les rédactions locales (61 %).

Alors qu'un conseil d'administration devait se tenir vendredi, la direction rappelle qu'« un accord a été signé l'an dernier entre syndicats et association des employeurs de l'audiovisuel public tendant à une harmonisation des salaires sur quatre ans » et précise : « Radio-France entend dans cette négociation collégiale faire en sorte que les journalistes de Radio-France ne soient en rien oubliés ».

Préavis de grève au « Soir » de Bruxelles

Les journalistes du *Soir* (Bruxelles), mécontents du retard mis à la nomination de leur rédacteur en chef, ont déposé le 14 décembre un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le 22. M. Yvon Toussaint, rédacteur en chef du *Soir*, avait démissionné le 14 novembre après l'accord assurant à M. Robert Hersant 40 % des parts du groupe Rossel, société éditrice du journal. A la suite de cette confirmation, la société des journalistes du *Soir* avait conclu une convention avec la direction lui octroyant notamment un droit de regard sur la nomination du rédacteur en chef (*Le Monde* du 23 novembre). La rédaction considère que l'ajournement de cette nomination est en contradiction avec cette convention. La direction estime, pour sa part, « indispensable » de disposer du temps nécessaire pour la nomination du successeur de M. Toussaint.

L'avenir du télétexte

Le CSA demande le maintien d'ANTIOPE jusqu'en 1994

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a réagi le 19 décembre aux incertitudes qui pèsent sur la norme française de télétexte ANTIOPE. Le CSA a décidé de maintenir ANTIOPE jusqu'en 1994, mais a demandé aux chaînes de télévision et aux fabricants de téléviseurs de s'abstenir de toute promotion de la norme ANTIOPE.

Dans son communiqué, le CSA précise qu'il a donné son accord pour une expérimentation technique permettant de diffuser simultanément en norme ANTIOPE et CEEFAX. Il ajoute : « Quels que soient les résultats de cette expérience et la décision technique qui sera prise à l'issue de celle-ci, le CSA demande aux chaînes de service public, parallèlement à l'utilisation de la norme 8 (CEEFAX), le maintien de la norme ANTIOPE jusqu'au 31 décembre 1994 pour le sous-titrage de leurs émissions. Ainsi, les sourds et malentendants munis d'un décodeur ANTIOPE pourront continuer à bénéficier du service jusqu'à cette date et disposeront d'un délai suffisant pour s'équiper selon la nouvelle norme ».

Associée avec TDF dans le réseau d'Andum-le-Tiche

EDF veut valoriser ses compétences dans le câble

A deux pas du Luxembourg, Andum-le-Tiche, en Moselle, vient d'inaugurer officiellement son réseau câblé, qui devrait compter mille deux cents prises (soit la moitié des foyers de la ville) à la fin de 1990. Construit par la municipalité pour 9,6 millions de francs, ce réseau sera géré par un groupement d'intérêt économique, Est MédiaCable, constitué à parité entre l'électricité de France (EDF) et l'électricité de France (EDF).

Les deux sociétés publiques entendent ainsi valoriser, à destination des villes moyennes, des banlieues ou des zones rurales, leurs compétences respectives, et sont en contact avec d'autres municipalités de la région. Pour TDF, c'est l'occasion d'appliquer son expérience dans l'ingénierie ou les équipements de tête de réseau.

Quant à EDF, elle cherche à exploiter les synergies entre ses réseaux électriques et les réseaux câblés. Bien implantée partout en France, dotée d'équipes commer-

ciales et techniques habituées à une clientèle de masse, disposant de supports pour le câblage « aérien », EDF entend pas investir des sommes importantes dans la région. Mais, à l'instar des distributeurs d'électricité belges ou nord-américains, elle voit dans le câble un moyen de rentabiliser ses potentiels existants.

C'est ainsi qu'EDF a créé une holding dotée pour l'instant de 15 millions de francs, EDF-Vidéo, qui a vocation à regrouper à terme toutes ses participations dans le câble ou la télésecurité. EDF est, pour l'instant, actionnaire à 20 % de la société d'exploitation du réseau de Roanne, et à 10 % de celle du réseau d'Angers. D'autres projets sont à l'étude. Quant à SDF Sécurité, une filiale de la Caisse des dépôts dans laquelle EDF détient 39 %, après des essais de services de télésecurité dans la région de Rennes, elle a commencé son implantation à Paris.

M. C. L.

Battus en 1988 à Göteborg, contre toute attente, par les Allemands de l'Ouest, les tennismens Suédois vont tenter du 15 au 17 novembre à Stuttgart de reconquérir la Coupe Davis. Quel que soit le résultat, le vainqueur de ce match sera son grand ordonnateur, Ion Tiriac, ancien joueur roumain devenu promoteur pour le compte de la fédération ouest-allemande.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

Le palais des sports de la capitale du Bade-Wurtemberg et de l'industrie automobile ouest-allemande est dédié à Hans Martin Schleyer, le président du patronat assassiné par les Brigades rouges. Pour l'Allemagne, il n'y avait rien de funéraire, le 14 décembre, avant le coup d'envoi de la finale 1989 de la Coupe Davis. Des ouvriers finissaient de poser dans les travées une moquette épaisse comme un gazon anglais. Des cuisiniers transportaient sur de grands chariots de riches victuailles vers de lourds comptoirs.

Dans quelques heures les dépendances de la halle sportive, froides et fonctionnelles, allaient être, à la manière de la ferme de Marie-Antoinette, la reconstitution colorée et joyeuse d'un village en fête au moment des vendanges. Et dans la salle même, drapée aux couleurs de la Suède et de la République fédérale, une centaine de joueurs étaient prêts à recevoir les quelques privilégiés qui ont déboursé l'équivalent de 22 000 francs pour assister bien confortablement à la défense par les joueurs allemands du trophée enlevé l'an dernier aux Suédois.

Bruf, l'endroit était animé par la ferveur qui précède habituellement ce genre de manifestations au

carrefour des mondanités sponsorisées et de la haute compétition. Et, parcourant le stade à grandes enjambées pour échapper aux journalistes en quête de confidences (1), Ion Tiriac, qu'une épaisse moquette en fer à cheval et une silhouette d'ours mal léché ont dispensé de badge d'identification, veillait personnellement aux moindres détails. Un souci qui est la « marque de fabrique » de cet ancien joueur roumain devenu le patron d'une petite (dix employés) mais prospère (environ 20 millions de dollars de chiffre d'affaires) société de management sportif, TIVI Sports Limited, basée à Monaco. Des autocars empruntés au Bayern de Munich pour le transport des journalistes aux trois mille places attribuées aux commanditaires de la compétition, il a donc personnellement tout prévu, tout négocié, tout arrangé.

Un personnage-clé

Souriait-il en faisant ainsi le tour du propriétaire, Ion Tiriac ? Personne, dit-on, n'a jamais vu la couleur de ses dents. Il avait pourtant quelques raisons de s'amuser de la situation. Dix-sept ans après avoir été suspendu par la Fédération internationale de tennis pour la conduite antisportive qu'il avait eue lors d'une finale Roumanie-Etats-Unis à Bucarest, n'était-il pas l'organisateur de la finale de cette même Coupe Davis ? Il y a dans le paradoxe de cette situation toute la complexité du personnage. Avec un revers incontestable, il est devenu un des meilleurs joueurs de double des années 70. Avec un physique à faire de la figuration dans les films d'épouvante, il a su séduire pour montrer les combinaisons les plus complexes. Avec un brevet des Jeunes communistes de Brasov, il a rivalisé avec les managers capitaux des nations et des Etats-Unis, les Mark McCormack (IMG) et Donald Dell (ProServ).

SPORTS

TENNIS : la finale de la Coupe Davis entre la RFA et la Suède

Le lion Tiriac

A bientôt cinquante ans, Ion Tiriac sait bien qu'il est devenu l'un des personnages-clés du tennis moderne à la suite d'une série incroyable de métamorphoses. Comment un joueur de hockey sur glace olympique s'est-il mis à pratiquer le tennis ? Comment a-t-il réussi à convaincre en 1960 les autorités roumaines de le laisser parcourir le monde pour disputer les premiers tournois professionnels ? Comment le joueur devenu manager a-t-il surmonté la crise provoquée par la suspension de son protégé Guillermo Vilas à cause de dessous-de-table qu'il avait lui-même négociés avec les organisateurs du tournoi de Rotterdam ? « Tout ce que je peux vous dire c'est que depuis que nous travaillons avec Ion Tiriac, il n'a jamais fait de promesses en l'air », a répondu Klaus Stober, le bras armé qui préside la fédération ouest-allemande de tennis.

Quand il a fallu organiser la finale de la Coupe Davis 1985 à laquelle la RFA s'était qualifiée pour la première fois dans le sillage de la victoire de Boris Becker à Wimbledon, la Fédération, qui ne gère pas directement les principaux tournois disputés dans le pays, a été prise au dépourvu. Ion Tiriac, qui était devenu l'agent de la jeune vedette l'année précédente, a pris les choses en main. Et en dépit de la défaite contre les Suédois, ce fut à Munich un énorme succès.

Son sens des affaires, qu'il peut exprimer en sept langues, l'a mis désormais à la tête d'une entreprise qui gère les intérêts de trois joueurs (Boris Becker, Michael Stich et Patrick Rumeau), et qui organise tournois et exhibitions (Stuttgart, Essen, Kitzbühel). Il semble le mieux placé pour prendre en charge les intérêts de la nouvelle vedette féminine, Monica Seles, en dépit de l'attention que lui porte le groupe McCormack. Et personne n'a douté un instant de sa capacité à lancer un tournoi doté de 5 mil-

lions de dollars (*le Monde* du 8 novembre) pour contrer la Coupe du grand chelem créée à l'initiative de la Fédération internationale.

Son champ d'activité ne se limite d'ailleurs plus au tennis : il intervient dans la natation et les concours hippiques. Franz Beckenbauer, le Michel Platini ouest-allemand, a déclaré de son côté : « Le football allemand a besoin d'un homme comme Ion Tiriac ». Passera-t-il ainsi prochainement de la petite balle au ballon rond ? Est-ce que cela restera compatible avec ce qui a fait son succès jusqu'à présent ? « Nous sommes déterminés à rester une petite société, afin que Ion puisse continuer à suivre personnellement tous les dossiers. C'est capital dans notre façon de fonctionner », a noté récemment Heather McLachlan, la Canadienne qui est son assistante et sa compagne.

En attendant de nouveaux développements éventuels à ses activités, Ion Tiriac se consacrerait tout entier ces dernières heures à sa deuxième finale de Coupe Davis en tant qu'organisateur. Et le moindre de ses soucis n'était pas de trouver des raquettes à son champion, Boris Becker. Celui-ci n'a plus de contrat avec Panini qui a cessé la fabrication des cadres avec lesquels il a gagné. C'est donc un casse-tête pour trouver des raquettes, d'autant que Becker ne semble pas disposer à changer de marque même en échange des millions de dollars que lui offrirait une firme américaine. Ion Tiriac n'en disait rien, mais n'en pensait pas moins : 30 % du montant des contrats lui revenaient.

ALAIN GIRAUDO

(1) Une interview de Boris Becker parue dans un magazine sportif ouest-allemand, le 14 décembre, suscitait une certaine émotion, car le protégé de Ion Tiriac s'y déclarait hostile à la réunification des deux Allemagnes et à la société du profit.

Antenne 2 ayant été écartée
Canal Plus et TF 1 se partageront
la retransmission de la Coupe du monde de rugby

Canal Plus et TF 1 se sont associés pour retransmettre à la télévision la deuxième Coupe du monde de rugby, qui se disputera du 29 septembre au 2 novembre 1991. La chaîne codée et la chaîne privée ont annoncé, jeudi 14 décembre, qu'elles avaient signé un contrat d'exclusivité de 4,8 millions de dollars (plus de 28 millions de francs) avec le comité d'organisation de la coupe.

M. Alan Callan, représentant de l'International Board, organisateur de la compétition, a précisé que ces chaînes représenteront « le plus grand public possible, et nous avons pensé qu'aucune autre chaîne ne pouvait nous offrir mieux dans ce pays ». La complémentarité des deux médias doit permettre la retransmission de 25 matches en direct et en différé, soit au total soixante-dix heures de retransmission consacrées au rugby : Canal Plus offrant onze directs entre le 29 septembre et le 4 novembre 1991, TF 1 se réservant huit rencontres en direct et quatre en différé.

L'International Board, qui avait déjà fait le choix du secteur privé en signant un contrat avec ITV pour la retransmission en Grande-Bretagne (70 millions de francs), continue selon la même logique, TF1 étant liée à ITV, les chances

de la chaîne privée française d'obtenir ces heures de matches semblaient importantes. Il reste qu'en l'absence de cette décision le rugby était essentiellement retransmis par A 2 et FR 3, qui se répartissaient les rencontres du Tournoi des cinq nations et celles du championnat de France.

M. Christian Quillet, chef du service des sports à Antenne 2, estime que la partie n'est pas perdue, car, selon lui, rien n'est encore signé. « Nous avions prévu de retransmettre dix-huit matches, nous pouvons aller jusqu'à vingt-quatre, pour que le service public gagne », explique-t-il. Une position que semble soutenir M. Albert Ferrand, président de la Fédération française de rugby, lorsqu'il affirme que, « sur le plan sportif, les propositions de la deuxième chaîne étaient meilleures ». Mais le président s'empresse d'ajouter que sur le plan financier les propositions du secteur public « étaient moindres ».

La Fédération internationale, qui ne cesse de prôner l'amateurisme, en déclarant à tout propos que ses joueurs ne sont pas des professionnels, a donc choisi de jouer la carte du privé. Pour des raisons financières ?

S. B.

EQUITATION : Les losanges d'or
Les chevaux Renault

Eric Navet a remporté, jeudi 14 décembre, à Grenoble le premier édition des Losanges d'or, une compétition de saut d'obstacles réunissant les dix meilleurs cavaliers français de la saison.

GRENOBLE

correspondance

Du cheval-vapeur au cheval tout court, il n'y a qu'un pas, que Renault a effacé il y a deux ans en s'alliant à la Fédération française d'équitation (FFE). La Régie nationale est devenue aujourd'hui, profitant du retrait d'Audi après dix ans de présence dans les sports équestres, le principal partenaire de la FFE.

Meilleure preuve de cette implication récente, le Jumping de Grenoble, qui a débuté jeudi 14 décembre par les Losanges d'or, l'épreuve nationale commanditée par Renault, et s'achèvera dimanche 17 décembre par la finale du Renault Jump, un classement établi sur l'année à partir d'une sélection de Grands Prix européens ?

Pour accentuer sa période, Renault a encore pris sous sa coupe les deux plus brillants cavaliers français de ces dernières années, le champion olympique Pierre Durand et Michel Robert, autour de qui a été constituée une entité baptisée « Team Renault ». Sans vouloir donner de chiffres bruts afin de ne pas déclencher de polémique interne, problèmes sociaux obligent, les responsables de la firme automobile reconnaissent engager sur l'équitation un dixième du budget consacré à la compétition automobile hors Formule 1.

L'automobile semble décidément très attirée par le cheval. Volvo sponsorise la Coupe du monde de saut d'obstacles ; Mercedes est omniprésente dans le sport équestre allemand, et Renault a pris la place laissée libre par Audi. Union contre nature ? Ce n'est pas l'avis de Pierre Durand.

« Il existe des analogies entre voiture et cheval, avance le champion olympique. La voiture n'est-elle pas supplantée le cheval comme moyen de locomotion dans nos sociétés ? Le cheval a même, comme l'auto se pilote. C'est une association qui, au fond, ne choque pas. Et quel meilleur vecteur, pour une firme qui veut faire passer une image de « voiture propre », que l'équitation ? »

Les marques automobiles y trouvent leur compte. Sans doute parce que l'équitation bénéficie d'une image de sport plutôt familial, mais aussi élitiste, ce qui ne peut que plaire à des firmes commercialisant des voitures haut de gamme ou cherchant à s'affirmer sur ce créneau, précisément comme Renault.

Les filiales italiennes, ouest-allemande, britannique et belge, pourraient, comme la filiale néerlandaise en 1990, parer une épreuve dans leur pays. Ainsi des épreuves de renommée internationale comme les Losanges Prix d'Hickstead et de Rome sont-elles prises en compte dans le Renault Jump. Mais un projet de classement répertoriant toutes les grandes compétitions européennes de saut d'obstacles n'a pu aboutir.

Un gros effort de communication a également été consenti par la Régie autour de ses deux cavaliers. Pierre Durand ne cache pas qu'il était sur le point de se retirer de la compétition après son titre olympique, quand une proposition de Renault, survenant une dizaine de jours après sa consécration, le persuada qu'il pouvait donner une orientation plus professionnelle à sa carrière et abandonner son métier de syndic de faillite. Il se définit aujourd'hui comme un cavalier professionnel, lui qui s'était qu'un « amateur éclairé ».

Les obligations qu'entraîne le lien avec Renault ne sont pas tant sportives (Robert et Durand ne sont pas tenus de participer aux épreuves sponsorisées par la Régie, et le champion olympique n'a d'ailleurs pas pris part aux Losanges d'or par suite de l'indisponibilité de deux de ses chevaux) que morales.

« C'est pour cela que je n'aime pas le terme de « sponsoring », qui revêt des implications essentiellement financières et matérielles, affirme Pierre Durand. Dans « partenariat », au contraire, il y a la notion de contrepartie. Nous ne considérons pas Renault comme une vache à lait. Nous savons qu'ils attendent de nous que nous créions l'événement, que nous provoquions des retombées ».

Renault s'est également engagé récemment auprès de la Fédération française de l'él, notamment derrière Franck Piccard et Carole Merles et s'apprête à faire de même avec la Fédération française des sports de glace. Quelle route, qu'elle galope ou qu'elle glisse, l'essentiel est bien que la communication avance.

GILLES VAN KOTE

LES HEURES DU STADE

ATHLÉTISME

Cross du *Figaro*. — 29^e édition, samedi 16 et dimanche 17 décembre, dans le bois de Boulogne à Paris.

ESCRIME

Tournoi de fleuret masculin. — Jusqu'à lundi 18 décembre à Leningrad (URSS).

FOOTBALL

Championnat de France. — Division 1, 23^e journée, dimanche 17 décembre. (Canal +, samedi 16 à 20 h 30, Nantes-Toulouse).

JUDO

Championnats de France. Jusqu'à dimanche 17 décembre à la halle Georges-Carpentier, à Paris.

PATINAGE ARTISTIQUE

Championnats de France.

— Jusqu'au samedi 16 décembre, Arnhem.

RUGBY

Championnat de France. — Cinquième journée de la deuxième phase, dimanche 17 décembre.

SKI ALPIN

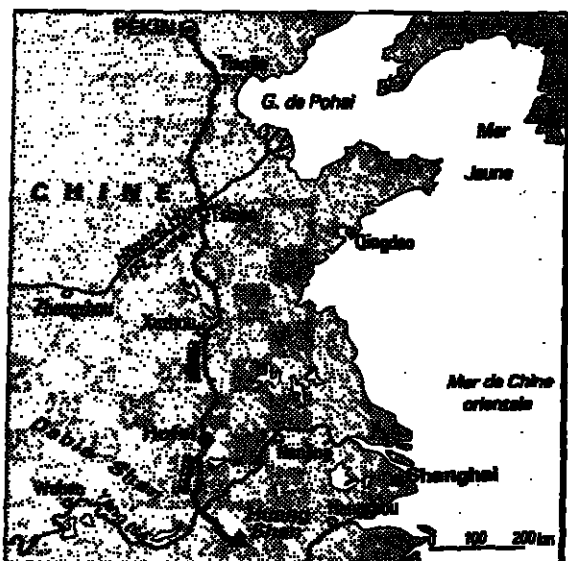
Coupe du monde. — Descente messieurs, samedi 16 décembre à Val Gardena (Italie). Slalom messieurs, dimanche 17 décembre à Madonna di Campiglio (Italie). Descente dames, samedi 16 et dimanche 17 décembre, à Panorama (Canada).

TENNIS

Coupe Davis. — Finale RFA-Suède, jusqu'à dimanche 17 décembre, Stuttgart (RFA). FR3, samedi 16, en direct, le double ; dimanche 17, à 14 h 40, derniers matches en simple.

Le Monde

SANS VISA



En suivant le photographe Marc Riboud dans le Huang Shan, massif montagneux à l'ouest de Shanghai. Un lieu où les Chinois viennent pratiquer leur art pictural et poétique. Sur le motif.



Les montagnes du ciel

Nous avons pris le train à Pékin en direction du sud jusqu'à Hefei dans le Anhui, une province pauvre qui connaît la famine pendant le Grand bond en avant de la fin des années 50. Le lendemain nous sommes partis à l'aube en autocar et il a fallu douze heures pour franchir les 360 kilomètres qui nous séparent du pied du Huang Shan. Un peintre de Hefei, M. Wang Tao, nous accompagnait. Après la traversée du Yangtsé, superbe, chargé de boue aux reflets d'un rouille clair et où naviguaient des trains de jonques comme on n'en voit plus ni à Shanghai ni à Hongkong, nous sommes entrés au Pays de l'eau.

Maintenant les rizières étaient incommensurables, scintillantes dans la pluie, d'un vert presque émeraude. Sur les collines des monticules indiquaient les tombes, des mares couvertes de lotus dont on mange la racine faisaient des taches dans le paysage. M. Wang Tao me montra du doigt d'autres taches, blanches celles-là, et posées sur les rochers : du papier de riz. Comment se fait le papier de riz, M. Wang Tao ? Avec de la paille de riz, de l'écorce d'arbre et d'autres choses secrètes... », me répondit-il. En riant bien entendu.

A la fin de la journée, alors que les montagnes étaient déjà visibles, nous sommes passés devant quelques très belles maisons de la dynastie Ming, pas très grandes, rectangulaires, passées au crépi blanc : le toit de tuiles noires se relevait aux quatre coins, la porte était plantée au centre entre deux fenêtres symétriques et surmontée d'admirables dessins ou calligraphies de l'époque. Nous avons dormi au pied des montagnes dans une petite maison thermique appelée le « Lien des sources chaudes ». Le jour n'était pas tout à fait levé quand deux porteurs sont venus prendre nos sacs, ils sont partis sans nous attendre, sans doute avec l'espoir d'avoir le temps de redescendre et d'entreprendre un deuxième voyage dans la même journée. La vitalité des Chinois, leur bonne humeur, et aussi, il faut le dire, leur lutte sans merci pour l'existence ne cessent jamais de me surprendre.

Il y avait du soleil quand nous avons traversé la petite ville jusqu'à la grande arche que nous avons franchie. Nous commençons à mettre nos pas dans ceux du poète Li Po (qui vivait au 8^e siècle) et des peintres célèbres, particulièrement du 17^e et 18^e siècle. Shi Tao se rendit plusieurs fois au Huang Shan pour y chercher l'inspiration et la sagesse.

D'abord ce fut un sentier puis, très vite, commencèrent les premières des milliers de marches taillées à la main, inégales, obéissant à la nature du terrain, attaquant la montagne de face ou louvoyant ; de

petits piliers enfoncés à intervalles plus ou moins réguliers permettaient de se croiser ou de reprendre souffle.

Bientôt nous sommes entrés dans une brume légère et mobile qui laissait apparaître les montagnes et les arbres, puis vient du brouillard. Nous avons assez vite compris que nous avions pris un chemin en principe réservé aux coolies qui transportaient les matériaux nécessaires à la construction par une société japonaise d'un téléphérique qui devait être inauguré en octobre 1986. Pendant les cinq ou six heures de montée nous n'avons cessé de les côtoyer. Quand on ne les voyait pas on entendait leur mélodique rythme en deux temps et sur deux sons : « Ho-Ho, Ho-Ho ». Ils nous dépassaient ou nous les rencontraient, accroupis, silencieux, se reposant quelques minutes, parfois fumant une cigarette. Leur charge individuelle était de 60 à 75 kilos. Ils marchaient, deux par deux, l'un derrière l'autre ou en légère diagonale si c'était possible. Pas un animal de bât n'aurait pu accomplir leur travail.

Les ailes de Mercure

Nous avons suivi longtemps les six porteurs d'un câble d'une seule pièce, ils avançaient en maintenant une longue distance entre eux et ils chantaient en se répondant. D'autres étaient chargés de poteries, de plaques métalliques, de bambous de 10 mètres. Marc leur demanda l'autorisation de les photographier, ils le refusèrent en disant comme raison qu'ils n'étaient pas « assez soignés et propres ».

A la lente montée des hommes chargés s'opposait la descente de ceux qui avaient déposé leur fardeau là-haut et repartaient vers la vallée ; ceux-là avaient les ailes de Mercure aux pieds : comme nous l'apprenions plus tard, ils étaient payés à la pièce et ils couraient prendre une autre charge, le balancier de bambou replié et posé sur l'épaule.

Quand un rayon de soleil perçait, le granit prenait des reflets roses, presque mauves comme certaines bruyères pâles. L'air commençait à sentir bon, c'était le parfum des pins. Subitement, je vis devant moi se déchirer un nuage et apparaître deux pics, « Les Soldats de l'Immortel » et « Le Mandarin regardant jouer les joueurs d'échecs », me précisait M. Wang Tao.

Le rythme se ralentit quand nous approchâmes du chantier. Les coolies faisaient la queue sur les marches car chacun d'eux devait donner à poser sa charge comme il l'avait fait au départ. Ce contrôle permettait de s'assurer qu'il ne s'était pas débarrassé en cours de route d'un poids trop lourd.

L'Hôtel du Nord avait l'allure et la dimension d'une caserne ; des

l'entrée, on était saisi par l'odeur d'urine et de tabac mouillé mélangée à celle des cuisines. Les longs couloirs et les chambres aux murs de béton suintaient d'humidité, devant chaque porte on avait déposé un crachoir et un thermos. Il y avait quatre lits par chambre ; coquettes et oreillers n'avaient pas été lavés depuis longtemps (ils s'auraient jamais séchés). Une bassine était posée sur une petite table, il fallait aller prendre de l'eau au bout du couloir, mais elle était coupée pendant la journée.

Les noces avec la mort

Dès l'après-midi, presque devant l'hôtel, les pieds dans la boue, nous avons vu bouger le paysage, d'un coup le vent d'ouest se leva et les montagnes, invisibles jusque-là, incroyablement proches de nous, surgirent ou plutôt jaillirent d'entre les nuages ; en un instant le ciel fut d'un bleu ardent, des pins superbes et centenaires se tenaient agrippés aux rochers, certains droits, d'autres penchés au-dessus des parois verticales comme s'ils regardaient les gouffres. Tous les Chinois se mirent à se photographier avec frénésie. Ce ne fut qu'un instant de beauté mais assez pour comprendre la fascination de Marc pour le Huang Shan. D'autres nuages approchèrent nous débordant le ciel, englobant les montagnes, ce fut à nouveau la mer prise. Apparition, disparition, des heures d'attente pour un instant de pure beauté, n'est-ce pas ainsi dans la vie ?

Devant le brouillard revenant, M. Wang, notre interprète, nous raconta le suicide d'une jeune femme abandonnée et de son amie qui, par affection, accepta de mourir avec elle en se jetant de là où vous êtes » dans le vide. L'amie resta accrochée dans un arbre, elle eut la vie sauve mais fut paralysée. « Ici on ne recherche pas les corps », ajouta-t-il. Oui, le Huang Shan, lieu de culture, est aussi un lieu que l'on choisit pour mourir et y venir en voyage de noces.

Le lendemain, des chambres furent libérées dans un pavillon dépendant de l'hôtel, on nous y installa, c'était le luxe : des chambres individuelles, de l'eau chaude une heure par jour, la télévision mais pas d'électricité pendant la journée, des souris et de curieuses petites sauterelles noires.

Les jours passèrent très vite, dès le matin nous partions à la recherche des montagnes. Il nous arrivait de marcher longtemps sans presque rien voir, si ce n'est le dallage soigné des sentiers et les arbutus qui les bordaient et où pendaient des gouttes d'eau, pour aboutir à une terrasse d'où le point de vue devait être beau mais qui ce jour-là était bouché ; nous nous heurtions à un garde-fou et nous savions que le vide était à nos pieds. Des Chinois arrivaient, nous interpellaient en

anglais et parfois en français : d'où venions-vous, quel était votre métier ? Est-ce que vous aimiez la Chine ? Ils étaient contents de l'ouverture de leur pays, peut-être qu'ils viendraient à Paris un jour... Oui, le nom-phare c'était Paris.

Ils allaient par groupes ou par couples, parfois ils étaient seuls, s'arrêtaient pour admirer un arbre ou rêver un poème. Les plus nombreux étaient les peintres, beaucoup de militaires aussi, épaulettes et boutons dorés. La plupart portaient des vêtements de ville et tenaient à la main, ou accroché à leur ceinture, sur l'épaule, un cabas qui contenait ce qui leur était nécessaire, peu de chose : un thermos, une petite serviette éponge, une brosse à dents, parfois un chandail ou un imperméable transparent, les plus légers et les moins chers, et, souvent, un appareil de photos. J'en ai rencontré qui montaient pour une seule journée, ils avaient quitté la vallée dans la nuit pour arriver à l'aube et aller directement vers l'est pour le lever du soleil si rarement visible, puis ils partaient vers d'autres montagnes ; au crépuscule, ils redescendaient sans avoir perdu une seule minute à dormir. Pour une poignée d'étrangers, un million de Chinois par an venaient visiter le Huang Shan.

Attente dans l'attente

Je me souviens d'une marche jusqu'à « la Mer de l'ouest » d'où l'on devait voir « la Route renversée » et « les Soldats des sages », le lieu s'appelait « le Pavillon qui repousse les nuages ». Notre langue attendue fut vaine ; nous sommes restés dans l'attente immobile à parler avec des inconnus qui, comme nous, surveillaient les nuages. Etrangement, l'attente elle-même devenait excitante, on imaginait, on voulait partir mais on restait à guetter les signes qui annonçaient peut-être le soleil. L'attente devenait désir.

Nous sommes revenus le lendemain, l'horizon clair se dégageait lentement, quelques écharpes de nuages restaient encore accrochées aux pics les plus acérés comme des plumes blanches plus légères que l'air et emportées par le vent.

Nous étions là depuis quelques jours déjà et chaque fois c'était le même émerveillement devant l'apparition lente ou foudroyante des montagnes. Les nuages s'élevaient lentement jusqu'à disparaître ou au contraire étaient aspirés comme un rideau de théâtre se lève, les pins d'un vert sombre mais lumineux semblaient accrochés avec passion au granit des parois abruptes qui dessinaient un V très fermé jusqu'au fond de la vallée ressermée, symbole de la femme étendue, où coulait une rivière que l'on n'entendait pas. Ce spectacle, souvent sphérique, faisait éclater

des applaudissements spontanés en hommage à la nature, si chère aux Chinois, et à la beauté.

Je ne me lassais pas d'observer le jeu des nuages, leur soumission aux vents, leurs métamorphoses : spirales, lames, vagues, tourbillons, dentelles fragiles. Ils étaient parfois comme une fumée ou une haleine, montés du centre de la terre, ou un océan calme, et je devenais une île minuscule. J'aimais marcher dans le brouillard qui donne une irréalité aux choses, je me savais entourée d'un monde inconnu qui pouvait surgir et dont je guettais l'apparition, je me sentais l'esprit clair mais il m'arrivait aussi, quand la brume transparente laissait l'œil contempler le paysage, de devenir, dans un tableau chinois, ce petit personnage tracé par le peintre dans un coin ou au bord de l'eau.

C'était alors, en 1985, le deuxième voyage de Marc au Huang Shan ; depuis, il y est retourné trois fois, et sans doute est-ce par une sorte d'inspiration presque amoureuse et une connaissance intérieure qu'il a pu prendre des photos aussi parfaites et sensibles, exprimant le mystère et la splendeur poétiques de ce lieu qu'il trouve le plus beau du monde.

C'est par un matin idéal, dans une lumière moirée que nous sommes montés à la pierre nommée « Vents d'ailleurs en volant ». J'ai compté 1 200 marches pour atteindre la base de cette énorme pierre posée sur un socle naturel et percée, comme la tour de Pise, depuis l'époque glaciaire.

Nous sommes retournés à l'Est un jour de grand vent du nord pour

admirer un sommet appelé « D'où l'on commence à croire » ; plusieurs peintres étaient au travail, plus occupés à dessiner les arbres que les montagnes ; les branches des pins y sont particulièrement longues et gracieuses, étalées en éventails ouverts qui se détachent sur le ciel. Leurs aiguilles très fourmées brillent comme la fourrure d'un animal bien portant. L'un d'eux se dresse un ; il est mort, mais debout, couvert de graffiti-souvenirs, ses branches sont devenues des bras tourmentés et cependant il a pour nom « le Pin-qui-pousse-du-pinceau-de-rêve ». En tournant le regard on découvre « le Mont sublime » qui dégage lui, une sorte de sérénité avec son sommet arrondi et ses flancs symétriques couverts de forêts.

Avant de partir pour le Sud nous sommes retournés sur le chantier, Marc y était revenu plusieurs fois. J'ai observé l'arrivée des coolies ; certains étaient très jeunes, 14 ou 15 ans, la durée du travail ne les avait pas encore marqués mais les autres avaient des visages maigres aux traits tirés et un regard fixe.

C'était l'heure du repas et le chantier a commencé à se vider, les ouvriers sont allés dans leur dortoir prendre leur douche puis se sont mis à la queue devant le seul baraquement dont la cheminée fumait. Le chef de chantier interdit à Marc de photographier la peste.

ANNE PHILIPPE

Lire la suite page 19

REVOLUTIONNEZ VOTRE HIVER !

WEEK-END à Moscou ou Leningrad, à partir de 3 610 F

MINI-SEMAINE Moscou / Saint-Petersbourg, Leningrad / Novgorod, à partir de 4 060 F

(Paris - Pékin, en pension complète, du 5 janvier à la fin février)

Réervations auprès de votre agence de voyages habituelle. Renseignements et documentation :

Intourist
7, bd des Capucines
75002 PARIS
Tél. 47 42 47 40
Télécopie 47 47 87 28

EN JANVIER ET FÉVRIER A DES PRIX REVOLUTIONNAIRES

Intourist

AIR FRANCE

SANS VISA

LA TABLE

Retour aux terroirs

LA passion de Robert Courtine — alias La Reynière — est celle d'un homme gouverné par son goût de la cuisine française « sortie de la vieille terre gauloise », le « souvenir de ses campagnes fécondes », rappelle en son temps Marcel Rouff, l'auteur de la Vie et la Passion de Dodin-Bouffant (1924). Son premier ouvrage de grande diffusion, la Vraie Cuisine française (Marabout Service 1963), esquissait déjà, par un mélange de recettes, d'anecdotes et de traits de table, son dernier ouvrage comportant 1 200 recettes des terroirs de France, de Suisse et de Belgi-

que, que vient de publier La Manufacture. Le classement est ici effectué par terroirs issus des anciennes provinces. La revue des Annales de 1912 avait déjà publié — sur un registre analogue — les Recettes culinaires des provinces de France, agrémentées de contributions littéraires, parfois instantanées et souvent pittoresques.

Ouvrage utilement réédité par Philippe Sers en 1984. Une fois achevée la lecture de la Cuisine des terroirs, car cet ouvrage se lit — se déguste — comme un livre et non comme un répertoire, avec ses recettes, ses commentaires et ses souvenirs, on ne peut s'empêcher de s'interroger. Non pas sur la querelle, justement enterrée depuis l'époque de Voltaire, des mérites de la « nouvelle cuisine », mais sur l'évolution actuelle de nos habitudes de table. L'industrie agro-alimentaire, l'électroménager, les techniques de production et de conservation, qui mettent à mal le « produit », n'ont-elles pas déjà condamné les traditions régionales ? Le retour aux « gauches » et à la soupe aux choux est-il possible. Il faut donc inventer et continuer. C'est la voie — l'appel — que marque cet

ouvrage important. Nostalgie d'une bourgeoisie venue de la province et qui se détourne des modèles aristocratiques, confinés aujourd'hui dans le snobisme ? Sans doute. L'intention de l'auteur à cet égard est on ne peut plus claire, qui entend « contribuer à la redécouverte d'une cuisine originale, celle de notre sensibilité première ».

Mais que reste-t-il du retour à la terre lorsque le « vrai produit » a disparu ? Introuvables, les multiples variétés de pommes de Normandie, la caville, la grand-alexandre. Le gibier est pour moitié d'élevage, comme le poisson bien sûr : l'écrevisse d'importation. Et l'échalot ? Japonais, comme les huîtres.

L'esprit de la cuisine des régions hante le concient des Français. A Robert Courtine revient le mérite d'en rappeler l'origine et d'en marquer les limites, car l'on mange aussi avec sa mémoire ! L'esprit du temps s'est bien accordé avec le patient travail du successeur de Courtine. Un travail d'une précision étonnante lorsqu'il différencie justement la cuisine des artoisais « à la bari-goule » et « à la bérigoule ». Charles Maurras aimait la bouille,

baïse, et Léon Daudet la bounide, nous dit-il dans ces notes qui accompagnent chaque recette et illustrent l'esprit du terroir. Nous pouvons témoigner que le poète Pierre Emmanuel préférerait « l'alga-sau », injustement oubliée dans la nomenclature provençale.

Mais combien de plats, de façons, de savoir-faire, d'appellations, retrouvés grâce à cette anthologie unique ? C'est une porte ouverte sur notre passé, qu'il suffit de franchir — non pour imaginer les saveurs d'autrefois, mais pour mettre notre goût, notre palais curieux, au diapason de l'émotion que procure la visite d'un bâtiment de qualité, l'audition d'une œuvre musicale ou la contemplation d'un chef-d'œuvre artistique. La cuisine des terroirs hâsse au niveau d'un art vivant ? D'un art de vivre ? Peut-être — si, comme le fit un moment Jacques Maritain, les chefs comprennent ce que Robert Courtine a voulu leur faire comprendre.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

LA CUISINE DES TERROIRS. La Manufacture (Lyon) 1989 — 495 F.

Le Gault-Millau 1990

CINQ mille huit cents restaurants et hôtels tant en France qu'en Suisse et Belgique, cartes et plans de ville, voilà le Gault-Millau 1990 (140 F).

Il faut toujours apporter du nouveau au public : les toques rouges ou noires, les notes de 18,5 sur 20 même, si elles s'augmentent cette fois de l'Auberge de l'ill à l'illéusien, le restaurant justement renommé des frères et fils Haeblerlin, ou encore de la Côte d'Or de Saulieu (où Bernard Loiseau tente de faire oublier le grand Alexandre Dumas), et de Marc Veyrat à Annecy, ne suffisent sans doute plus puisque les deux compères ont créé... les Cuisiniers du siècle III !

Ce sont, tenez-vous bien, Joël Robuchon à Paris, Girardet à Crissal (Suisse) et... Paul Bocuse (qui nonobstant n'était pas les 18,5). On en reparlera.

Citons parmi les promotions à 19/20 Pic à Valence, ce qui

est justice, tout comme le Viverais parisien de l'avenue Victor-Hugo. Le cher Claude Peyrot doit se demander ce qui lui arrive...

Avec Brécourt (à Cancale) et Petermann's Kunststube (Zurich), on citera aussi, avec 18/20, la Palme d'Or de Cannes et l'Arpège à Paris. Onze heureux accèdent au 17/20 mais, par contre, on notera la perte de la troisième toque pour le Grand Vefour (pourquoi diable la lui avoir maintenue après Raymond Oliver ?), pour la Marée (rue Daru) où Eric Tromprier a dû mal à succéder à son père malgré bien de la bonne volonté (mais ce n'est qu'un mauvais passage, souhaiçons-le !) et Laurent aux Champs-Élysées, où la cuisine n'a jamais été si parfaite, le cadre si élégant, la cave mieux surveillée... Mystère ? Enfin, Madame Régine, en face, sera du moins satisfaite de cette gaffe !

L. R.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Beaume »
92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils au Château de Beaume 70-3282 BEAUME CEDEX Tél. 03-23-44-41 - Tél. Becher 206267

GASTRONOMIE

ASHOKA
GRILLADES ET CURRYS
Du Nord de l'Inde
5, r. Dr J.-Clémenceau, 15^e
F/dim. et lundi midi
45-32-96-46 et 45-32-77-47
Recommandé par Gault/Millau

POUR VOS INVITATIONS LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française et son soufflé
Menu à 190 F NET
36, rue du MONI-THAÏER (près de la place Vendôme)
2^e étage. Réservation : 42-40-23-16. F. d'ill.

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. 1. LAMAT-LABONNETTE, JURANÇON. Tarif sur demande.

Commandez votre **CHAMPAGNE DES FÊTES**
Priorité à la qualité
Expérience de la différence
Elaboré en France de châteaux
Cuvée exceptionnelle des années

LES LYCÉES VIDÉOLES DE FRANCE
se sont associés pour que vous puissiez continuer votre CAVE en une seule commande (Dordogne, champagne, bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Ecoles Lycée vidéo, 71260 DAVAYE Tél. : 85-35-85-82.

CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR
Millésime 83
BLANC DE BLANCS BRUT
Toutes cuvées tarifs sur demande. CL. DUBOIS « Les Aliméniches » 51400 VENTEUIL (cote d'Or) Tél. : (16) 26-58-48-37.

Avec « FRANTOUR VOYAGES » Découvrez LA THAILANDE ET LES ANTILLES

LA THAILANDE
— départ de PARIS chaque vendredi du 22 décembre 1989 au 27 avril 1990
— retour à PARIS chaque dimanche du 31 décembre 1989 au 6 mai 1990
Circuits : LA THAILANDE EN LIBERTÉ PARFUMS DE SIAM DE BANGKOK AU MEKONG

PRIX PAR PERSONNE, selon la date de départ et la date de retour : de 4 990 F à 8 680 F

LES ANTILLES
— séjour à l'hôtel FRANTOUR « LE CALALOU » (côte à l'Anse en Martinique)
— départ de PARIS tous les mardis
— retour à PARIS tous les mardis
— voyage PARIS/PORT-DE-FRANCE et retour
— chambre et petit déjeuner
PRIX PAR PERSONNE, selon la date de départ : de 6 375 F à 9 465 F

RENSEIGNEZ-VOUS
— Dans toutes les agences de voyages agréées « FRANTOUR VOYAGES »
— pour recevoir la brochure : téléphone (1) 42-29-91-91
— boîte postale : 24 75362 PARIS CEDEX 06.

VOYAGES

Les montagnes du ciel

Suite de la page 17

A la reprise du travail, deux hommes sont sortis de la pierre chargés d'un énorme bloc de granit, ils avançaient lentement, à petits pas irréguliers, le visage crispé, la bouche entrouverte, le « Ho-Ho, Ho-Ho » devenait un gémissement plaintif qu'une machine leur chargeait à si pesante que leurs épaules penchées vers le centre se rejoignaient. Je ne vis qu'une seule machine sur le chantier : une bétonnière montée à bras d'homme comme tout, absolument tout, ici.

Le temps était venu de partir pour « l'Ecran de jade » sur le versant sud du massif. Trois porteurs, deux filles et un garçon, sont montés de la vallée la nuit pour arriver le matin, prendre nos bagages et repartir aussitôt vers le Sud. (Ils redescendront sans prendre de repos.)

Nous sommes partis en groupe, le voyage a été long, cinq ou six heures de marche dans un paysage qui changeait rapidement après un passage dans la terre boueuse. Les roches devinrent gigantesques, arrondies, polies et un plus en font des stèles, mites ou de pics aux arêtes coupantes. La brume ensablée du départ se transforma en brouillard opaque. Les marches étaient difficiles à gravir, hautes, interrompues et peu profondes, elles obligeaient à placer les pieds en position ouverte comme font les danseuses classiques. Je m'efforçais de me concentrer et de ne penser qu'à la marche suivante. Beaucoup de roches étaient d'une seule couleur et toujours noires et brillantes.

Parfois, un voyageur venant du Sud nous croisa et par le jeu des nuages, qu'il apparaissait en haut d'une volée de marches, il semblait descendre du ciel. Le vent soufflait, personne ne parlait, Marc photographiait. On aurait dit que son regard sur tout ce qui nous entourait et son visage ne fixaient plus qu'un, l'un et l'autre doués du même pouvoir de rapidité visuelle et de composition. Et quoi de plus favorable à l'improvisation que le brouillard et ses incessantes variations !

De cette longue marche je garde le souvenir d'une roche émergeant du brouillard comme une balaine de l'océan, immense obélisque, lisse et luisante, faite pour être caressée, et mal nommée : « la Tourne et le crocodile ». L'Ecran de jade était un ancien temple adossé à la montagne et précédé d'une terrasse où s'élevait le pin d'acacia. Marc m'indiqua la direction de « la Capitale du ciel » la plus belle montagne, disait-on, et la plus difficile à gravir de tout le massif.

Le lendemain de notre arrivée le jour se leva sur un ciel clair, au loin une légère vapeur se dissipait. Près de l'hôtel on avait installé en carrousel une dizaine de courts-pources sur la beauté du lieu et, un peu plus loin, extraordinairement réaliste, se dressait une pierre lisse et droite enfoncée en son extrémité en forme de phallus. Les voyageurs venaient s'y adosser et s'y prendre en photo puis ils partaient

vers la terrasse, s'y photographiaient encore, avec comme fond, cette fois, les montagnes et les pins. Un homme solitaire se photographiait lui-même sur toutes les faces grâce à un diadème à rétroéclairage. L'hôtel diffusait une affreuse musique alors que l'on entendait au loin le « Ho-Ho, Ho-Ho » habituel des coolies. Lorsqu'ils croisaient des touristes, on s'efforçait pour leur laisser le passage ; peut-être est-ce à la révolution de 1949 que l'on doit cet égard ? Nous obéissions beaucoup de jeunes habitants comme les étudiants européens : jeans, t-shirts, Adidas.

« La Montagne du ciel » est bien la plus belle et la plus vertigineuse du massif. Les marches, la aussi créées dans le granit, avaient été dit-on, offertes par la venue d'un général du Kookomintang fusillé par les communistes, pour célébrer la mort de son mari et symboliser sa montée vers le ciel.

Nous marchâmes en silence pour éviter l'essoufflement, des rînes en fer baissaient les passages les plus à pic. La toute dernière partie de l'ascension comporte un passage appelé « le Dos-de-la-carpe », il est court par la distance mais il prend du temps pour être franchi ; la roche est droite, presque verticale et une rampe faite de chaînes rouillées permet de se cramponner avec les mains pendant que les pieds cherchent un appui. Le lieu de passage est si étroit qu'un ne peut s'engager qu'un à la fois. L'attente, tout devient facile, quelques centaines de mètres sur un sol solide, et ça et là encore des marches.

Vue d'ici, la montagne où s'adosse l'Ecran de jade semblait à un gigantesque arc-boutant aux feuilles imbriquées les unes dans les autres. Entre deux pics, sur une chaîne tendue, des centaines de cadenas fermés et parfois agrémentés d'un ruban restaient comme traces des visiteurs — des couples d'amoureux le plus souvent — qui en avaient gardé la clé.

Pendant la révolution culturelle des slogans furent gravés et peints ; ce fut un grand travail de les faire disparaître.

Le lendemain, c'était le premier novembre. En une seule nuit le froid était venu avec le vent du nord, le brouillard gelé. Nous sommes redescendus par le sud en suivant une alternance d'escaliers et de sous-bois ; quelques Chinois vendaient des champignons aux vertes apothéoses qu'ils appelaient amadouviens. Tout en marchant je me répétais que plus jamais je ne verrais ces montagnes. Je voulais garder intact mon souvenir d'un Finang Shan avant l'ouverture du téléphérique.

ANNE PHILIPPE

► LIVRE, EXPOSITION. Les photographies de Marc Riboud font Folio d'un livre, Huang Shan (Arthaud, 140 pages, 87 photos, 390 F, Le Monde du 16 décembre) et d'une exposition, sous la Pyramide du Louvre, jusqu'au 4 février prochain. Du 22 décembre au 4 janvier, cet espace est ouvert de 12 h à 21 h 45.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
39 CH. DES VIGNES ET CLERMATISSEES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-43-56 - Tél. 478 418.
Tél. 93-16-17-49.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Plais centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Côte basque

64600 ANGLET

HOTEL de la RÉSIDENCE de CHIBERTA et du GOLF ***
« Un deux à 300 m de la Plage et au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 220 F
quinzaine 1 930 F - mois 3 400 F
Valables du 1/11/1989 au 31/3/1990 (sauf du 26/12/1989 au 31/1/1990)
Possibilité petits déj. et repas
Maritimes-ville et aéroport à 3 km
104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. rés. : 59-53-15-16.
Tél. 573 412. Fax 59 52 11 23

Montagne

06350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Hôtel LA MAISON DE GAUDISSART
Stage ski de fond randonnée peau de phoque (16) 92-45-83-29.

06350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site class. Stat. village. Piste. Fond. Plus hte comm. d'Europe 2040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08

App. et chambres avec cuisinette. Grill. de 650 à 1 500 F/pers./sem.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

07510 USCLADES-RIEUTORD

SKI DE FOND-DÉTENTE-AIR PUR
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS
FERME DE LA BESSE 07510
USCLADES-RIEUTORD. 75-38-88-64.

Gud-Est

Paris/4 h par TGV (Montfimer). Site exempt micro-climat, prom., musical. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Chânes gd est. prix d'ivier. Mireille Colombe. Tél. : 75-26-12-89. Auberge du village d'Aubres, 26110 Noyons. Fax : 75-26-38-10.

Grande-Bretagne

LONDRES

RUSHMORE HOTEL 11 Trevorvir Road, Earl's Court, Londres SW5. Tél. : 19-44-1-370 3839/370 6505. Fax : 19-44-1-370 0274.

Pressés un week-end ?
A Londres pour les fêtes de Noël. FAITES VOS ACHATS CHEZ BARBORS, BURBERRY, SIMPSON, ETC.
Rushmore, hôtel situé au cœur de Londres, vous offre des prix spéciaux (ch. 1 pers. : £ 90 ; ch. 2 pers. : £ 40 ; ch. 3 pers. : £ 50) du 26/12/89 au 1/1/90. Profitez de cette occasion et réservez au moins deux nuits par téléphone ou par télécopie.
(N.B. : Petit déjeuner compris).

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-43-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Corti, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1400 m. Hôtel SYLVANA ***
(panoramique). Chambres tout confort. Prix selon saison à 50 m des pistes de ski. Famille Boll. Tél. : 19-41 25/34 11 36. Fax : 19-41 25/34 16 14.

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max) dans ferme du XVII^e s., confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.-c., table d'hôte, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique.
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et semaine comprise, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOY

SOCIÉTÉ

L'histoire et la calomnie

Klaus Barbie et M^e Vergès réitèrent leurs accusations sur les trahisons internes à la Résistance en 1943

Klaus Barbie, l'ancien chef du service de renseignements de la Gestapo durant l'Occupation, a été longuement entendu, jeudi 14 décembre, par le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy. Interrogé sur les conditions de l'arrestation des chefs de la Résistance, dont Jean Moulin, à Caluire le 21 juin 1943, il aurait indiqué, selon son avocat, M^e Jacques Vergès, que Raymond Aubrac, du mouvement « Libération », était, avec René Hardy, responsable de « Résistance-Fer », le traître qui avait « donné » la date et l'heure de la réunion. M^e Vergès relance ainsi une nouvelle fois cette accusation contre Raymond Aubrac, accusation pour laquelle l'avocat fut condamné.



Mais il avait été arrêté par les Allemands...

Voilà une bonne trentaine d'années que le général de Gaulle l'écrivait dans ses *Mémoires de guerre*. Jean Moulin, son représentant sur le sol de France, son envoyé spécial fut « trahi, fait prisonnier, affreusement torturé par un ennemi sans honneur ». Est-il une seule personne, ayant vécu sous l'Occupation ou s'intéressant à cette période, qui ne le sache ? Jean Moulin, unificateur de la Résistance pour les uns, chargé des infirmités de la Résistance extérieure pour les autres, fut effectivement « donné » à la Gestapo et il n'y a que M^e Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, pour le redécouvrir périodiquement et mener grand tapage.

Les années passant, les mystères de l'arrestation de Caluire se sont en effet singulièrement estompés. Et le nom du chef de service des sabotages des chemins de fer, René Hardy, autrefois prononcé avec prudence, parfois réticence, est désormais avancé sans hésitation par les historiens comme celui de l'homme qui a trahi. Deux fois jugé après-guerre, en 1947 et 1950, défendu par l'extraordinaire Maurice Garçon, il fut certes acquitté.

Lors de son second procès, Rémy Roure, lui-même grand résistant et éditeur de *Le Monde*, indiquait dans ces colonnes : « Le chef de « Résistance-Fer » avait affirmé qu'il avait pu le 8 juin 1943 échapper aux policiers allemands qui le guettaient depuis Lyon, et nous avions écrit que s'il mentait sur ce point capital sa culpabilité était vraisemblable. Il a menti. Arrêté et libéré, sa présence n'importe où mettait ses camarades de combat en péril. Il n'avait pas le droit de taire son arrestation. Il n'avait pas le droit, étant fatalement surveillé, de se trouver à la réunion de Caluire » (1).

Or René Hardy y alla, se sachant suivi par un agent de la Résistance manipulé par Klaus Barbie, alors responsable du service de renseignements de la Gestapo à Lyon. Il s'y rendit, parfaitement conscient de l'importance de cette réunion organisée au domicile du docteur Dugoujon, dans la banlieue lyonnaise.

Depuis deux mois, toute une série d'imprudences, d'arrestations et de retournements avaient en effet considérablement déstabilisé les

réseaux clandestins en lutte contre les nazis et conduit à la décapitation de l'Armée secrète. Le 28 avril 1943, l'interpellation à Marseille du secrétaire du chef régional des Mouvements unis de résistance (MUR), Multon, devait avoir des conséquences terribles. Passé au service des Allemands en échange de la vie, Multon contribuait à l'arrestation de cent vingt de ses anciens camarades et communiquait la date et l'heure d'un rendez-vous entre René Hardy et le général Delestraint, « patron » de l'Armée secrète, le 9 juin 1943.

Un coup terrible

Le renseignement était exact. Le général Delestraint fut arrêté tandis que Hardy, reconnu deux jours plus tôt par Multon dans un train le conduisant à Paris, était lui aussi interpellé, interrogé et rendu à la liberté à Lyon, le 10 juin. Une mécanique implacable était alors enclenchée. Non seulement les Allemands « tenaient » le général Delestraint mais ils allaient « remonter » patiemment jusqu'à Jean Moulin.

Le représentant du général de Gaulle en France, apprenant le coup terrible porté à l'Armée secrète, entend en effet prendre une série de mesures provisoires dans l'attente des ordres du chef de la France libre. Il finit au 21 juin, à Caluire, la réunion des responsables militaires de la Résistance, ignorant que les consignes de prudence habituelles seraient enfreintes.

De fait, le 21 juin en début d'après-midi, René Hardy accompagna, à la demande de Pierre Bénouville, Henri Aubry à la maison du docteur Dugoujon pour faire valoir le point de vue de l'organisation Combat.

Bien d'autres personnes doivent assister à la réunion de Caluire : Bruno Laret, les colonels Lacaze et Schwarzfeld, André Lassagne et Raymond Aubrac. Y aurait-il un autre traître que René Hardy parmi eux ? Qui l'affirme depuis plusieurs années M^e Vergès avec une sorte de joie mauvaise : Raymond Aubrac, du mouvement Libération. Longtemps agitée avant le procès Barbie, cette « révélation » sans preuve de l'avocat a pourtant fait long feu durant le procès lui-même.

M^e Vergès n'avait-il pas fait citer Raymond Aubrac ? N'a-t-il pas eu tout le temps d'interroger ? Et après avoir tant annoncé aux médias qu'on allait voir ce qu'on allait voir, n'est-il pas vrai que l'on a rien vu ? ... l'effet Vergès était ce qu'il est, ceux qui redoutaient cette journée du 15 juin 1987 comme

FESTIVAL DES LIVRES A PRIX RÉDUITS

LIVRES NEUFS
LIVRES ANCIENS
LIVRES D'OCCASION
15-16-17 décembre 1989
de 9 h à 19 h 30
Régis-Hollard-Jun
69, rue Victor, Paris 13^e
Métro : Porte de Versailles
Entrée : 10 F au profit des Restaurants du cœur

ceux qui mettaient en elle de secrètes espérances de scandale, en pouvaient croire qu'elle apportait un aussi misérable bilan. Écrivait Jean-Marc Théodores dans *Le Monde* après cette audience.

« Une paire de claques »

Au reste, pour avoir tenu des propos tendant à indiquer que Raymond Aubrac était le traître de Caluire dans le film de Claude Bar. Que la vérité est amère, M^e Vergès ne fut-il pas sanctionné, en 1987, par la 17^e chambre correctionnelle ? condamnation confirmée par la Cour d'appel.

Sa persévérance à jeter le trouble est assurément remarquable, tablant sur la mémoire courbe des uns des autres, n'offrant jamais le moindre document ou le plus petit début de preuve à l'appui de ces affirmations. M^e Lucie Aubrac, veuve de Raymond Aubrac, excédée par ces insinuations, s'est contentée de déclarer après les nouvelles déclarations de l'avocat de Barbie : « Je crois que si je rencontre Vergès, je vais lui allonger une paire de claques du haut de mes 77 ans, parce que vraiment, ça ne peut plus durer ».

A vrai dire, l'entêtement de M^e Vergès est étrange puisqu'il fait fi des déclarations de son client préféré. Dans le long interrogatoire en date du 16 juillet 1948 qu'il eut avec le commissaire Louis Bibes dans la zone d'occupation américaine en Allemagne, Klaus Barbie ne parle jamais de Raymond Aubrac en termes accusateurs.

Et depuis deux ans que le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy, instruit le dossier de l'affaire Caluire, jamais Barbie n'évoque une possible trahison de Raymond Aubrac. L'aurait-il vraiment fait, comme l'affirme M^e Vergès, au terme, jeudi 14 décembre, d'une longue procédure et dans une ultime bravade ?

LAURENT GRELSAMER

(1) Cet éditorial est reproduit ainsi que les compte-rendus d'audiences du procès de 1950 par André Fontaine dans *Procès d'après-guerre*, dossier présenté et édité par Jean-Marc Théodores, La Découverte-Le Monde, 1985. On peut également se référer utilement au *Barbie de Ladjalas* de Hoyos paru chez Robert Laffont en 1987, et au premier volume de la biographie de Jean Moulin de Daniel Cordier, paru cette année aux éditions Jean-Claude Lattès.

L'affaire de Caluire

Deux ans et demi d'instruction

L'instruction de l'affaire de Caluire, ouverte en juin 1987, est dirigée par le doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy. Il s'agit de déterminer si Klaus Barbie, chef du service de renseignements de la Gestapo à Lyon, a lui-même ordonné la déportation des chefs résistants arrêtés à Caluire, dans la banlieue lyonnaise, le 21 juin 1943.

Or il semble bien que l'instruction ne soit pas parvenue actuellement à établir que Barbie a personnellement ordonné la déportation des résistants réunis à Caluire. Transférés à Paris, les résistants et leur chef Jean Moulin auraient été convoqués en Allemagne vers la mort sur ordre des policiers en poste dans la capitale.

Le long interrogatoire de Klaus Barbie, jeudi 14 décembre, correspondait ainsi à l'un des actes de cette procédure. Barbie a pleinement confirmé au juge d'instruction Hamy, dès 1987, ses déclarations de 1948 au commissaire Louis Bibes, dans lesquelles il révélait que René Hardy, chef de la « Résistance-Fer », avait trahi la Résistance et l'avait conduit jusqu'à Caluire. Cette fois, selon son avocat, il aurait indiqué que Raymond Aubrac, l'un des résistants arrêtés, aurait aussi été à l'origine de la « prise » de Jean Moulin.

L'instruction de l'affaire Touvier

Le procureur général de la Cour de cassation se prononce pour le regroupement des dossiers à Lyon

Dans la compétition qui s'est engagée entre Paris et Lyon pour savoir qui va instruire le dossier Touvier, Lyon vient de marquer à nouveau un point. Le procureur général de la Cour de cassation s'est prononcé dans son réquisitoire en faveur de Lyon. Les magistrats et Paul Touvier, ancien chef du service de renseignements de la milice à Lyon en 1943-1944, devraient être fixés d'ici la fin de l'année.

A son tour, le procureur général de la Cour de cassation indique clairement son souhait de voir l'instruction de l'affaire Touvier conduite exclusivement à Lyon. Après la requête du procureur général de la cour d'appel de Paris allant dans le même sens, M. Pierre Bizio vient en effet de transmettre sa demande au président et aux conseillers de la chambre criminelle.

L'hommage au juge Gatti

Le procureur général avance trois arguments principaux en faveur de son choix :

1) « des investigations nombreuses, rendues difficiles car elles portent sur des faits commis il y a quarante-cinq ans, doivent être effectuées sur place pour préciser l'activité exacte de Touvier à Lyon et ses environs, occasionnant ainsi des déplacements fréquents pour le magistrat ou les enquêteurs commis par lui » ;

2) Les « témoins des faits et les victimes de Paul Touvier ou leurs ayants droit, souvent âgés et résidant dans cette région, peuvent difficilement être entendus ou confrontés avec l'accusé de Paris » ;

3) Il « paraît naturel que soient instruits et éventuellement jugés à Lyon des faits qui se sont déroulés dans le ressort judiciaire de cette ville ou dans ses environs et qui sont maintenant étroitement liés à son histoire et à celle de ses habitants, cette donnée n'affectant en rien la sérénité nécessaire aux débats ».

Le procureur général, qui plaide ainsi pour que les deux dossiers d'instruction de Paris et de Lyon ne

fassent qu'un, rend au passage hommage, dans sa requête, à M. Jean-Pierre Gatti, « le Juge d'instruction de Paris qui a mené son information avec une particulière diligence ».

Que la requête de M. Bizio et celle du procureur général de Paris, M. Pierre Truche (*Le Monde* du 30 novembre), aillent dans le même sens montrent à l'évidence la détermination des parquets et de la chancellerie. Pour autant, plusieurs avocats des parties civiles comme M^e Jos Nordmann et Alain Lévy considèrent que, quelle que soit la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, le juge d'instruction désigné devrait conserver le lieutenant-colonel Jean-Louis Recordon pour diriger l'enquête sur le terrain.

Ce dernier, responsable de la section de recherches de la gendarmerie nationale à Paris, a, en effet, non seulement procédé avec ses hommes à l'arrestation de Paul Touvier, en mai dernier, mais aussi effectué le dépeuplement de nombreuses archives. Du coup, cet enquêteur est devenu l'une des « mémoires » de ce dossier judiciaire depuis près de deux ans.

Dans une lettre adressée au garde des sceaux, datée du 27 novembre et parue de Lyon, cinq associations qui se sont portées parties civiles, demandant d'autre part, elles aussi, que l'instruction du dossier Touvier soit conduite à Lyon (1). Leurs arguments sont sensiblement les mêmes que ceux développés par M. Bizio à cet égard : « la première plainte pour crimes contre l'humanité (dans le dossier Touvier) a été déposée à Lyon dès 1973 et que, dans ces conditions, nous ne pouvons être pénalisés du fait que les magistrats lyonnais de l'époque n'aient pas eu à instruire ce dossier exceptionnel ».

C'est en effet le refus des juges en poste à Lyon qui avait conduit la chambre criminelle de la Cour de cassation, en 1975, à renvoyer l'affaire devant la chambre d'accusation de Paris qui désigna un juge instructeur de Paris...

L. G.

(1) Il s'agit de l'UDCVR, l'ANACR, le MUADIR, le FNDRP et l'Association de Dachau.

Pour une tentative d'évasion

Nouvelles condamnations des mutins d'Ensisheim

Trois des responsables de la mutinerie avec prise d'otages qui avait embrasé, le 16 avril 1988, la maison centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) ont été, à nouveau, condamnés, jeudi 14 décembre, par le tribunal correctionnel de Colmar à des peines d'emprisonnement. Gérard Birou, trente-deux ans, Jean-Baptiste Péchon, trente et un ans, et Djilali Mihoubi, trente-deux ans, qui comparaissaient sans avocat, répondaient cette fois d'une tentative d'évasion le 6 avril 1988.

Cette tentative avortée les avait alors conduits au « minard », où la mutinerie avait, dix jours plus tard, pris naissance. Au terme de la révolte qui avait duré une vingtaine d'heures, on avait relevé une dizaine de blessés, tandis que les locaux étaient aux trois quarts détruits (*Le Monde* du 19 avril 1988).

Le tribunal a condamné, jeudi, Gérard Birou et Jean-Baptiste Péchon à dix-huit mois d'emprisonnement supplémentaires et a infligé un an de prison à Djilali Mihoubi. Les juges leur ont toutefois accordé la confusion des peines et ont également relaxé leur complice présumé, Aldo Dolcemascolo, sa participation à la tentative d'évasion n'ayant pas été formellement établie.

Les trois prisonniers s'étaient déjà vu infliger quatre ans d'emprisonnement supplémentaires et 300 000 F d'amendes, le 9 juin 1988, pour prise d'otages, incendie, violences volontaires et votes de fait (*Le Monde* du 10 juin 1988). Une peine qui avait été confirmée, au mois de novembre suivant, par la cour d'appel de Colmar.

Coiffe alsacienne et tchador

Le Front national et M. Spieler condamnés pour incitation à la haine raciale

Le tribunal d'instance de Strasbourg (Bas-Rhin) a condamné, jeudi 14 décembre, le Front national et un de ses anciens députés, M. Robert Spieler, pour incitation à la haine raciale à la suite de la diffusion, lors de la campagne des législatives et des régionales de mars 1986, d'une affiche électorale présentant une Alsacienne coiffée d'un tchador (*Le Monde* du 15 novembre). Les juges ont ainsi condamné le parti de M. Jean-Marie Le Pen et son ancien député du Haut-Rhin à verser solidairement un franc de dommages et intérêts et à payer 3 000 francs de dépens à la Ligue des droits de l'homme.

M. Spieler et le Front national ont selon le jugement présenté leurs idées « de façon provocante

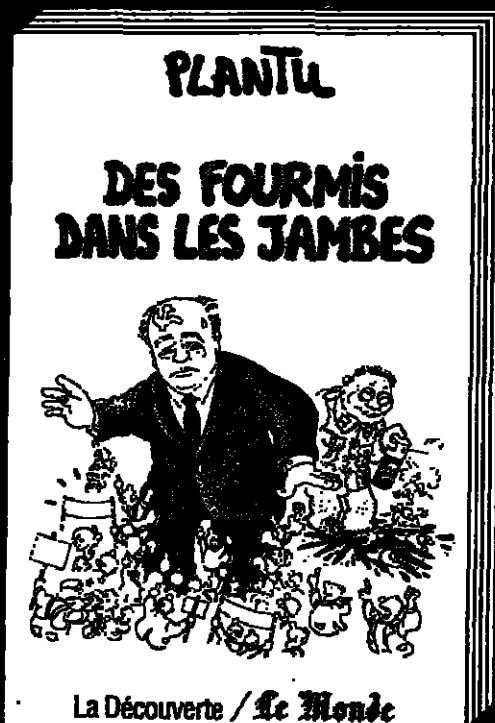
de manière à susciter des réactions racistes à l'aide de symboles et de slogans qui s'apparentent plus au message publicitaire qu'à la réflexion politique », les juges précisent également qu'il « ne peut être soutenu que tout discours politique tenu en période électorale serait réputé licite par essence ». « L'amalgame des symboles » contenus dans cette affiche, ont-ils enfin relevé, a créé « indubitablement un sentiment de rejet » à l'égard des étrangers « et plus particulièrement des Magrébins ».

La Ligue des droits de l'homme a parallèlement été condamnée à payer un franc de dommages et intérêts à M. Spieler qui avait déposé une demande reconventionnelle pour « procès injurieux et abusif ».

LE DERNIER ALBUM DE PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

En vente en librairie



La Découverte / Le Monde

Une coédition

LA DÉCOUVERTE / Le Monde

Avec le placement en garde à vue du maire RPR de Toul

L'instruction de l'affaire des fausses factures de Nancy se développe sur le terrain politique

NANCY

de notre correspondante

M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul (Meurthe-et-Moselle) était toujours en garde à vue, vendredi matin 15 décembre dans les locaux de l'hôtel de police de Nancy. Il avait été interpellé, mercredi, sur commission rogatoire de M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy.

Le jour même de l'interpellation de M. Jacques Gossot, le procureur de la République de Nancy, M. Georges Garrigue, a demandé à la Cour de cassation de désigner une juridiction qui introduirait le dossier. En qualité d'officier de police judiciaire, M. Gossot bénéficiera, en effet, d'un privilège de juridiction. En attendant, le juge Thiel continuera à mener normalement sa instruction. Il n'est pas interdit, au demeurant, à la Cour de cassation de laisser la responsabilité du dossier au juge de Nancy.

C'est dans son bureau du conseil général de Meurthe-et-Moselle, où il occupe les fonctions de vice-président délégué aux équipe-

ments, aux infrastructures et aux transports, que le maire de Toul, quarante-huit ans, a été interpellé par le SRPJ. Dans le même temps, les hommes de la section économique ont constaté que les deux tiers des deux ans travaillant sous la direction du juge Thiel sur cette affaire perquisitionnent au domicile de M. Gosset, ainsi qu'à la mairie de Toul. Si le nom du maire de Toul apparaît souvent dans cette affaire, il n'est pas le seul à être demandé au juge Thiel de l'incriminer afin « de faire valoir ses droits et démontrer son innocence ».

Il n'est pas le seul à être aussi clairement en première ligne, mais il est le premier élu politique, qui a été interpellé dans cette affaire.

Aujourd'hui le juge de Nancy mœ-
lins s'est déterminé à mener ses investigations aussi loin que possible.

Jusqu'à présent, le magistrat avait identifié les pourvoyeurs de fonds ainsi que le « collecteur » présumé, M. André Gusaï, entrepreneur de travaux publics à Toul. Mais si la plupart des vingt-quatre inculpés, chefs d'entreprise, entre-

preneurs en bâtiment, et gros distributeurs, ont déclaré avoir, au moyen de fausses factures, versé de l'argent destiné au financement des partis politiques, jamais le juge n'était parvenu à établir « la destination et l'affectation des fonds ».

Depuis l'époque où M. Gossez demandait au juge de l'inculper et où le parquet considérait « que rien dans l'état du dossier ne justifiait son inculpation », l'affaire a bien évolué. Et quelques observateurs ont pu constater que le rôle du rapporteur a été de plus en plus important, voire même, comme l'a écrit récemment M. André Guas, fraîchement libéré, et la mise en cause de M. Gossez. Il y a quelques jours, celui que l'on a considéré comme le « point nodal » de l'affaire, laissait entendre qu'il était « prêt à se battre pour le compte de divers politiciens », et qu'il allait livrer au juge « l'inculpation » : le nom de personnalité incriminée. En tout cas, intervenant en formation de M. Gossez, il a dit : « Ça m'insuffisant, on approche à grands pas de la vérité ».

MONIQUE RAUX

On chasse et on casse

Une quarantaine de travailleurs sénégalais ont passé plusieurs nuits à la belle étoile sur des matelas prêtés par l'association Emmaüs, au pied de l'immeuble parisien dans lequel ils logeaient, aujourd'hui à moitié démol.

Mercredi 13 décembre, vers midi, une quinzaine de vigiles avec chiens et matraques avaient évacué les vingt et un squatters présents au 13, rue Marx-Dormoy (18^e). Quelques heures plus tard, une équipe d'ouvriers commençait la démolition de l'immeuble.

Installés depuis juillet dernier dans ce bâtiment voué à la destruction par son propriétaire, la compagnie immobilière Pujos, les travailleurs immigrés se croyaient à l'abri de toute expulsion jusqu'au 15 mars, fin de la « trêve d'hiver ».

Refusant une solution provisoire proposée par la mairie, ils demandent à présent des « relogements corrects » et ont engagé une action judiciaire contre le propriétaire. Cinq d'entre eux ont commencé une grève de la faim pour protester contre cette expulsion illégale.

C Deux militants basques inculpés
à Ikerretia à Paris. — Membres
 présumés de l'organisation clandestine
 Ikerretaria, Daniel Haroitene,
 trente-cinq ans, et Jean-Ignace
 Anselas, trente ans, ont été
 inculpés, jeudi 14 décembre,
 d'infraction à la législation sur les
 armes, association de malfaiteurs,
 reconstitution de ligne dissoute,
 infractions en relation avec une
 entreprise terroriste par M. Jean-
 Louis Lemaître, juge d'instruction
 à Paris. Interpellés le 12 décembre
 dans la région de Bayonne (le Monde du 14 décembre),
 les deux hommes ont été
 placés sous mandat de dépôt.
 Le rapport est du 15 novembre.

□ Fusillade lors d'un contrôle d'identité à Toulon : un mort, blessé. — Un homme a été abattu jeudi 14 décembre, peu avant minuit à Toulon (Var), par des policiers sur lesquels il avait ouvert le feu. Les deux gardiens de la paix en uniforme effectuaient un contrôle de routine, vers 23 h, près de la cité HLM des Jonquières, auprès de deux hommes bavardant sur un trottoir. Lors de la fouille l'un d'eux, âgé d'une trentaine d'années, a sorti un pistolet de calibre 7,65 et a tiré, blessant très grièvement au côté l'un des deux policiers. Ces derniers ont riposté, faisant feu à trois ou quatre reprises sur l'agresseur.

Avis de tempête sur le nord-ouest de la France

La Météorologie nationale a annoncé qu'une dépression très creuse (950 hectopascals, anciennement millibars) devait engendrer, dans la nuit de vendredi 15 à samedi 16 décembre, une très violente tempête affectant le nord-ouest de la France jusque dans la journée du 16 décembre.

Dans la soirée du 15 décembre, le vent devrait souffler sur 100 kilomètres (110 à 120 km/h) (rafales) en mer et sur les côtes, un peu moins fort dans l'intérieur. Le 16 décembre, cette tempête devrait persister avec la même violence et s'étendre aux régions du Nord, de l'Île-de-France et des Pays de Loire. Ailleurs, notamment dans les régions atlantiques, les massifs montagneux et les vallées orientées nord-sud (comme celle du Rhône), le vent devrait être d'un peu moins de 80 km/h. Les creux de 7 à 7 mètres étaient déjà signalés dans l'Atlantique et devraient s'accroître à 8-10 mètres dans la matinée du 16 décembre.

Dans l'après-midi du 16, les vents deviendront peu à peu irréguliers sur le Nord-Ouest. Mais les fortes rafales persisteront, accompagnées d'averses ou parfois d'orages.

Dans le dédale des grandes surfaces

Dans l'affaire des fausses factures de Nancy, qui porte sur des détournements évalués à 20 millions de francs, le placement en garde à vue de M. Gosso intervient au moment où l'Assemblée nationale vient d'adopter un amendement prévoyant l'annulation des mandats de comparution de parti politiques. Le juge d'instruction à Nancy, encore chargé de l'affaire, M. Gilbert Thiel, entend guère que le dossier soit vidé des présomptions qui pèsent sur diverses personnalités politiques de la gauche. « Il y a eu des faits, et aujourd'hui de nouvelles informations lui permettant de savoir dans quelles caisses et dans quelles poches est allé l'argent des fausses factures. Au-delà du financement des partis politiques, le juge dispose de tous les éléments pour motiver des inculpations de corruption non amnistiables.

Maire de Toul depuis 1971 et vice-président du conseil général, M. Gossoit porte allègrement ses quarante-huit ans. Il sait alterner l'amabilité et les coups de gueule quand ils lui paraissent nécessaires. Il règne, dit-on, sur sa ville sans grande contestation. C'était du moins la réputation sans accroc qu'il avait jusqu'en décembre 1985.

Mais en 1986, à la suite d'attaques dont il est l'objet, il démissionne et se présente aux législatives. Son frère André Gussat est exclu du RPR, et les services fiscaux, avec l'aide de la P.I. en examinant la comptabilité de son entreprise, découvrent des factures factices pour des travaux qui n'ont jamais été réalisés. Parmi les interlocuteurs d'André Gussat, ils remarquent le groupe Cora-Réville (hypermarchés, produits de luxe, etc.), dont M. Michel Bonnier est le créateur du développement. Ce notable du district de la Vallée de la Saône, président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. Le groupe Cora est dirigé par Philippe Bouriez, le frère de Michel.

L'enquête aboutit rapidement à l'emprisonnement d'André Gusaï en octobre 1986. Trois mois plus tard, en janvier 1987, éclate le scandale : M. Michel Bourriez est, à son tour, incarcéré après avoir été inculqué par le juge Thiel d'abus de biens sociaux, de faux et usage de faux en écritures commerciales.

Décisions sous influence

L'instruction emprunte alors le dédale politique et financier des grandes surfaces : des partis politiques rempliraient leurs caisses électorales en « rackettant » les élus locaux ; les députés seraient les chefs soucieux de s'implanter dans la région. Ce « commerce », qui porterait sur 20 millions de francs au moins selon les documents d'information du commissaire d'arrondissement de la République du département, elle compte neuf élus locaux, dont six de la majorité d'alors, neuf représentants du commerce et de l'artisanat et deux membres du conseil municipal.

Après délibérations à huis clos, la commission publie ses décisions.

Le juge Thiel va constituer sur la CDC un énorme dossier. Le nombre de 20 millions de francs détournés ne sera qu'une partie de l'iceberg. Au lendemain de l'interpellation de M. Bonnier, M. Michel-Edouard Leclerc avait déposé avec fracas dans divers médias « le véritable racket » dont souffrait la France. Il avait dénoncé les grandes surfaces sous la pression des partis politiques de droite comme de gauche. Mais il ne cite évidemment aucun nom. Au fil des arrestations et des remises en liberté — dont celle de M. Michel Bouriez, la tension est très vite retombée. Le juge Thiel, magistrat instructeur. Au point même que M. Jacques Gossot, en mai 1988, adresse une lettre au juge Thiel : il demande à être lui-même inculpé afin de « mettre un peu de lumière dans ce dossier des faussistes qui vivent sur le bon compte ». Le geste pourrait paraître audacieux. En réalité, il relève davantage d'une tactique. M. Gossot, en qualité d'officier de police judiciaire, bénéficie du privilège de juridiction, et le juge Thiel pour sa part, dispose de la plénitude du dossier. Mais l'offensive de M. Gossot n'aboutit pas.

La libération d'André Gusaï

Le magistrat développe ses investigations en recherchant les bénéficiaires du circuit des fausses factures. Le juge s'obstine mais sans grand résultat, et le plus ancien des inculpés, André Gusaï, reste tout à fait muet lors de ses auditions.

En juin 1989, en plein débat national sur le projet de loi d'amnistie concernant le financement des partis politiques, le juge de paix de la Cour de Cassation, *« auto-blanchiment inavouable de la classe politique »*. A Nancy même, le magistrat aurait identifié les fameux bénéficiaires de la loi d'amnistie : *« Une bonne partie des sommes détournées aurait été versée dans les caisses du RPR. Mais le magistrat ne poursuit pas seulement le délit de détournement de fonds, mais aussi celui des fausses factures. Après avoir obtenu un suppléant pour délit de corruption, il suit une piste qui le ramène à plus ou moins dix ans en arrière et à la Cour de Cassation. Une autre partie des fonds ne serait-elle pas tout simplement détournée au profit d'intérêts privés ? Le magistrat ne s'arrête pas là, il poursuit les dépouilles d'un autre inculpé, M. Pierre Le Corre, un entrepreneur qui, après avoir versé de l'argent, n'a pas obtenu le marché qu'il escomptait. Le magistrat aurait cité des faits et des preuves »*.

Mais ce n'est que la semaine passée qu'intervient un fait, semblable à celui, décisif : André Gussat, l'entrepreneur de Toul et ex-ami de M. Goscor, est remis en liberté. Il disposera, dit-on, de pièces fort compromettantes. Ainsi des reçus de la propre main d'un élu important de la CDUC de Meurthe-et-Moselle et une lettre faisant état d'un versement fait par un responsable de la société Castorama (hypermarché du meuble) qui voulait implanter de nouvelles grandes surfaces.

M. Jacques Gossot, qui s'est retiré fin 1988 de la CDUC, aura sans doute à s'expliquer, même si ce n'est pas devant le juge Thiel.

DANIELLE ROUARD

RENAULT

**sans
rendez-
vous**

**BATTERIE
ECHAPPEMENT
FREINS
VIDANGE
AMORTISSEURS
PNEUMATIQUES**

[illegible]

PARIS NORD AUTOMOBILES - Rue Jacques Duclos - RN 370 - 93600 AULNAY - Tél: 48 66 30 65

BOISSY AUTOMOBILES - 51, avenue du Général Leclerc - 94470 BOISSY - Tél: 45 69 96 30

RENAULT BOULOGNE - 577, avenue du Général Leclerc - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT - Tél: 47 61 39 39

SA GARAGE DE LA RESIDENCE - 40, avenue du Maréchal Foch - 78400 CHATOU - Tél: 39 52 20 47

RENAULT COURBEVOIE - 8/18, boulevard G. Clémenceau - 92400 COURBEVOIE - Tél: 43 34 45 45

SVAC - 6, av. du Maréchal Delattre-de-Tassigny - 94000 CRETEIL - Tél: 48 98 02 10

GRAND GARAGE FERAY - 46, avenue du 8 Mai 1945 - 91102 CORBEIL - Tél: 64 96 92 13

RELAIS DES NATIONS - 258/272, avenue de la République - 94120 FONTENAY - Tél: 48 76 42 72

RENAULT PARIS SUD - 4, avenue de Stalingrad - 94262 FRESNES - Tél: 49 84 62 20

MAESA - 65, avenue du Général Leclerc - N 19 - 94700 MAISONS ALFORT - Tél: 48 93 19 17

RENAULT MANTES - 6, rue de l'Ouest - 78203 MANTES - Tél: 30 92 92 93

SA BRIE DES NATION - 4 et 8, avenue Pierre Mendès-France - 77420 NOISIEL - Tél: 60 05 92 92

GARAGE NATION - 42, rue Picpus - 75012 PARIS - Tél: 43 40 08 71

RENAULT GREENELLE - 230, rue Vaugirard - 75015 PARIS - Tél: 45 33 91 39

RENAULT POMPE - 105, boulevard Murat - 75016 PARIS - Tél: 47 43 98 60

RENAULT SERVICE C'EST UN DROIT COMPTAIS

MÉDECINE

Réuni à la Sorbonne pour ses journées annuelles

Le Comité national d'éthique réclame une « stricte limitation » de l'utilisation des empreintes génétiques

M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, devait ouvrir vendredi 15 décembre dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne les « Journées annuelles du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ». Ces journées seront clôturées le samedi 16 décembre par M. Jacques Chirac. Consacrées aux rapports entre l'éthique et son enseignement, ainsi qu'aux droits de l'homme face au développement des neurosciences, ces journées sont aussi marquées par la présentation de deux avis du comité national concernant la diffusion de la technique des empreintes génétiques et la recherche médicale et scientifique sur l'embryon humain.

« Les techniques d'empreintes génétiques peuvent mettre en danger le système de l'état civil, le secret de la vie privée, le principe de non-discrimination en raison de l'état ou de la parenté, ou encore la liberté du travail », estime le comité éthique. L'avis de ce comité concernant les empreintes génétiques est important en ce sens qu'il vise à obtenir au plus vite une réglementation de cette technique récente, révolutionnaire et qui connaît une diffusion de plus en plus large en France comme à l'étranger. Cet avis conforte d'autre part la position de plusieurs responsables inquiétés des atteintes aux droits de l'homme inhérentes au développement anarchique de ce procédé.

Mis au point en 1985 par le professeur Alex Jeffrey (université de Leicester), la technique des empreintes génétiques consiste schématiquement à visualiser sous la forme de « codes à barres », grâce à une sonde d'ADN, certaines régions hautement spécifiques du patrimoine génétique des êtres humains, des animaux ou des plantes. L'identification ainsi permise, à partir de prélèvements extrêmement simples de sang ou de salive, à quelle personne peut être rattaché un échantillon biologique (tâches de sang ou de sperme, fragments de peau, cheveux), offrant ainsi de très nombreuses applications dans le domaine médico-légal. De plus, la transmission selon les lois de l'hérédité des caractères génétiques permet de déterminer avec une précision jusqu'ici inégalée si deux personnes sont ou non apparentées. Cette possibilité ouvre de nouvelles perspectives au fructueux marché des recherches, c'est-à-dire des contestations de paternité, des affaires d'héritage, ainsi qu'au contrôle de l'immigration familiale, par les services de police.

La fiabilité des tests

De plus, l'utilisation de ces techniques à un champ d'application s'étendant encore plus grâce à la technique d'amplification de l'ADN (dénommée PCR pour Polymérase Chain Reaction) qui permet d'obtenir à partir d'une quantité très minime d'ADN (quelques cellules, voire une seule cellule) une quantité très importante de la région génétique utile pour l'identification. « Cette technique d'amplification se révèle très et presque trop puissante, souligne

le professeur André Boué. « Tout segment d'ADN correspondant à la région à étudier sera amplifié qu'il provienne d'une souillure ou d'une contamination. De même, toute erreur en cours de manipulation peut être une source indéniable de faux diagnostics. On signale déjà de telles erreurs et des utilisations abusives de ces techniques par des individus non qualifiés. Ils recommandent des conditions draconiennes dans les manipulations et une prudence dans l'interprétation des résultats.

Ces difficultés d'interprétation, mais plus encore les formidables possibilités de la technique des empreintes génétiques sont rappelées longuement par les membres du comité national d'éthique qui estiment que « l'utilisation de cette technique doit être strictement limitée en raison du caractère récent de sa découverte et des difficultés lors de son application dans le domaine judiciaire ». Parfaitement informé de la compétition très vive à laquelle se livrent les nombreuses équipes qui, en France, commencent à vouloir maîtriser ce procédé le comité souligne dans son avis : « Les garanties nécessaires de la qualité des tests s'imposent avec d'autant plus de force qu'à la différence d'experts classiques, les laboratoires peuvent avoir intérêt à valoriser leur technique d'identification génétique en raison des monopoles d'exploitation que leur confèrent les brevets. Le monopole commercial peut, en outre, rendre difficile la réalisation d'expertises contradictoires ».

Selon le comité national, l'utilisation de tests génétiques doit être strictement limitée pour des raisons de principe. « S'il était admis que l'on puisse y recourir libre-

ment chaque fois qu'un intérêt quelconque s'attache à l'identification génétique d'une personne, l'identité civile des citoyens deviendrait une base de marché ou constituerait un moyen de pression d'autant plus dangereux que l'identité biologique ou les conséquences tirées de la connaissance échappent au libre arbitre ». Selon le comité national, de telles conséquences « se heurtent à des valeurs d'éthique sociale traduites implicitement ou expressément par les principes fondamentaux du droit des personnes ». « En matière civile et familiale, poursuit le comité, l'indisponibilité de l'identité civile et de la filiation de l'établissement ne requiert pas de preuves biologiques en dehors d'un procès, la sécurité du lien de parenté dans l'intérêt de l'enfant, l'équilibre et la paix des familles justifient que la preuve biologique ne puisse être rapportée que sous contrôle du juge dans le cadre d'une action en justice relative à la filiation et juridiquement recevable. » En résumé, le comité national d'éthique recommande :

- les techniques d'identification portant analyse de l'ADN doivent être réservées à quelques laboratoires spécialisés agréés en raison de leur compétence.
- La réalisation de tests ne doit intervenir qu'en exécution d'une décision de justice.
- Seuls les laboratoires agréés peuvent être désignés comme experts par les juridictions. Enfin, le comité appelle l'attention sur les dangers de la conservation des résultats ainsi obtenus dans un souci de protection des libertés publiques et en vue d'éviter toute espèce de discrimination.

JEAN-YVES NAU

RELIGIONS

Zen, yoga et mystique chrétienne

Le Vatican met en garde contre les pratiques de méditation orientales

Le Vatican a publié, jeudi 14 décembre, une lettre aux évêques portant « sur quelques aspects de la méditation chrétienne », signée par le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi.

Si l'Eglise catholique avait déjà mis en garde ses fidèles contre les sectes dans un document romain d'avril 1986, elle se penche cette fois sur un phénomène prêtant moins à controverse, mais plus d'expansion : l'attrait pour des techniques de méditation spirituelles venues d'Orient et la concurrence qu'elles représentent pour les grandes traditions de la spiritualité et de la mystique chrétiennes.

Un spécialiste comme le père Jean Vernette (1) a étudié l'engouement nouveau, y compris chez les chrétiens, pour les voies et écoles de spiritualité orientale, à base de pratiques physiques, comme le zen, le yoga, la méditation transcendantale ou même le soufisme d'origine islamique. Il existerait selon lui en France environ 300 groupes, qu'il qualifie de « nouvelles religiosités », incorporant ou non ces techniques de méditation, et réunissant de 500 000 à 600 000 adeptes.

Le dernier document du cardinal Ratzinger met en garde contre tout « syncrétisme pernicieux » : les associations, les groupes et les mouvements chrétiens tentés de s'inspirer de ces pratiques. « La prière chrétienne est toujours authentiquement personnelle et communautaire », écrit le préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi. Elle repousse les techniques impersonnelles ou centrées sur le moi, capables de produire des automatismes dans lesquels celui qui prie reste prisonnier d'un spiritualisme intimiste, incapable d'une libre ouverture au Dieu transcendant. »

Cette lettre romaine n'ignore pas l'intérêt de certaines pratiques physiques (posture du corps, exercices respiratoires) de préparation à la prière : « La position et l'attitude du corps ne sont pas sans influence sur le recueillement et la disposition à l'écoute », écrit-elle. Jusqu'à Ignace de Loyola, auteur des fameux Exercices spirituels, les grands mystiques chrétiens n'ont jamais négligé cette dimension physique. « D'authentiques pratiques de méditation, ajoute le document, provenant de l'Orient chrétien et des grandes religions non chrétiennes, qui attirent l'homme d'aujourd'hui divisé et désorienté, peuvent constituer un moyen adapté pour aider celui qui prie à se tenir devant Dieu dans une attitude de détente intérieure. »

« Schizophrénie mentale

Mais le gardien de la doctrine dans l'Eglise catholique appelle les fidèles à la vigilance. « Des sentiments de quérulence et de détresse, des phénomènes de lumière et de chaleur, produits par ces exercices physiques, ressemblent à un bien-être spirituel. Mais les prendre pour d'authentiques consolations de l'Esprit serait une manière totalement erronée de concevoir le cheminement spirituel », souligne le texte romain. Cela n'a rien à voir, dit-il en substance, avec l'expérience mystique : ces nouvelles formes de méditation peuvent au contraire représenter « une sorte de schizophrénie mentale, pouvant conduire à des troubles physiques et parfois à des aberrations morales », conclut le cardinal Ratzinger.

H. T.

1) Jésus dans la nouvelle religiosité, par Jean Vernette. Ed. Desclee, 1987.

L'embryon n'est pas à vendre

Dans un document intitulé « Etat actuel des études concernant les dons de gamètes et d'embryons », et rendu public, vendredi 15 décembre, le Comité national d'éthique prend position sur deux questions d'actualité dont les implications morales et philosophiques sont particulièrement importantes : les conditions du don d'embryon humain et celles de recherche sur ce même embryon.

Rappelant que, selon lui, l'embryon doit être reconnu comme « une personne humaine potentielle », le Comité national d'éthique estime : « La donation d'embryon, lorsqu'il est soumise à des règles très rigoureuses, qui devront être fixées par la loi ». Il souligne notamment qu'aucun lien de

filialité ne devrait pouvoir être établi entre l'enfant issu de cette procréation et les donneurs d'embryon et que « la non-commercialisation du don d'embryon est un principe intangible ». Le document précise toutefois : « Une minorité substantielle des membres du Comité a estimé que le don d'embryon doit être interdit. Cette interdiction est motivée notamment par la crainte de voir se développer des banques d'embryons qu'il sera très difficile de contrôler et par le refus de l'instrumentalisation de la procréation humaine que représente la pratique de ce don. La destruction des embryons surnuméraires paraît alors un moindre mal. »

En ce qui concerne la recherche médicale et scientifique sur l'embryon humain, le Comité

l'admet tout en précisant une série de conditions qui devraient selon lui être impérativement respectées (consentement écrit des « parents », non-commercialisation, anonymat du couple donneur, destruction au-delà du septième jour, limitation rigoureuse du nombre de laboratoires agréés, etc.).

Là encore, le document souligne : « Une minorité importante des membres du Comité est plus sévère encore et estime que toute expérimentation doit être interdite. Le respect de la personne potentielle que représente l'embryon, la crainte de dérives du côté de l'eugénisme portant atteinte à l'intégrité du patrimoine génétique humain, sont les motifs principaux de cette interdiction. »

J.-Y. N.

PARIS

□ L'adoption du budget du Conseil de Paris. — Le Conseil de Paris a adopté jeudi 14 décembre le budget de la ville pour 1990 par 141 voix. Les 18 élus socialistes et les 3 communistes ont voté contre. Le conseiller écologiste était absent. Le budget de la préfecture de police d'un montant de 849 millions de francs a été, lui aussi, adopté. L'adjoint au maire de Paris chargé de la circulation, M. Jacques Dominati, a prévenu que « la majorité municipale ne votera l'année prochaine aucune création de postes supplémentaires (chez les policiers) si la ville n'a pas la possibilité de contrôler l'utilisation des crédits qu'elle vote ».

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Germaine MIRA-MONEL

L'EX-LIBRIS

HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

Un volume 21 x 27 200 pages 350 illustrations 24 en couleurs

Prix de lancement jusqu'au 31-12-1989 570 F

cote : 430 F

Jean-Jacques HATT

MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE

1. LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume 21 x 27 200 pages 350 illustrations

Prix de lancement jusqu'au 31-12-1989 490 F

cote : 530 F

Yann Le Bouc

L'ARMÉE ROMAINE

SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume 17 x 24 320 pages 40 planches hors-texte

Prix de lancement jusqu'au 31-12-1989 280 F

cote : 320 F

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
42 08 10 30 demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 21 novembre 1988 (pourvoi-rejet le 9/10/89).

— M. NICOLAS Bernard, né le 3 août 1931 à MAREIL S/MAULDE (78) et demeurant à PARIS (59), 9, rue de Poissy.

a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement dont douze mois avec sursis et mise à l'épreuve pendant cinq ans (obligation art. R 58.7 du CPP) exécution provisoire et à 10 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale, omission de paiement d'impôts, délits commis à PARIS en 1981 et 1982.

La cour a, en outre, ordonné aux frais de condamné :

1°) La publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE MONDE » et « LE FIGARO ».

2°) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (59).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 13 janvier 1988.

— Monsieur DUCHEMIN, Jacques, né le 3 août 1932 à PROVINS (77) et demeurant à NEUILLY-S/SEINE (92), 80, bd Victor-Hugo, de nationalité française.

A été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et à 15 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale, omission d'écriture dans un livre comptable, délits commis à PARIS en 1981, 1982 et 1983.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais de condamné :

1°) La publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE FIGARO », et « LE MONDE ».

2°) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de NEUILLY-S/SEINE (92), et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 15, de la rue Labrousse à PARIS (15^e), où M. DUCHEMIN exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 13 décembre 1988.

— M. LAHANTEC André, né le 7 juillet 1932 à PARIS (18) et demeurant à VIGNY (95), Château de la Villette, Condorcourt.

a été condamné à 20 000 F d'amende. Pour : publicité fautive ou de nature à induire en erreur, faite commise en 1979, 1980 et 1981 à PARIS (articles 1^{er}, 6, 7 et 9 de la loi du 1^{er} août 1955, 44 de la loi du 27 décembre 1973).

La cour a, en outre, ordonné, aux frais de condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE MONDE ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 15 mai 1986 (pourvoi irrecevable le 26/09/86).

— M. KHEIRI Roger, né le 25 mai 1929 à TUNIS (Tunisie) et demeurant à MORSANG-SUR-ORGE (91), 9, rue de Savigny.

a été condamné à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende. Pour fraude fiscale et omission de présentation d'écritures.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais de condamné :

1°) La publication de cet arrêt, par extrait, dans « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE FIGARO », « LE PARISIEN » et « LE MONDE ».

2°) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de MORSANG-SUR-ORGE (91).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

Par arrêt contradictoire rendu le 4 juin 1986, devenu définitif, la cour d'appel d'Alger-Provence, 5^e chambre, a déclaré :

— COURTIGNON Roger, né le 13 juillet 1935 à CASABLANCA (Maroc), domicilié chez M^{me} FIGUERA, résidence Le Lyoté, bdt F. 181, chemin de Pont-de-Vivants, Saint-Tropez (83000), couple de FRAIQUES FISCALES (couvert 1980 et 1981) en vertu des articles 1741 et 1742 du code général des impôts.

A déclaré la Société méditerranéenne de mécanique et plâtrerie civilement responsable.

Pour extrait conforme.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle
PEUGEOT
parmi notre stock permanent
de 1000 véhicules*

toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

* en fonction des commandes enregistrées

MINITEL 3615 NEUBAUER

SOCIÉTÉ

de grève
administratif

Mme Orsay

Le Monde

ministres de l'édu

les échan

Les Petits

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

SOCIÉTÉ

EDUCATION

La journée de grève et de manifestations du personnel administratif des universités

La journée nationale de protestation des personnels non enseignants (administratifs, techniciens, ouvriers et de service) de l'éducation nationale, jeudi 14 décembre, a été diversement suivie. Des grèves ou des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France (Toulouse, Nice, Aix-Marseille, Le Mans, Nantes, Caen, Brest, Lille) pour dénoncer la faiblesse de leurs rémunérations et leurs mauvaises conditions de travail. Le mouvement était, en revan-

che, de moindre ampleur dans l'Est et le Sud-Ouest.

A Paris, mille cinq cents personnes environ ont défilé entre le Panthéon et le ministère de l'éducation nationale. Des universités, parmi lesquelles Paris XI-Orsay, ont choisi de fermer leurs portes pour un jour en signe de solidarité avec les ATOS.

Même Orsay s'impatiente

« L'intervenant suivant est une intervenante... » Dans le rôle improvisé de M. Loyal, le président de l'université Paris-Sud-XI fait de son mieux. Physicien rigoureux, M. Jack Robert est un spécialiste du génie électrique, pas un bateleur. Il n'a pourtant laissé à personne d'autre le soin d'animer l'assemblée générale, organisée jeudi 14 décembre au centre scientifique d'Orsay. Sur les gradins de l'amphithéâtre de mathématiques, peu d'étudiants, quelques chercheurs, des enseignants et une majorité de personnel ATOS. Ce sont ces derniers, « éléments essentiels sans lesquels le système universitaire ne fonctionne pas », que le président invite à venir témoigner sur l'estrade. A tour de rôle, les intervenants détaillent leur bulletin de paie.

Une secrétaire, à l'université depuis 1968, avec un salaire de 6 300 F net. Un technicien de laboratoire, 5 877 F, « plus la prime de recherche ». Au service du personnel depuis dix ans, celui-ci annonce un salaire de 5 500 F. Agent technique de bureau, celle-ci plafonne à 5 100 F, malgré vingt et un ans d'ancienneté. Qui dit moins ? Dans la salle, quelqu'un cite le cas d'un collègue à 4 900 F et déclenche un

tonnerre d'applaudissements rageurs. Choses déjà vues et entendues dans de nombreuses universités. Mais à Paris-XI, la contestation n'est pas d'un usage fréquent. Orsay, la fac tranquille, la studieuse, est sortie de son splendide isolement, au milieu des sous-bois des bords de l'Yvette, pour se mêler au tohu-bohu général. Comme d'habitude, elle a suspendu ses activités pendant vingt-quatre heures, en signe de protestation.

Le détonateur : les ATOS

Pourtant, tout le monde, à Paris-XI, reconnaît que la situation n'est pas aussi catastrophique que dans les universités parisiennes. On n'y fait pas cours dans les sous-sols ni dans les combles. Les syndicats réclament bien « l'extension des centres d'Orsay et de Sceaux », mais du bout des lèvres. Lorsqu'il était doyen d'Orsay, il y a quelques mois, M. Jack Robert admettait d'ailleurs que « la vie serait douce ici sans le problème des ATOS ».

Voilà le détonateur. Paris-XI a perdu cent huit emplois ATOS

depuis 1983, dont quatre-vingts pour le seul centre d'Orsay, soit 10 % des effectifs. C'est de cette aigreur, autant que des « salaires inacceptables » et de « l'absence absolue de perspectives de carrière », que le président de Paris-XI s'indigne, revendiquant « une augmentation massive du nombre des postes ».

Devant un public qui se prépare à aller manifester dans les rues de Paris, il retrouve le ton de professeur pour expliquer que « le ministère et ses conseillers ont fait deux erreurs de dimension historique ». « La première est de n'avoir pas considéré que le problème à traiter en priorité était celui des ATOS ; la seconde, c'est l'échec complet de la politique de communication du ministère ».

En sens inverse, le message des universitaires au ministre a le mérite de la clarté : « Pour certains d'entre nous, Lionel Jospin était porteur d'espoir à son arrivée, rappelle M. Jack Robert. L'espoir n'est pas tout à fait mort, mais il faut qu'il fasse vite, très vite, car la situation est totalement insupportable ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

« Erasmus II » et ouverture à l'Est

Les ministres de l'éducation des Douze développent les échanges universitaires

Les ministres de l'éducation des Douze ont adopté, jeudi 14 décembre à Bruxelles, la deuxième phase du programme communautaire Erasmus. Alors que 85 millions d'écus avaient été débloqués pour les trois premières années (1987-88-89) 192 millions d'écus (soit 1,35 milliard de francs) seront consacrés, à Erasmus II dans les trois ans à venir, pour les échanges universitaires d'étudiants et d'enseignants de la Communauté européenne. M. Lionel Jospin, qui présidait ce conseil, a précisé que la deuxième

phase d'Erasmus pourrait être accessible aux pays de l'AELE (Suisse, Autriche, Suède, Norvège, Islande et Finlande).

Les ministres se sont prononcés en faveur d'échanges universitaires avec les pays de l'Est en voie de démocratisation. Avant cette réunion, le gouvernement suisse avait donné, lundi 11 décembre, son aval pour participer au programme Comett d'échanges universitaires-entreprises. Sa contribution s'élèvera à 2,7 millions de francs suisses.

Même écho de la part de son collègue polonais : après quelques décennies de « séparation », dit-il, « nous avons l'intention de revenir vers la communauté culturelle européenne. Et c'est dans les pays de l'Europe occidentale que nous pourrions trouver les meilleures solutions pour réformer notre système d'éducation ».

Dans l'immédiat, Polonais et Hongrois souhaitent multiplier les échanges de professeurs afin de développer rapidement et massivement la formation aux langues étrangères d'Europe de l'Ouest. Il s'agit de faciliter à terme les échanges de toute nature, mais, comme l'a précisé M. Sansonowicz, de « former la mentalité des jeunes Polonais dans un sens nouveau lié à la démocratie ».

Dans ce domaine, les pays de l'Est espèrent avoir « une sorte d'accès » aux programmes européens comme Erasmus. Cette formule prudente de M. Glaz ne risque pas de braver la commission des Communautés. En effet, M. Vasso Papadopoulos, commissaire européen à l'éducation, a bien précisé qu'il était préférable, à ses yeux, d'ouvrir aux pays de l'Est des « programmes spécifiques » plutôt que de leur donner accès aux programmes existants entre les Douze.

Polonais et Hongrois ont d'autre part souligné leurs besoins pour la formation de cadres, de managers et d'ouvriers qualifiés. Tel est l'objet de la fondation pour la formation professionnelle annoncée par le sommet de Strasbourg, à laquelle la Commission de Bruxelles doit donner forme et contenu dès les premiers mois de 1990.

GÉRARD COURTOIS

Lire également page 11

La signature de la convention de Shanghai reportée.

CARNET

Naissances

— Philippe et Marie-Reine VIGNAL, à Lés, Marne, Matinale, la joie d'annoncer la naissance de

Thierry,

le 12 décembre 1989, 14, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

Décès

— M^{me} la docteur Angeli Akoka, née Goussu, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur Georges AKOKA,

survenu le 11 décembre 1989, dans sa résidence-maison à Paris, dans la plus stricte intimité familiale, au cimetière d'Auteuil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris.

— Cognac (Charente), Saint-Bazile (Haute-Vienne).

M^{me} Henri Coquillaud, Le professeur agrégé Jean-Pierre Coquillaud et M^{me} née, Francine Lacroix,

leurs enfants Jean-Christophe et Virginie,

ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

Henri COQUILLAUD, officier de la Légion d'honneur, officier d'académie, officier du Mérite agricole, officier du Lion de Finlande,

Ses obèques ont été célébrées, suivant sa volonté, dans l'intimité, au cimetière d'Angoulême, le 13 décembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial de Saint-Bazile (Haute-Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue Victor-Hugo, 16100 Cognac.

— M^{me} et M^{me} Jean Cronel, Hervé et Françoise Cronel-Belmar, Jean-Luc et Marie-Josée Cronel-Rangé,

et leurs enfants, Ariane et Félix, ont la douleur de faire part du décès de

Thierry CRONEL,

rapporté à Dieu, le 12 décembre 1989, dans sa quarantième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 18 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Eloi, 1, place Maurice-de-Fostmayr, Paris-12^e.

L'inhumation aura lieu à Raon-l'Étape (Vosges), dans l'intimité familiale.

Des dons peuvent être adressés pour la recherche sur le cancer.

Des prières.

245, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

— Paris.

Abdoul DERRAS, Abdel,

est décédé accidentellement le 6 décembre 1989.

« Dans le ciel fier de tes yeux brille la nostalgie d'une immense richesse ».

De la part de Maryse Klapisz-Wolkow, Elan et Adrien, Avec leurs familles et amis.

— Les amis de de Soléilhado ont la douleur d'annoncer le décès, le 6 décembre 1989, de

Abdoul (Abdel) DERRAS.

— On nous prie d'annoncer le retour à Dieu de

M^{me} Boris DI SCHLOEZER, née Marguerite Marie Boulan,

le 13 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année, à son domicile.

Les obèques seront célébrées à l'église de Cap-d'Ail, le 16 décembre, à 10 h 30, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

De la part de M^{me} et M^{me} le docteur Wolkow, Le colonel et M^{me} Yves Boulan, Marie-Paule Boulan, Marins Scribne,

56, avenue du 3-Septembre, 06032 Cap-d'Ail.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. IGHLAHRIZ EL HADJ, Saïd Serhad,

survenu à Alger, le 13 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Boulangerie de la Cité, Clairval, El-Biar (Algérie).

— M^{me} et M^{me} Marc Paillet, ses enfants, M^{me} Claire Paillet, sa petite-fille, Et Martin Chénou, son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie PAILLET,

survenue le 10 décembre, en sa quatre-vingt-onzième année.

Les obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Guillaume Paul-Boncour, M^{me} et M^{me} Paul Lorraine, M^{me} François Paul-Boncour, M^{me} Jacqueline Remy, M^{me} et M^{me} Serge Lafaurie, Victor, Pierre et Marianne,

ont la tristesse de faire part du décès de

Guillaume PAUL-BONCOUR,

survenu le samedi 9 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-septième année, chez lui, à Saint-Vincent-des-Bois (Eure).

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Mairie, 27950 Saint-Vincent-des-Bois.

— Ses enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Philippe, M^{me} et M^{me} Jean-Marie Legrand, Le commissaire général et

M^{me} Gérard Teyssier, M^{me} et M^{me} Jean Stoll, M^{me} et M^{me} Henri Philippe, M^{me} et M^{me} Alain Walfrons,

Ses petits-enfants, Georges (Y), Isabelle et Patrick, Michel et Béatrice,

François et Martine, Xavier (Y), Chantal et Michel, Albert-Georges et Véronique, Pierre et Valérie, Sabine et Olivier, Nicolas et Marie, Christian et Sylvie, Bernard et Elisabeth, Brigitte, Sophie, Jérôme,

Marie-Agnès et Dominique, Olga, Sylvia, Ses vingt et un (très bientôt vingt et un) arrière-petits-enfants, Les familles Barus, Roubert, Philippe, Lamy, Charvet, Cantenot, Poirier, Herbinet, font part du retour à Dieu de

M^{me} Georges PHILIPPE, née Maria Barus,

le 12 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle a rejoint son mari,

M. Georges PHILIPPE, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, décédé le 24 septembre 1976.

Les messes de funérailles auront lieu le lundi 18 décembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame, avenue Jean-Baptiste-Claément à Boulogne (Hauts-de-Seine), et le mardi 19 décembre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame, place Notre-Dame, d'Annecy (Haute-Savoie).

Plutôt qu'un envoi de fleurs, elle a souhaité qu'il soit fait un don au profit de la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Emma Santucci, née Leroux, ses parents, M^{me} Monique Santucci, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe SANTUCCI,

survenu le 12 décembre 1989, à Marseille-en-Bavariais, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 décembre, à 11 heures, en l'église d'Achy (Oise), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Anniversaires

— Il y a un disparaisant

Bernard DEFRANCE,

que ceux qui l'ont aimé et apprécié s'associent à son souvenir.

Une messe sera célébrée le lundi 18 décembre 1989, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, passage Saint-Paul, Paris-4^e.

Famille DeFrance.

7, rue de Lagny, 75004 Paris.

Communications diverses

— L'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales organise, le mercredi 20 décembre 1989, à 18 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris, un débat sur : « Comment écrire l'histoire de la déportation », avec Geneviève de Gailly, Anise Postel-Vinay, Germaine Tillon, directeur d'études à l'EHESS, Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'EHESS, à propos du livre de Germaine Tillon *Kontexte* (éditions de Seuil).

— Conférence de l'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Rudolf von Thadden, historien, professeur à l'université de Göttingen, directeur d'études à l'EHESS, traitera des événements actuels en Allemagne, mercredi 17 janvier 1990, à 20 heures, Fondation nationale des sciences politiques (amphithéâtre Emilio-Boutmy), 27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 15 décembre à 14 h 30, salle des conseils de Paris-II, 12, place du Panthéon. M^{me} Marie-Pierre Rey : « France et URSS à l'heure de la détente. La tentation du rapprochement (1964-1974) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 16 décembre à 14 h 30, bibliothèque d'Antique, 3, rue Michel. M^{me} Elpidia Chairi : « Les fragments d'architecture grecque conservés au Musée du Louvre ».

— Université Rennes-II (Haute-Bretagne), le samedi 16 décembre à 14 h 30, amphithéâtre Henri-Sée. M. André Laspagnol : « Messieurs de Saint-Malo, une élite négociante au temps de Louis XIV ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 18 décembre à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I (Sorbonne). M^{me} Marie-Suzanne Biney : « De l'art roman à la préhistoire des sociétés locales à l'Institut. Mémoire de Joseph Deschamps ».

— Université Paris-IX, le lundi 18 décembre à 10 h 30, salle D 520. M. Stefan Darmont : « Comparaison entre la programmation procédurale et la programmation de type système expert dans l'information des problèmes d'aide à la décision. A propos d'un cas d'information des consultations prénatales ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 18 décembre à 13 heures, UFR de philosophie, 17, rue de la Sorbonne, escalier C, 1^{er} étage, salle Cuzin. M. Ivan Domingues : « Le degré zéro de la connaissance : le problème de la fondation dans les sciences humaines ».

— Université Paris-IX, le lundi 18 décembre à 16 heures, salle D 520. M. Jean-Philippe Chancelier : « Identification de processus de diffusion avec sauts, et mise en œuvre dans le cadre d'un système expert ».

— Université Paris-IV, le mardi 19 décembre à 9 heures, amphithéâtre ouest, Grand Palais. M. Hervé Quintin : « Ellipse et énoncés elliptiques en allemand moderne ».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 10 h 30, salle D 520. M^{me} Laurence Poirier : « Système interactif d'aide à la décision pour la fonction personnel ».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 12 heures, salle D 520. M. Didier Marteau : « Modélisation du niveau et des structures de volatilité langagière : application aux options de change et de taux d'intérêt ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le mardi 19 décembre à 14 heures, salle Bourjau, 17, rue de la Sorbonne. M. Camille Favrezi : « Marguerite Yourcenar et la culture italienne ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 décembre à 14 heures, salle des actes, centre administratif. M. Elias Karouani : « Le Bet-Gazo (Thessalonie) et l'octoïte dans la liturgie de l'Eglise sévérienne ».

— Université Paris-IX, le mardi 19 décembre à 16 heures, salle D 520. M. Lakhzar Zater : « Contribution à l'étude de la variabilité des valeurs propres et du choix de la dimension en AFC ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 20 décembre à 14 heures, bibliothèque d'études grecques, 16, rue de la Sorbonne. M^{me} Marie-Pierre Nod : « Coréas de Léontini, témoignages, texte critique traduit et commenté des œuvres et fragments ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-66-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 87 F

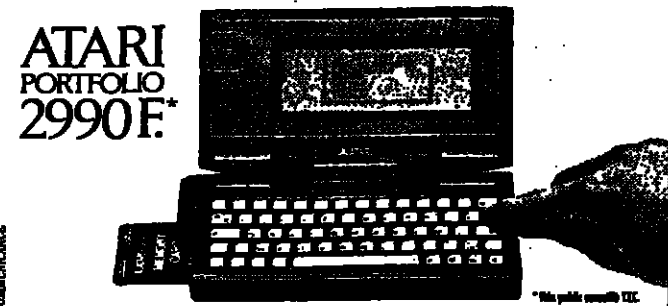
Abonnés et actionnaires 77 F

Communications diverses 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

NAGEMEN
ODOU
42 08 10 30
LATIN

DÉCOUVREZ LE PLUS PETIT PC COMPATIBLE DU MONDE.



CHEZ VIDEOSHOP-42.86.03.44

(N° appel général)
47 50 rue de Richelieu-75001 Paris • 260 rue de Charenton-75012 Paris
251 bd Raspail-75014 Paris • 7 rue de l'Eglise-92200 Neuilly


Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°12

Le Monde
JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
28 MILLIONS DE MONARQUES
N°12 MENSUEL DÉCEMBRE SPECIAL
CLF 89

ADIEU A 89



ADIEU A 1789
reste l'incomparable année, l'année sans pareille qu'y virent tant de contemporains, celle, et nulle autre, qui bouleversa Kant, ex émerveille Hegel, c'est qu'elle fut bien

et toujours davantage, ces droits universellement déclarés en 1789. Le soleil ne s'est pas plus levé cette année à Prague ou à Berlin qu'il ne s'est couché à Pékin. Simplement, se sont estompées, en des fortunes diverses, les ombres séculaires d'anciens régimes éternels. Aussi ne saurait-on

jamais mieux dire, en 1989, qu'un adieu est à la fois deuil et au-revoir. C'est ce que nous avons voulu affirmer hautement en réalisant la couverture de ce dernier numéro de notre série. En illustration, deux images tirées de la Marseillaise de Jean-Paul Goude. « Adieu camarades bolchéviques », semble

dire l'une, à l'instant où s'efface le « Mur de la honte » dans une évidence sonore ; tandis que l'autre exprime un double défi aux temps prochains : celui d'une Afrique et, au-delà, d'un Tiers Monde marchant fièrement, tel le Florida Band des Champs-Élysées, dans le concert des nations, mais aussi celui que nos propres exclus, qui ne sont pas tous noirs, mais dont les descendants demeurent le symbole, cessent de vivre aux portes de la nation. Adieu, donc, 89 ! Et à demain ■

MARS - 12.30 F

L'ALMANACH DE 1789 :

Adieu à 1789 : sur le modèle des « Adieux à 1789 », parus dans la presse à la fin même de « L'Année sans pareille », les conclusions contrastées de Michel Vovelle et François Furet. Signes vers l'avenir : les premières réunions de Jacobins, l'invention de l'assignat, le débat sur la citoyenneté. Portraits d'un « noir » émancipateur, l'abbé Grégoire, du Paris des écrivains Mercier et Restif de la Bretonne et celui d'une communauté juive aux portes de la citoyenneté.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

Adieu à 1789 : 28 millions de monarques, ou le droit à la citoyenneté. La lente accession de tous au statut de citoyen, de 1789 à nos jours. L'histoire d'un long débat qui a vu les pauvres, les Noirs, puis les femmes conquérir peu à peu leurs droits politiques de Français « libres et égaux ». Demain verra-t-on ce droit à la citoyenneté, ou partie de ce droit, étendu aux non-Français immigrés ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Adieu à 1789 ? Avec Monge, Grégoire et Condorcet la République allonge à son Panthéon la liste des pédagogues et des défenseurs des hommes de couleur. La démocratie, qui renaît à l'Est, mettra-t-elle en branle le Sud ? Avec un reportage en URSS et notre dossier sur le bicentenaire nous fermons notre tribut au bicentenaire en souhaitant la bienvenue à tous dans le monde de la Révolution, ouvert par les années... 89.

DÉCEMBRE 1989
30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE MONDE
24 Le Monde • Samedi 16 décembre 1989 •

LES ÉCHOS
L'ALMANACH DE 1789 : sur le modèle des « Adieux à 1789 », parus dans la presse à la fin même de « L'Année sans pareille », les conclusions contrastées de Michel Vovelle et François Furet. Signes vers l'avenir : les premières réunions de Jacobins, l'invention de l'assignat, le débat sur la citoyenneté. Portraits d'un « noir » émancipateur, l'abbé Grégoire, du Paris des écrivains Mercier et Restif de la Bretonne et celui d'une communauté juive aux portes de la citoyenneté.

REVUES
LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME : Adieu à 1789 : 28 millions de monarques, ou le droit à la citoyenneté. La lente accession de tous au statut de citoyen, de 1789 à nos jours. L'histoire d'un long débat qui a vu les pauvres, les Noirs, puis les femmes conquérir peu à peu leurs droits politiques de Français « libres et égaux ». Demain verra-t-on ce droit à la citoyenneté, ou partie de ce droit, étendu aux non-Français immigrés ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :
Adieu à 1789 ? Avec Monge, Grégoire et Condorcet la République allonge à son Panthéon la liste des pédagogues et des défenseurs des hommes de couleur. La démocratie, qui renaît à l'Est, mettra-t-elle en branle le Sud ? Avec un reportage en URSS et notre dossier sur le bicentenaire nous fermons notre tribut au bicentenaire en souhaitant la bienvenue à tous dans le monde de la Révolution, ouvert par les années... 89.

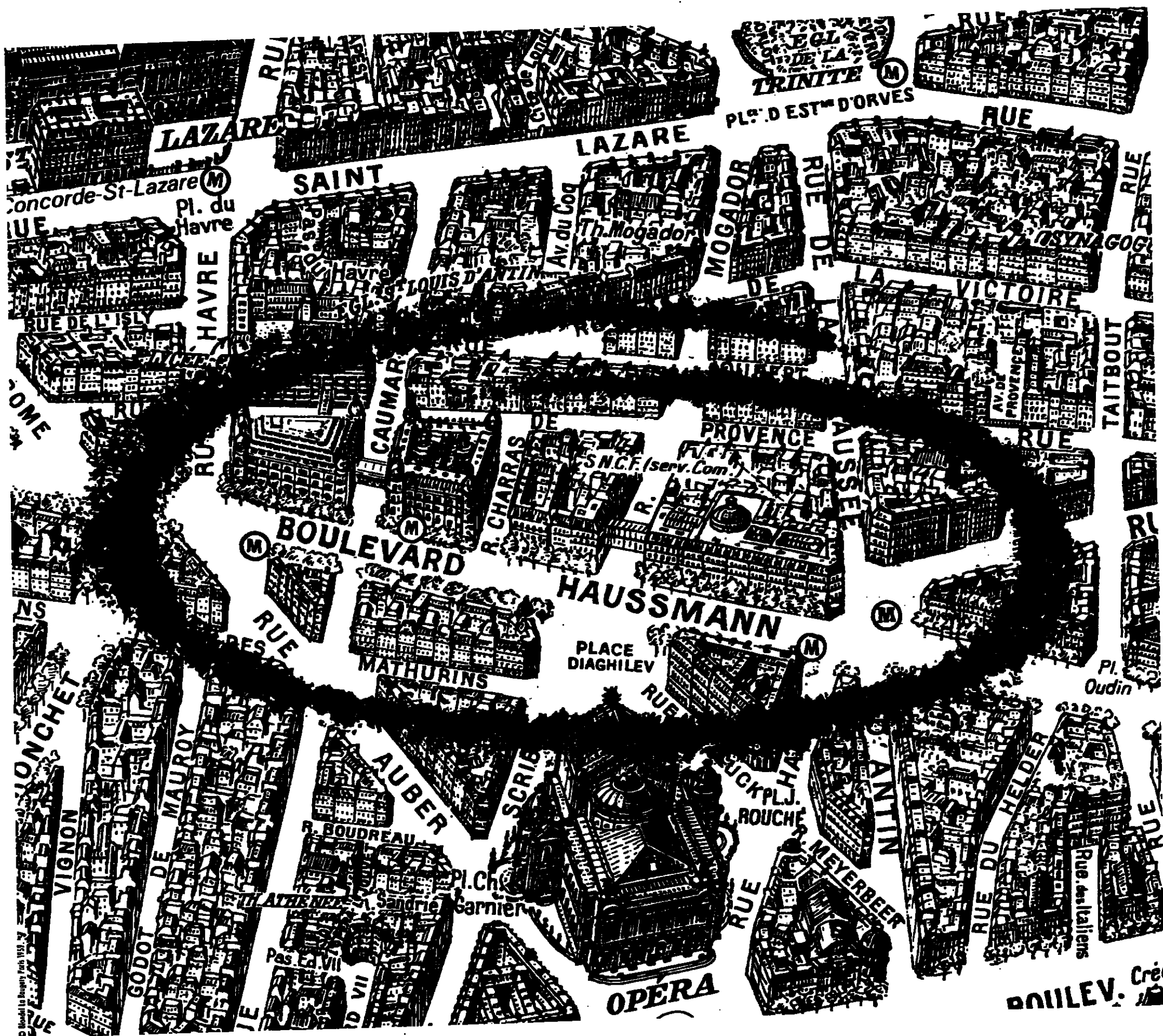
CONFÉRENCES
Le Monde organise une série de conférences sur la Révolution française, à partir de janvier 1990.

Les Nations unies et les droits de l'homme



Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



**GALERIES LAFAYETTE, PRINTEMPS,
MARKS & SPENCER, MONOPRIX, PRISUNIC,
SERONT OUVERTS
LE 17 DÉCEMBRE.**

GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H À 18 H 30. PRINTEMPS, DE 10 H À 19 H. MARKS & SPENCER, DE 10 H À 18 H 30. MONOPRIX, DE 10 H À 19 H 30. PRISUNIC, DE 9 H 30 À 19 H 30.

Les SIC
capita

Les pri
des SIC

M. Poeh

Un nouveau pas dans l'harmonisation fiscale européenne

BILLET

L'engrenage de la libéralisation

Le président de la République ayant déclaré, dimanche 10 décembre, qu'il fallait accélérer la mise en place de l'Europe financière et achever l'abaissement des frontières en ce domaine, le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, a dû s'exécuter. D'abord, il a annoncé que la libre circulation des capitaux pour les résidents français, prévue au 1^{er} juillet 1990, était avancée au 1^{er} janvier prochain, libéré leur étant donnée de détenir des devises sur des comptes bancaires en France et d'ouvrir des comptes à l'étranger.

Ensuite, il a fallu que la Rue de Bercy en tire les conséquences en ce qui concerne les placements financiers, et prône en considération les risques d'évasion des capitaux vers des places plus accueillantes et plus libérales, comme le Luxembourg. La libéralisation, au niveau de la CEE, des souscriptions de produits de placements tels que les SICAV et fonds communs (OPCVM), effectuée depuis le 1^{er} octobre dernier, avait, déjà, contraint le gouvernement à lâcher préventivement du lest dans ce domaine.

En avril dernier, il autorisait la constitution de SICAV de capitalisation en obligations, à régime fiscal plus favorable. Jeudi, il étendait ce régime aux actions détenues dans des SICAV de capitalisation; à créer, il lui fallait bien boucher une faille dans le dispositif, puisque, ailleurs en Europe, essentiellement au Luxembourg, de telles SICAV de capitalisation en actions existent et que, déjà, l'évasion s'organise. Ainsi, le gouvernement est pris dans l'engrenage inévitable de la libéralisation, ce qui n'est pas entièrement du goût de la majorité socialiste à l'Assemblée.

C'est M. Bérégovoy lui-même qui a dû présenter l'amendement sur les SICAV d'actions et forcer la main des députés PS. On touche ainsi du doigt les limites de l'autonomie des politiques nationales dans une Europe unie pour les placements financiers comme pour le reste.

F. R.

INSOLITE

Divine surprise

Le croiriez-vous ? Les loyers des appartements vides à Paris ont baissé entre juillet 1988 et novembre 1989. Si, c'est la CNAB — la Commission nationale des administrateurs de biens — qui le dit. Et ils savent de quoi ils parlent, tout de même, puisque c'est leur pain quotidien, les nouvelles locations. Ils ont demandé une étude à l'institut privé RES sur 13 000 nouvelles locations enregistrées par les professionnels pendant cette période. Certes, la hausse n'est pas extraordinaire, 4,7 %, et les loyers d'entrée ne sont pas à la portée de tout le monde : 77 F le mètre carré dans le 5^e arrondissement (contre 86 F seize mois plus tôt), et 61 F dans le 14^e (contre 64 F). Divine surprise !

La CNAB en conclut que le marché locatif parisien s'est « stabilisé », sans que cela soit dû au décret pris par le gouvernement en août 1989, mais elle convient cependant que l'échec du marché a été sans doute trop réduit et le marché trop hétérogène pour que les éléments constatés puissent être extrapolés.

A moins qu'on n'ait atteint les limites à partir desquelles on ne trouve plus de locataires ?

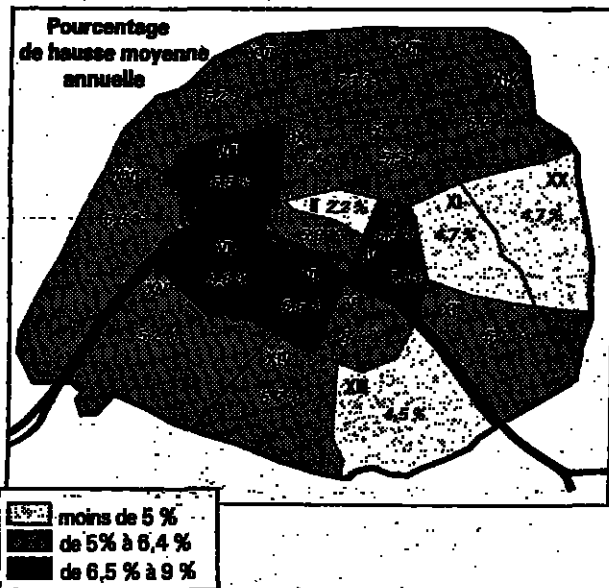
Les SICAV d'actions pourront capitaliser leurs dividendes

Au terme d'un amendement sur la loi de finances pour 1990, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre, lors d'un examen, en seconde lecture, du projet de loi de finances pour 1990, les SICAV d'actions pourront librement capitaliser leurs dividendes. Jusqu'à présent, les dividendes sont et restent soumis à l'impôt sur le revenu, et ils bénéficient d'un avoir fiscal de 50 %.

A partir du 1^{er} janvier 1990, si les dividendes sont capitalisés, c'est-à-dire non-distribués et accumulés au sein de SICAV de capitalisation, ils ne seront imposés qu'au

titre de la taxe sur les plus-values de cession de titres, soit 17 % au-dessous d'un plafond de 288 400 francs de cessions par an, porté à 298 000 francs en 1990. En revanche, les dividendes ainsi capitalisés ne bénéficieront pas de l'avoir fiscal. Seules restent interdites les SICAV et fonds à compartiments multiples, qui permettent de ne pas déclarer de plus-values en procédant à des cessions internes entre obligations et actions, pratique considérée comme une « ingénieuse gymnastique d'évasion fiscale », selon M. Bérégovoy.

Les prix des appartements anciens à Paris ont augmenté de 4,9 % par an de 1980 à 1988



Les prix de vente des appartements anciens ont augmenté en moyenne de 4,9 % par an pendant huit ans. Le 7^e arrondissement, avec un taux annuel de 8,8 %, fait figure de champion toutes catégories. Le 2^e, en raison de l'étroitesse de son marché, tirant vers le bas la moyenne, avec 2,2 % seulement. (Voir notre article sur les études de la chambre interdépartementale des notaires de Paris page 31).

Au conseil de la Bundesbank

M. Poehl se félicite de la hausse du deutschemark

FRANCFORT
correspondance

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, s'est félicité, jeudi 14 décembre, de la récente poussée du deutschemark vis-à-vis du dollar — due selon lui au faible taux d'inflation outre-Rhin — lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion bi-mensuelle du conseil d'administration de l'institut d'émission. Il a toutefois exclu un réajustement au sein du système monétaire européen (SME) « dans un proche avenir ».

« Dans la mesure où le deutschemark ne peut pas être réévalué dans le SME, en raison de l'opposition de la France, la récente poussée du deutschemark, quelle qu'en soit la raison, va dans le sens des besoins de la Bundesbank », a-t-il dit. M. Poehl a été élu, mardi, président des gouverneurs des banques centrales de la CEE.

M. Poehl a également exprimé sa « très grande satisfaction » en ce qui concerne les résultats de l'économie allemande : le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 3 % cette année. Il a également annoncé que le conseil d'administration de la Bundesbank avait fixé comme objectif pour l'augmentation de la masse monétaire en 1990 un taux compris entre 4 % et 6 % (contre environ 5 % en 1989). Dans la mesure où la croissance des capacités de production se maintiendrait à un taux de 2,5 % et l'inflation n'excéderait pas 2 % en 1990, la quasi-constance de l'objectif que la Bundesbank s'était fixé cette année est acceptable, a-t-il précisé.

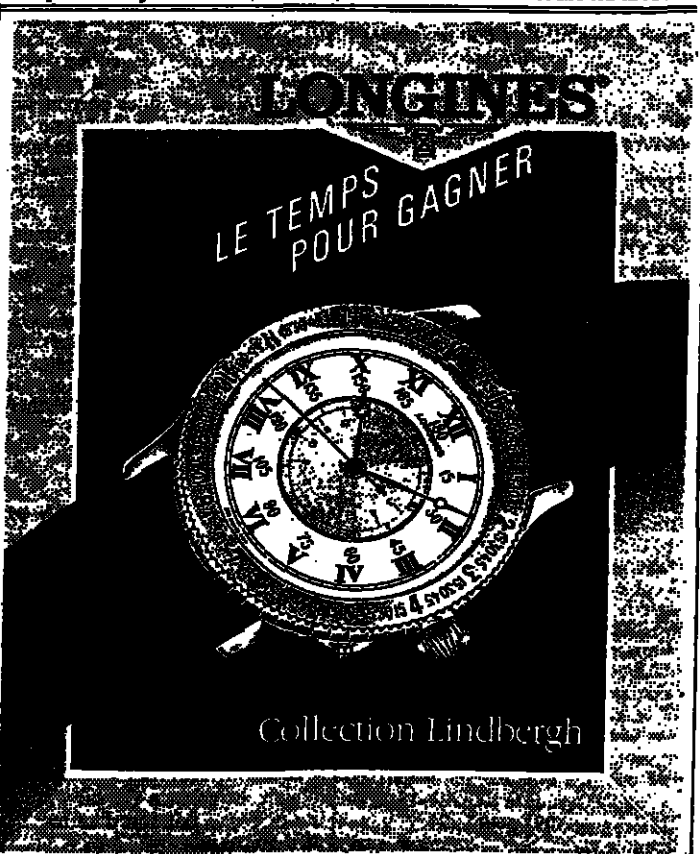
Cette décision de maintenir inchangé l'objectif de croissance de la masse monétaire a été accueillie sans surprise sur les marchés des changes d'autant que la mesure ou-

la Bundesbank a réussi cette année à limiter l'injection de liquidités dans l'économie grâce à une politique monétaire restrictive.

A ce propos, M. Poehl a de nouveau rappelé à l'ordre les syndicats afin qu'ils modèrent les demandes d'augmentation salariale, un dérapage de rémunérations pouvant nourrir le processus inflationniste. Le puissant syndicat des métaux,

IG Metall, qui se bat pour la semaine de trente-cinq heures, a demandé une augmentation de 9 % en 1990. La diminution de deux heures de la durée du travail hebdomadaire, actuellement de trente-sept heures, se traduirait en fait par une hausse des coûts salariaux de 12 %, une hausse excessive par la Bundesbank.

Ch. HOLZBAUER-MADISON



Accord entre les Douze et les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique

Lomé IV consacre une augmentation de l'aide de la CEE aux pays ACP

LOMÉ

de notre envoyé spécial

La CEE et les soixante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) devaient signer, vendredi 15 décembre, en présence de M. Michel Rocard, la quatrième convention de Lomé. Aux soixante-six nations membres de l'actuel traité, s'ajoutent Haïti et Saint-Domingue (1); la Namibie adhèrera au nouvel accord dès qu'elle se sera constituée en Etat indépendant.

Lomé IV entrera en vigueur au 1^{er} mars 1990 pour une durée de dix ans. L'aide financière de la Communauté (12 milliards d'écus [1 écu = 7 F français]) sera toutefois renouvelée au terme des cinq premières années.

Lomé IV devait être la convention de la grande novation, celle de l'intervention du Fonds européen de développement (FED) dans l'« ajustement structurel » des économies des ACP. Cet objectif de la France et de la Communauté européenne ne pourra être que partiellement atteint. Seulement 1,5 milliard d'écus seront consacrés aux opérations micro-économiques, alors qu'on estimait dans les milieux communautaires comme un minimum une enveloppe de 2 milliards d'écus.

Les partenaires de l'Europe ont préféré réserver l'essentiel des fonds du FED (10,8 milliards d'écus) aux « programmes éducatifs » destinés à financer des projets spécifiques qui permettent d'établir au préalable une répartition entre les pays bénéficiaires en fonction de leur population et de leur degré de développement. Du coup, le soutien communautaire devrait prendre le plus souvent la forme de mesures d'accompagnement des programmes de réformes financés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Aujourd'hui, trente-deux ACP se sont placés sous le contrôle des institutions de Bretton-Woods. Les subventions inscrites dans la convention ne seront pas de trop pour prendre en compte la « dimension sociale de l'ajustement » et les « contraintes de la stabilité politique ».

Pourtant, l'effort financier des Douze aurait pu permettre de faire mieux : les prêts spéciaux (remboursement en quarante ans, avec un taux d'intérêt de 1 %) sont transformés en dons, qui élargissent au total une augmentation de 40 % en termes nominaux et de 20 % en termes réels. L'endettement des ACP (150 milliards de dollars pour l'Afrique) explique cette concession de la CEE et la ligne de crédit offerte par la Banque européenne d'investissement (BEI) qui reste pratiquement inchangée (1,2 milliard d'écus).

C'est le système de stabilisation des recettes à l'exportation des produits de base (une cinquantaine) — Stabex — qui bénéficie le plus de la générosité des Douze : 1,5 milliard d'écus contre 925 millions dans la convention précédente. En outre, les ACP les moins pauvres ne seront plus tenus, à l'instar des plus démunis, de rembourser les transferts financiers du FED destinés à compenser les pertes d'une année sur l'autre.

« Protocole secret »

Le mécanisme de soutien à la production minière (Syznac) est renforcé, même si l'enveloppe qui lui est consacrée enregistre une faible augmentation : 480 millions d'écus contre 415 millions. L'uranium est ajouté sur la liste des productions couvertes (cuivre, cobalt, phosphates, manganèse, bauxite, étain, fer). Les subventions (précédemment, c'étaient des prêts spéciaux) sont accordées si les fonds du minéral concerné représentent 15 % des exportations totales du pays (10 % pour les pays les moins avancés, ou PMA) et si la baisse de production atteint 10 %.

La Communauté améliore encore l'accès des produits agricoles des ACP au marché communautaire en accordant des préférences tarifaires à de nouvelles denrées. De la sorte, 95 % des produits agricoles vendus sur le marché communautaire bénéficieront de conditions privilégiées par rapport aux pays tiers fournisseurs. Pour les produits manufacturés qui peuvent entrer pratiquement tous librement dans

la CEE, les Douze ont accepté d'assouplir les dispositions sur les règles d'origine en autorisant que le contenu local puisse être limité à 45 % de la valeur du produit exporté, contre 60 % sous Lomé III.

Afin de tenir compte des préoccupations des Caraïbes, la CEE a augmenté les quantités de rhum (172 000 hectolitres par an) pouvant être fournies aux Etats membres (notamment le Royaume-Uni) sans s'acquitter de droits de douane. En 1994 et 1995, il sera procédé à de nouveaux accroissements (20 000 hectolitres chaque année), avec l'engagement d'ouvrir complètement le marché européen en 1996.

Les Douze maintiennent en outre le « protocole sucre » aux termes duquel ils s'engagent à acheter 1,3 million de tonnes de sucre de canne à des prix garantis comparables à ceux consentis aux producteurs européens. Ce qui assure aux ACP les recettes substantielles, en dépit des fluctuations des cours mondiaux. L'adhésion de Saint-Domingue n'a été rendue possible qu'après que ce pays ait renoncé à bénéficier de ces avantages. La CEE ne voulait pas en effet augmenter le coût (500 millions d'écus annuellement) du contrat et, de leur côté, les pays exportateurs ne souhaitaient pas réduire leur part de gâteau.

MARCEL SCOTTO

(1) Les soixante-huit ACP sont :

Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Congo, Congo-Kinshasa, Djibouti, Dominique, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Guinée-Equatoriale, Guyane, Haïti, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salomon, Samoa occidentales, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra-Léone, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

« Pas de démocratie sans développement »

Suite de la première page

Il n'est plus question de financer, comme dans le passé, des investissements très lourds que les pays bénéficiaires n'ont pas les moyens de gérer en période de crise, souligne M. Jacques Pelletier. Nous voulons, désormais, donner la priorité à des projets plus raisonnables, moins coûteux, facilement contrôlables aussi bien par les Africains que par nous-mêmes. L'objectif est de « multiplier les projets qui touchent directement les populations et ce en liaison avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les collectivités locales qui ont des contacts sur le terrain ».

Des « innocents »

Pour M. Pelletier, « la politique d'ajustement structurel [imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale] est, pour les pays africains, le point de passage obligé sur la voie du redressement économique, en veillant, toutefois, à en corriger, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, les conséquences néfastes ». A l'en croire, « ces efforts devront payer, un jour ». Note d'espoir : « Le Togo a derrière lui environ huit ans d'ajustement et il commence à décoller ». A ce propos, Lomé IV marque, selon lui, « une avancée fondamentale », puisque les crédits consacrés, pour la première

fois, à l'ajustement structurel seront de purs dons.

Quant au STABEX — système de stabilisation des recettes d'exportation, — le ministre de la coopération estime qu'il est « un mécanisme tout à fait indispensable » pour les pays ACP. A cet égard, Lomé IV en a redéfini le rôle et a mis en place de nouveaux critères d'utilisation non seulement dans le cadre de la restructuration des filières des produits de base, mais encore dans celui de la diversification.

Faut-il, en définitive, aider tous les régimes, même les plus impopulaires ? « Nous voulons favoriser l'avènement de systèmes moins autoritaires où, comme dans l'Europe de l'Est, la liberté puisse prendre ses droits », affirme M. Pelletier. Cela dit, « sans pour autant passer pour des innocents amoureux, nous devons faire preuve de maturité politique lorsque nous négocions avec nos partenaires africains, veiller, dans certains cas, à ne pas aggraver les troubles dans tel ou tel pays ».

Le ministre de la coopération garde bon espoir, à cet égard, de voir les choses évoluer dans la bonne direction. « Ce qui se passe en Europe de l'Est peut être contagieux. Cela donne à réfléchir à tout le monde ». Les paris sont ouverts, mais, quoi qu'il en soit, conclut-il, « il ne peut pas y avoir de démocratie sans développement ».

Propos recueillis par
JACQUES DE BARRIN

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Une déclaration
du ministre tchécoslovaque
des finances

La dévaluation
de la couronne
est nécessaire

An cours d'une conférence de presse donnée le jeudi 14 décembre à Prague, le nouveau ministre des finances de Tchécoslovaquie, M. Václav Klaus, a estimé que la couronne, la monnaie nationale, devrait être dévaluée par rapport aux devises occidentales, mais réévaluée par rapport à celles des pays de l'Est. Selon lui, la Tchécoslovaquie a « vécu à crédit » pendant les quarante années de régime communiste, et épuisé ses ressources naturelles. M. Klaus envisage une restructuration des bases industrielles non pas à partir d'une privatisation globale, mais en s'appuyant sur une égalité entre les diverses formes de propriété.

15 milliards de dollars
pour l'AFD

L'Association internationale de développement, cette filiale de la Banque mondiale qui octroie des crédits sans intérêt aux pays les plus pauvres de la planète, disposera d'une dotation de 15 milliards de dollars (90 milliards de francs environ) pour financer ses opérations pendant la période allant du 1^{er} juillet 1990 au 30 juin 1993. Les trente-deux pays donateurs sont en effet parvenus à un accord sur le réapprovisionnement de l'institution comme l'a annoncé, jeudi 14 décembre, le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable.

Les fonds alloués sont en progression de 11 % par rapport à ceux attribués lors de la période précédente. L'Afrique subsaharienne bénéficie de 45 à 50 % de l'enveloppe globale, l'Inde et la Chine (ce qui confirme la reprise des prêts à ce dernier pays gâché par la Banque mondiale après Tiananmen) de 15 % chacun.

INDUSTRIE

La politique de désendettement du groupe entravée

Le conflit Peugeot a fait perdre
3 milliards de francs de vente à la firme

Une bonne année pour Citroën, qui aura vu son chiffre d'affaires dépasser 66 milliards de francs (+ 16,4 %), mais moins bonne pour le groupe PSA. Le conflit Peugeot lui aura coûté 3 milliards de francs en ventes manquées et, contrairement aux prévisions, il aura encore une dette au 31 décembre. Tels sont les deux enseignements tirés par M. Jacques Calvet, PDG de PSA, lors d'une conférence de presse, le jeudi 14 décembre, sur les résultats commerciaux de Citroën.

Répliquant à M. Rocard, qui avait mis en cause sa gestion à

l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, M. Calvet a vu en lui « non un premier ministre mais un candidat à l'élection présidentielle ». « Je ne comprends pas qu'un parti aussi responsable ait pu utiliser Peugeot, qui représente tout de même 4 % du PNB du pays, pour régler ses problèmes de congrès », a-t-il ajouté.

Plus largement, M. Calvet regrette que le personnel politique manque d'« une vision de synthèse ». Pour lui, « on a créé le sentiment que le redressement était fait [chez Peugeot mais aussi globalement en France] alors que le plus dur reste devant nous ». Le PDG de PSA a alors condamné à nouveau la

politique de la Commission européenne, qui « est encore poussée par la logique du grand marché et prend des décisions en ce sens, alors même que l'évolution en Europe de l'Est permet de s'inscrire dans une autre logique ». Autrement dit, Bruxelles désarme ses protections nationales face au Japon, sans être sûr que ce soit au bénéfice de la construction d'une nation européenne.

Concernant le conflit de cet automne à Sochaux et Mulhouse, M. Calvet a simplement réaffirmé « sa politique sociale », illustrée chez Citroën par « une création nette d'emplois de 1 000 personnes de plus en plus diplômées, des crédits de formation qui atteignent 4,14 % de la masse salariale et atteignent 4,9 % en 1990, et les cercles de qualité. Citroën créera son 1 000^e cercle au début de 1990 ». Enfin, « l'investissement de 2,5 % du bénéfice obtenu chez Peugeot sera étendu chez Citroën ». A ses yeux, « voilà qui prouve qu'il pense aussi aux hommes qui travaillent et pas seulement aux chiffres ».

Quant aux résultats commerciaux de Citroën, M. Calvet a annoncé que l'entreprise avait produit 100 000 automobiles de plus qu'en 1988, soit 903 000. Les gilets d'étranglement (moteurs, boîtes de vitesses) ont pratiquement disparu, mais ils ont ralenti les fabrications au début d'année. De ce fait, Citroën a manqué 10 000 ventes et n'atteint pas exactement ses objectifs. Toutefois, l'entreprise a cru « un peu plus vite que le marché ». Ses parts de marché seront passées à 13,2 % en France (voitures utilitaires) contre 12,8 % l'an dernier, et à 3,4 % en Europe contre 3,3 %. La nouvelle XM a, elle, « dépassé ses objectifs de vente », selon M. Calvet, qui a annoncé la sortie de la « 4 famille » de voitures qui manque à Citroën (l'équivalent de la Renault 19 ou de la Peugeot 309) pour 1991.

Après avoir, il y a trois ans, annoncé son intention de se lancer dans la fabrication de skis, la société Salomon, d'Annecy, numéro un mondial pour les fixations de ski, et numéro deux mondial pour les chaussures destinées à ce sport, a présenté, jeudi 14 décembre, son nouveau produit. Annoncé comme le « ski des années 1990 », il est doté d'une structure assez révolutionnaire, conçue comme une poutre autoportée en fibre de verre, de forme monocoque, comme un fuselage d'avion, à la différence des structures actuelles en produits composites collés en « sandwich ».

Cette structure monocoque doit, selon la firme savoyarde, donner une meilleure puissance d'accrochage, pour un effort minimum, et limiter les dérapages, le skieur pouvant mieux doser ses efforts. L'addition de « masse », qui a des endroits bien précis, est destinée à réduire les vibrations et à améliorer la précision de conduite. Pour diminuer la friction, donc améliorer la glisse, la structuration de la

semelle du ski est prévue pour s'adapter à toutes les conditions de neige, avec un nouveau procédé industriel d'imprégnation en profondeur du ski, et une « lubrification fluore ».

Outre une meilleure résistance à la rupture et au choc, il est attendu de ce ski une élasticité supérieure et une durée de vie plus longue.

Fruit d'une « démarche rigoureuse et scientifique » de la conception assistée par ordinateur, et de la compétence des grands skieurs, ce ski sera mis en place avec « une grande prudence », avec des tests préalables en Suisse cet hiver, et une vente au public à l'automne 1990, à un prix de départ élevé : 3 000 francs la paire. « C'est un ski haut de gamme, pour pays à pouvoir d'achat élevé », a déclaré le PDG, M. Georges Salomon. Pour lui, la France ne semble pas rentrer dans cette catégorie, il pense plutôt à l'Allemagne, à la Suisse, aux États-Unis et au Japon.

Les traces de salmonelle dans l'étang de Than

La polémique sur les huîtres
touche les méthodes d'analyse

La journée du jeudi 14 décembre a été particulièrement agitée sur les bords de l'étang de Than, où la population est traumatisée par l'interdiction de vente des huîtres : barrages routiers et ferroviaires, blocage du port de Sète, fermeture des magasins.

Dans l'après-midi, une délégation d'élus locaux et de conchyliculteurs a été reçue par M. Jacques Mellick. Le ministre délégué à la mer a déclaré qu'il « n'est pas question d'ouvrir l'étang avant que de nouvelles analyses aient prouvé que toute trace de salmonelle a disparu ». Peu après, les CRS dégageaient le port de Sète, mais les incidents se sont poursuivis jusqu'à une heure du matin.

MONTPELLIER

de notre correspondant

A Meze, où l'huître est reine, ceux qui gardent encore la tête froide cherchent maintenant des explications à ce qu'ils appellent le « coup de poignard du ministre », et la polémique se porte sur le terrain des analyses.

L'IFREMER effectue en moyenne trois prélèvements par semaine en des points stratégiques de l'étang puis étudie les échantillons selon une procédure répondant aux normes AFNOR reconnues par la CEE. Ce sont celles du vendredi 8 décembre qui ont déclenché la fermeture de l'étang. Or les conchyliculteurs fondent leur argumentation sur les résultats du laboratoire départemental de la direction des services vétérinaires de l'Hérault, dont la mission consiste aussi à contrôler la qualité des eaux de l'étang. Les 149 analyses effectuées entre le mercredi 6 décembre

et le vendredi 8 se sont toutes révélées négatives. De nouveaux contrôles réalisés mardi, selon une méthode plus rapide, mais reconnue fiable, n'ont, eux non plus, rien donné. M. Bruno Andral, directeur du laboratoire des services vétérinaires, explique : « Il suffit d'un seul échantillon sur une centaine pour faire basculer un diagnostic ». Le laboratoire montpelliérain Bouisson-Bertrand lui non plus n'a rien décelé. Il faut cependant ajouter que les prélèvements de l'IFREMER sont effectués par des agents assermentés et ceux des services vétérinaires, ou des laboratoires privés, par les conchyliculteurs eux-mêmes.

900 professionnels
touchés

La question de l'attitude de certains membres de la profession se trouve ainsi posée, éclairée par des confidences selon lesquelles, lors de la première alerte le 29 novembre dernier, des conchyliculteurs auraient remis des coquillages sur le marché avant la réouverture officielle de l'étang. Une attitude convenue indirectement par les propos de certains élus. D'or la fermière de M. Jacques Mellick, qui n'a pas hésité à prendre de cours les autorités préfectorales et les élus locaux. Le président socialiste du conseil général de l'Hérault, M. Gérard Saumade, proche des conchyliculteurs, a appris la nouvelle par la presse. Il souhaite maintenant mettre en place un plan d'aide aux exploitants sinistrés.

Les seuls cents professionnels touchés, essayant d'éviter ce qui sera sans doute une catastrophe, misent sur les minces failles qu'ils peuvent saisir dans les analyses ou sur l'hypothèse défendue par les communistes locaux d'un « complot » fomenté par les promoteurs désireux de transformer l'étang de Than en zone touristique. Quant aux hommes politiques locaux, qu'ils appartiennent au PS, au PC,

au MRG ou au CDS, ils ne veulent pas donner l'impression de tourner le dos à un électorat dont ils connaissent parfaitement la puissance, quitte à surprendre leurs collègues parisiens. Ainsi le maire CDS de Sète, M. Yves Marchand, dénonce-t-il « la précipitation avec laquelle on a pris une mesure qui met en péril l'économie déjà fragile de l'étang de Than ».

En attendant les résultats des prochaines analyses, les services vétérinaires n'ont pas un retour rapide à la normale dans l'étang par phénomène d'autoépuration, compte tenu de la faiblesse apparente de la pollution bactériologique. De leur côté, les élus de Meze et de Bouzigues travaillent à la mise en place d'un comité scientifique ouvert à des universitaires afin d'essayer de comprendre l'origine de cette pollution spontanée et, si elle se trouve confirmée, de mettre sur pied des moyens de protection.

JACQUES MONIN

EN BREF

□ Air Inter fête son quinze millionième passager. — Air Inter a fêté, le 14 décembre, à Toulouse, l'embarquement du quinze millionième passager de l'année. La croissance du trafic ne se dément pas, et la compagnie intérieure escompte transporter, en 1989, 15,5 millions de passager (+ 15 % en un an). A cette occasion, M. Pierre Bérégovoy, son président, a signé le contrat d'achat de 15 Airbus A 330 et confirmé 15 options sur le même type d'appareil. Enfin, il a annoncé qu'en avril 1990 Air Inter desservirait Lisbonne, sous le pavillon d'Air France, après Londres, Rome, Athènes, Madrid et Ibiza.

□ Deux filiales de Campana demandent le bénéfice de la loi sur les faillites. — Federated Department Stores et Allied Stores, filiales américaines du groupe canadien Campana, dans un document transmis le mercredi 13 décembre à la Commission des opérations boursières (SEC), ont annoncé leur intention de demander à bénéficier de la loi sur les faillites si elles obtiennent pas le rattachement de leurs dettes. Celles-ci s'élèvent, pour la première (Chalmers Bloomingdale's, Burdines et Lazarus) à 1,15 milliard de dollars (environ 6,9 milliards de francs), remboursables avant fin avril 1990, pour la seconde à 630 millions de dollars, payables avant fin mai. La dette totale des deux groupes, essentiellement constituée d'obligations de pacotille, est estimée au total à quelque 8 milliards de dollars.

□ La SNCF se met à la recherche sociale. — Le directeur général de la recherche et de la technologie, M. Christian Beche, et le directeur adjoint de la SNCF, M. Jean-François Colla, ont signé, le jeudi 14 décembre, une convention d'une durée de cinq ans et d'un montant de 4 millions de francs portant sur la réalisation d'un programme de recherches sociales. Quatre thèmes ont été retenus : facteurs organisationnels et humains de la sécurité, aspects humains et sociaux des nouveaux systèmes techniques, évolution des groupes sociaux et des identités professionnelles, état de santé et travail. M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, présidera le groupe de pilotage de ce programme qui associera la SNCF et le ministère de la recherche et de la technologie.

□ Débrayage à Peugeot-Sochaux. — Quelques centaines de salariés du centre de production Peugeot de Sochaux (23 000 salariés au total) ont débrayé, jeudi 14 décembre, dans le cadre des initiatives lancées une fois par mois par les « cercles de revendication » mis en place par la CGT et la CFDT. Selon les syndicats, qui entendent également protester contre les actions en justice intentées par Peugeot contre plusieurs municipalités de la région, la grève a été bien suivie. La direction fait état d'un recul de la mobilisation.

SOCIAL

Assemblée nationale

Les députés insistent sur la spécificité
du droit au logement des plus démunis

Les députés ont consacré les débats de l'après-midi du jeudi 14 décembre à l'examen, article par article, du projet de loi sur la mise en œuvre du droit au logement « en faveur des plus démunis, bénéficiaires ou non du revenu minimum d'insertion (RMI) ». La crainte d'une trop grande autorité des préfets sur les projets locaux, ressentie comme une trahison de la loi de décentralisation, a dominé les échanges dans l'hémicycle. Fin de la discussion et adoption de l'ensemble du texte lundi 18 décembre, en séance de nuit.

Comme on pouvait s'y attendre, d'entrée de jeu, la discussion s'est focalisée autour des rôles relatifs du préfet et du président du conseil général dans l'adoption du « plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées », dispositif central devant permettre la mise en œuvre du droit au logement, ainsi que sur l'existence d'un arbitrage rendu par les ministres chargés des collectivités territoriales, du logement et des affaires sociales, en cas de désaccord.

M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), qui souhaitait que seul le président du conseil général ait la responsabilité de ce plan, est intervenu avec vigueur sur les atteintes que ce texte porterait à la décentralisation, appuyant sa

démonstration sur le titre du Monde (« Débat sur le renforcement du rôle des préfets »). M. Bernard Derosier (PS, Nord), de son côté, regrettait que l'Etat fasse payer au département les mesures envisagées sans lui en laisser la maîtrise.

Refusant le surnom de « Besson-lo-Tutelle » que M. Raoult reprochait, M. Louis Besson, ministre délégué au logement, défendait aussi bien la nécessité d'une corresponsabilité que d'un recours ultime, l'Etat jouant le rôle de garant de l'existence d'un plan plutôt qu'un rôle de tutelle : « Nous ne pouvons pas accepter l'hypothèse qu'en cas de désaccord dans un département il n'y ait pas de plan pour le logement des plus démunis ».

Acceptant qu'un décret fixe des normes minimales spécifiques aux logements offerts aux plus démunis, l'Assemblée, suivant M. Besson, ainsi que le rapporteur de la commission de la production, M. Bernard Carton (PS, Nord), devait refuser que des cas particuliers (jeunes couples ayant besoin de logement intermédiaire, étudiants boursiers) soient précisément évoqués, le texte devant garder sa spécificité large en faveur des plus démunis. Seule exception à cette règle générale, le cas des « gens du voyage », chapeautés par M. Guy Malandain (PS, Yvelines), qui devraient bénéficier d'aires d'accueil dans les communes de plus de cinq cents habitants ou dans les groupements de communes.

JOSEÉ DOYÈRE

Le malaise des agents des finances

M. Le Garrec (PS) propose la création
d'une mission parlementaire

A la veille de leur rencontre du vendredi 15 décembre avec M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, les syndicats CGT, CFDT et SNUI de l'administration des finances ont manifesté, jeudi à Paris de la place Danton, à Rocheroux au quai de Bercy. Les trois organisations, qui avaient localement reçu le soutien de Force ouvrière, entendent rappeler qu'elles n'ont pas obtenu satisfaction sur leurs revendications salariales (trente points d'indice, soit 700 F par mois environ) à l'origine du long conflit qui a pris fin il y a un peu plus d'un mois. Quelques milliers de personnes (trois mille selon les organisations, et mille trois cents selon la police) ont participé à ce rassemblement.

La réunion de vendredi est destinée à préparer, en ce qui concerne le ministère (180 000 agents), la réforme de la grille de la fonction publique, dont les négociations s'ouvriront mardi. Toutefois, les syndicats entendent profiter de l'occasion pour réintroduire leurs exigences salariales sans pour autant se nourrir d'illusions. Tout au plus espèrent-ils que M. Bérégovoy contribuera à freiner les projets de réorganisation de la catégorie B

de la fonction publique auxquels ils s'opposent. Sur le terrain, la reprise du travail est effective mais, en particulier au sein de la direction générale des impôts (DGI, 80 000 fonctionnaires), le malaise perdure. « La DGI est sinistrée », estime-on à la CFDT. FO, la CGT et le syndicat autonome des impôts, le SNUI, affirment « ne toujours pas avoir digéré le contentieux sur le paiement des jours de grève ». Ils assurent que les agents « traînent les pieds en raison du comportement de la hiérarchie ».

Pour sa part, M. Jean Le Garrec, député socialiste du Nord et ancien ministre de la fonction publique, propose de mettre en place une mission parlementaire qui pourrait selon lui « faire le point » sur le fonctionnement de l'administration des finances. « Dans sa phase formelle, le conflit est terminé, mais le malaise reste profond », souligne M. Le Garrec. Il faut engager un nouveau dialogue car se manifestent une perte de confiance et le souhait de passer d'une organisation hiérarchisée et rigide des rapports sociaux à un autre système de relations sociales.

J.-M. N.

Blocage autour de la convention médicale

Les professions de santé se mobilisent
contre le gouvernement

Le Centre national des professions de santé (CNPS) — qui regroupe les syndicats de médecins CSMF et FMF ainsi que des organisations de dentistes, pharmaciens, biologistes et kinésithérapeutes — appelle ses adhérents à manifester contre le projet de loi que M. Claude Evry, ministre de la solidarité, devait défendre vendredi 15 décembre devant l'Assemblée nationale.

Face au blocage des négociations autour de la convention médicale, M. Evry a décidé de préparer un texte ouvrant la possibilité de conclure un accord spécifique entre l'assurance-maladie et les médecins généralistes, comme le propose le syndicat MG-France. Ce texte, qui devrait être débattu dans le cadre du projet de loi portant diverses mesures de sécurité sociale (DDSS), permettra aux spécialistes de négocier ultérieurement une convention. Les députés devront également entériner un allègement des charges sociales de 12 500 F par an pour les généralistes appliquant strictement les honoraires conventionnels.

Le projet du gouvernement consistait à « geler » le secteur 2 (honoraires libres) chez les généralistes et à imposer un quota de 25 % d'actes médicaux en tarifs conventionnels. Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie devrait se prononcer le 19 décembre.

Le CNPS, qui accuse le gouvernement de vouloir imposer « un rationnement des soins » et de « porter atteinte au libre choix du médecin par les malades », a décidé de prendre contact avec tous les parlementaires. Il appelle ses représentants départementaux à organiser dès que possible des manifestations et à s'adresser aux préfets.

□ Grève sur la ligne de métro Vincennes-Neuilly. — A l'appel de la CGT, qui entend protester contre l'insuffisance des effectifs, un certain nombre de conducteurs de la ligne n° 1 du métro (Vincennes-Neuilly) se sont mis en grève le vendredi 15 décembre. Le service est assuré à 50 %, selon la direction.

ralentissement

Face à l'image de
nous devons

Renouveau
spécial

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

Cette année est
une année de
renouveau

1990

AFFAIRES

CONSUMMATION ET HABITAT

Deux études de la Chambre des notaires de Paris sur le marché immobilier

Un ralentissement de la hausse des prix des logements anciens est peu probable

Pour le dixième anniversaire de ses études de conjonction, la Chambre interdépartementale des notaires de Paris rend publiques deux études réalisées à sa demande par deux spécialistes reconnus, qui analysent en profondeur le marché des ventes d'appartements à Paris : la première, due à M. Michel Moutier, professeur à Paris X-Nanterre, construit un modèle économétrique de la formation des prix ; la seconde, réalisée par M. André Massot, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF), après une enquête auprès d'un échantillon représentatif, de cinq cent soixante-sept personnes, ayant acquis un logement à Paris en 1988, trace le portrait contrasté des acquéreurs.

Les prix des logements anciens vendus à Paris ne cessent de grimper follement : en France, les prix ont doublé en moins de cinq ans (*Le Monde* du 10 novembre). A Paris comme partout en France, l'expansion de ce marché a correspondu à la baisse de la construction neuve, et a bénéficié

de la conjonction de plusieurs facteurs : le développement de l'accession à la propriété (41,3 % de Français propriétaires de leur résidence principale en 1982, et 54,7 % en 1989) ; la possibilité de s'endetter pour acquérir un logement ancien (prêt acquisition-amélioration) ; l'accroissement des aides publiques pour les achats de cette catégorie (en 1988, au moins 23 milliards de francs d'aides sur un total de 110 milliards de francs).

Sur ce véritable marché qui est devenu le logement ancien à Paris, on observe, et ce n'est pas une nouveauté, des disparités très fortes d'un arrondissement à l'autre dans la hausse générale des prix. La hausse moyenne annuelle au mètre carré, en dix ans, varie ainsi de 2,2 % dans le deuxième arrondissement, à 8,8 % dans le septième. Ces moyennes elles-mêmes cachent des effets dus à la taille des appartements, à leur adresse, à leur standing. M. Moutier distingue deux catégories d'arrondissements. Un premier groupe de six arrondissements (1^{er}, 2^e, 4^e, 7^e, 8^e et 16^e) « constitue le noyau à l'intérieur duquel se déterminent les hausses de prix qui se propagent ensuite sur les autres arrondissements ». Ce groupe d'arrondissements « pilotes » va influencer l'évolution du marché des quatre autres arrondissements « satellites ».

Dans les arrondissements « pilotes », où il y a eu très peu de

construction neuve, et où la tension est la plus forte en raison de la rareté de l'offre, l'indexation du prix de l'ancien sur le neuf « occupe une place importante » dans le mécanisme de formation des prix, plus importante que l'ajustement à la pression de la demande. Et ce rapprochement du prix du mètre carré ancien de celui du mètre carré neuf semble bien la caractéristique première du marché parisien, à laquelle il faut ajouter l'effet de diffusion des hausses de prix à partir des arrondissements « pilotes » vers les arrondissements « satellites ».

Dans ces conditions, il serait vain d'attendre « un ralentissement marqué des hausses de prix », qui est « peu probable ».

Fortes disparités

Pourtant, on achète des appartements, à Paris : 36 500 en 1988. Quels achats ? Pour en faire quoi ?

Les logements vendus sont petits (studios et deux-pièces, représentant les deux tiers des ventes), leur surface moyenne est de 51 mètres carrés ; et on y trouve une forte minorité de logements peu confortables (40 % n'ont pas la fois WC intérieur, salle d'eau et chauffage central) et ils sont anciens (les trois quarts ont été construits avant 1948, la moitié avant 1914).

Les prix de vente sont aussi disparates que les logements eux-mêmes : 15 % des logements vendus en 1988 l'ont été à moins de 250 000 francs, et 8,5 % à plus de 2 millions de francs. Les 7 500 transactions les moins chères représentent pratiquement le même chiffre d'affaires que les 500 transactions les plus chères. Et les prix sont d'autant plus élevés au mètre carré que les logements sont plus grands : 12 600 francs pour un deux-pièces, mais 19 700 francs pour un quatre-pièces. « Cette très forte hiérarchie rend difficile la vente d'un logement pour acheter plus grand », écrit M. André Massot. Il faut rajouter 400 000 francs pour passer du deux-pièces au trois-pièces, mais 900 000 francs pour passer du quatre-pièces au cinq-pièces. Les prix varient aussi, et c'est bien logique, en fonction de la situation de l'immeuble dans les arrondissements « chics », en fonction aussi du standing et de la qualité des prestations.

Pourquoi achète-t-on ? Essentiellement pour se loger (70 % des cas), et immédiatement (63 %) ; ainsi pour louer un proche (dans 20 % des cas) ; et enfin, pour louer, dans seulement dans 10 % des cas. Si un nombre important de transactions se font par l'intermédiaire d'un agent immobilier (49 %, contre 45 % pour les transactions entre particuliers), on trouve le

logement à acheter par le voisinage immédiat, la vitrine d'une agence ou le réseau des relations proches (47 %). Et le vendeur est, dans quatre cas sur cinq, une personne physique, le reste étant le fait de personnes morales ou de professionnels de l'immobilier.

Les logements vendus occupés (4 500, soit 12 % de l'ensemble) le sont dans les deux tiers des cas à leur occupant. C'est moins cher (11 000 F à 12 000 F le mètre carré), mais les logements sont souvent petits et médiocres.

Acquéreurs attendus

Quant au profil des acquéreurs, il correspond à ce qu'on pouvait attendre : 40,4 % d'entre eux sont membres de professions libérales ou cadres supérieurs, 26,4 % sont des cadres moyens, 9,3 % des chefs d'entreprise, 7,6 % des employés et seulement 2,4 % des ouvriers. Ceux qui ont un revenu supérieur à 30 000 F par mois représentent 22 % des acquéreurs, mais contribuent pour 37 % au chiffre d'affaires global (30 milliards de francs mensuels). Pourtant, 15 % à 20 % des acquéreurs gagnent moins de 10 000 F mensuels et acquièrent un petit logement (36 mètres carrés en moyenne), pour 425 000 francs.

L'âge moyen des acquéreurs est de quarante et un ans, et pour

44 %, c'est la première fois qu'ils sont propriétaires.

Les deux tiers des acheteurs habitent Paris et quatre sur cinq l'agglomération parisienne.

Comment finance-t-on l'achat de cet appartement ? On emprunte, bien sûr, souvent (dans les trois quarts des cas), mais peu (11,3 milliards de francs sur les 34 milliards nécessaires, y compris les droits de mutation, honoraires de notaire et travaux). « L'emprunt joue un rôle mineur par rapport à l'autofinancement », et « ce sont les catégories qui effectuent les achats les plus chers qui empruntent peu ou pas du tout ». L'épargne préalable joue un grand rôle en revanche dans ce financement : quatre sur cinq des acquéreurs y ont eu recours, et cela a couvert près du tiers des besoins globaux. Il arrive aussi qu'on revende un bien immobilier, mais ce n'est le cas que pour le quart des acquéreurs, et cela fournit 19 % des besoins. Enfin, la solidarité familiale pèse d'un poids remarquable : 20 % environ des ménages ont été aidés par leur famille, le plus souvent sans avoir à rembourser. « Cumulées, les aides relatives représentent près de 9 % du besoin total de financement et une somme très proche de 3 milliards de francs. » Familles, je vous aime !

JOSÉE DOYÈRE

CONVICTION

« Face à l'image de politisation qui nous est renvoyée nous devons être plus concrets »

nous déclare M. Alain Obadia, secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres CGT

Les « Rencontres d'options », organisées le 14 décembre à Bagnolet par l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT-CGT, étaient centrées sur le thème de l'Europe sociale. Des personnalités aussi diverses que le sociologue Michel Crozier, le consultant Bernard Brunhes, Alain Minc, vice-président directeur général de Cerus, Gabriel Bergounioux, directeur de la coordination des relations sociales du groupe BSN, y participaient. Sur les changements à l'Est, l'Europe sociale et la stratégie de l'UGICT, son secrétaire général, Alain Obadia, répond à nos questions.

— Dans quelle mesure le syndicalisme français va-t-il être touché par ce qui se passe dans les pays de l'Est ?

— Je me bornerai à évoquer trois aspects. En premier lieu, l'efficacité des vastes mouvements populaires est une fois de plus démontrée. Les grandes manifestations de Berlin, de Prague et d'ailleurs ont abouti à des réformes considérables. Cette leçon vaut d'être méditée pour les grands problèmes sociaux de la France. Deuxièmement, en toute circonstance, et quel que soit le gouvernement en place, le syndicat doit être l'outil des salariés pour défendre leurs revendications.

Le socialisme ne peut se régénérer que par la démocratie la plus poussée. Nous nous sommes suffisamment exprimés sur ce sujet pour pouvoir nous réjouir aujourd'hui du processus engagé. Enfin, ces changements doivent obliger la France à développer une politique industrielle beaucoup plus offensive, sur la base d'emplois productifs, pour répondre à des besoins nouveaux sur lesquels il serait criminel d'être absent. Il s'agit aussi d'assurer notre avenir face au pôle de plus en plus dominant qui se met en place autour de la République fédérale d'Allemagne. Il y a donc autre

chose à faire que de brader Billancourt et de désindustrialiser.

— Plusieurs syndicats de l'Est proclament leur indépendance vis-à-vis du Parti communiste. N'est-ce pas temps pour la CGT et pour l'UGICT de se débarrasser de cette image politisée et de cette convergence permanente avec le PCF ?

— L'indépendance de la CGT est une donnée fondamentale. La situation syndicale en France, avec la CGT telle qu'elle est, présente une grande originalité en Europe et dans le monde où la règle la plus générale est celle d'une liaison parfois explicite et statutaire entre les syndicats et les partis politiques. Cela ne correspond pas à notre conception. Face à l'image de politisation qui nous est renvoyée, nous devons être plus concrets, réfléchir les revendications quotidiennes des salariés, et développer les rassemblements nécessaires et l'unité d'action. Comme vous le constatez, nous nous y employons.

Le Parti communiste français soutient pleinement les mouvements sociaux. Nous nous en félicitons. Nous préférons que d'autres forces politiques aient aussi la même attitude. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Revendications spécifiques

— Cela vous amène à dénoncer davantage le gouvernement actuel qui est... socialiste.

— Quelle que soit la couleur du gouvernement, il est de notre devoir de dire très franchement aux salariés ce que nous pensons des politiques mises en œuvre. Or que constatons-nous ? Il y a une véritable ras-le-bol dans toutes les catégories, y compris chez les cadres, sur la question des salaires et des qualifications. Les attaques contre les garanties collectives se poursuivent, et la précarité se développe. Je ne vois pas comment nous pourrions gouverner de telles réalités.

— L'UGICT qui défendait les aspirations particulières des salariés et les revendications spécifiques des cadres n'est-

elle pas rentrée dans le cocon confédéral, en gommant ses différences ?

— Nous avons nous-mêmes mis cette question en débat, même si notre problématique n'est pas la vôtre. Il est plus nécessaire que jamais de bien partir de la diversité des aspirations et des revendications. Les mouvements sociaux actuels, dans les finances comme dans le secteur privé, sont marqués par cette volonté des salariés de se battre sur des questions qui les concernent directement. Salaires, qualifications, formation, exercice des responsabilités, liberté d'expression, les revendications mettent de fait en cause la politique d'austérité, les politiques de flexibilité et d'individualisation. Nous allons intensifier nos efforts pour que les revendications spécifiques s'expriment avec plus de force. Cela suppose un soutien actif de toutes les organisations de la CGT, déjà bien amorcé.

— Comment le syndicalisme peut-il se développer chez les cadres dirigeants dont les préoccupations semblent éloignées de celles de l'ensemble des salariés ?

— Les cadres supérieurs se trouvent souvent télescopés par des décisions d'origine strictement financière dans lesquelles ils n'ont pas leur mot à dire. Et la dégradation structurelle de l'industrie française les fait beaucoup réfléchir. Ils en viennent à écouter avec plus d'intérêt ce que nous disons sur ces sujets. Evidemment, leur expression n'obtient pas aux schémas traditionnels. Elle existe sous la forme de lettres ouvertes ou de mises en exergue d'informations significatives. Il y a chez ces cadres une volonté accrue de dialogue avec nous, même si la pesanteur des stratégies patronales reste forte et s'ils ne rejoignent pas forcément nos analyses. Une telle évolution illustre l'écho du mouvement social dans la vie des entreprises.

— Dans les conflits récents, comme Peugeot et, dans une moindre mesure, aux finances, l'engagement des cadres n'est-il pas resté trop marginal ?

— Pour la première fois dans l'histoire de Peugeot, la direction

s'est trouvée dans l'incapacité de mobiliser de façon sérieuse les cadres, les ingénieurs et la maîtrise contre les salariés en grève. Beaucoup de cadres ont manifesté leur solidarité financière avec les grévistes. Beaucoup ont voulu marquer leur volonté de voir respecter leur dignité professionnelle et leur éthique. Aux finances, les cadres A ont participé activement au mouvement, avec leurs propres revendications. Certains ont fait grève, d'autres en ont favorisé l'exercice. Cette diversification du mouvement social est très prometteuse.

Tout le monde vers le bas

— L'opposition de la CGT à l'échéance du marché unique de 1993 ne rend-elle pas suspectes ses propositions pour une Europe sociale à laquelle, au fond, elle ne croit pas ?

— Pourquoi n'y aurait-il qu'un seul modèle de construction européenne ? Nous sommes clairement contre les orientations qui président à la mise en œuvre du marché unique parce qu'elles vont accentuer la domination des grandes sociétés multinationales. Elles auront des effets négatifs pour les salariés. On est loin d'une coopération économique qui favoriserait le développement de chacun des pays concernés.

Quant à la charte sociale, elle est imprégnée par la double logique de la flexibilité et de la destruction des garanties collectives. L'idée de socle minimal, de plus en plus contestée, risque fort d'être une référence tirant tout le monde vers le bas alors qu'il faut choisir une approche privilégiant la mise en œuvre du progrès social.

Loi d'être celle du repliement, notre attitude ouvre la voie à de larges coopérations dans tous les domaines, y compris sur le plan syndical, mais sur des bases nouvelles. Ce qui est en train de se passer à l'Est offre d'autres possibilités de coopération européenne. Sachons tirer profit de ce jeu plus ouvert.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

Direction de l'administration générale et des affaires décentralisées Contrôle de légalité et affaires juridiques II/2

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

AUTOBOUTE A 35 - SECTION STRASBOURG - SELESTAT

(Voie rapide du Piémont des Vosges)

Par arrêté du 29 novembre 1989 le préfet du Bas-Rhin a prescrit l'ouverture des enquêtes publiques préalables.

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la section STRASBOURG - SELESTAT de l'autoroute A 35 voie rapide du Piémont des Vosges.
- à la mise en compatibilité corrélatrice des POS des communes d'ENTZHEIM, BLAESHEIM, INNENHEIM, OBERNAL, COXWILLER, CERVILLER, BARR, SAINT-PIERRE, EPPIG, DAMBACH-la-VILLE et EBERSHEIM.

Ces enquêtes se dérouleront du 2 janvier au 2 février 1990 sur le territoire des communes d'ENTZHEIM, DUPPICHHEIM, BLAESHEIM, INNENHEIM, BISCHOFFSHEIM, KRAUTERGERHEIM, OBERNAL, NIEDERNAL, COXWILLER, BOURGHEIM, CERVILLER, ZELLWILLER, BARR, SAINT-PIERRE, STOTZHEIM, EPPIG, DAMBACH-la-VILLE et EBERSHEIM.

Les personnes intéressées pourront consulter les dossiers d'enquêtes comportant notamment une étude d'impact et une évaluation économique et sociale du projet à la préfecture du Bas-Rhin 5, place de la République à Strasbourg (bureau 129), ainsi que dans les mairies des 18 communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (sauf les samedis, dimanches et jours fériés).

Les observations éventuelles sur l'utilité publique de l'opération sur l'attribution du caractère autoroutier et sur la mise en compatibilité des POS pourront être consignées sur les registres établis sur feuillets non mobiles cotés et paraphés par le président de la commission d'enquête ou un membre de celle-ci.

Les observations du public pourront également être adressées par correspondance au président de la commission d'enquête siégeant à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 129), avec la mention Enquête A 35. Elles seront tenues à la disposition du public.

En outre, le président ou un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public de 15 à 17 h dans les mairies d'ENTZHEIM les 9 et 17 janvier 1990 d'INNENHEIM les 11 et 24 janvier d'OBERNAL les 9 janvier et 2 février de BARR les 8 et 17 janvier de STOTZHEIM les 15 et 24 janvier de DAMBACH-la-VILLE les 9 janvier et 1^{er} février.

La commission d'enquête chargée par le président du tribunal administratif de STRASBOURG de conduire les enquêtes se compose comme suit :

Président : M. Gilbert BALLAND, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées honoraire, 9, rue du Jet-d'Eau, 67400 ILLKIRCH-CRAFFENSTADEN.

Membres : M. Alain REUSSNER, ingénieur général du génie rural des Eaux et Forêts en retraite, 23, avenue du Général-de-Gaulle, 67000 STRASBOURG. M. Claude BONIFACE, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, 5h, rue Osterfeld, 67310 WASSERLONNE.

Dans un délai d'un mois à compter de la clôture des enquêtes, la commission d'enquête rédigera un rapport et des conclusions motivées sur chaque objet d'enquête. Il pourra être pris connaissance de ces documents à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 129) dans les sous-préfectures, de STRASBOURG-CAMPAGNE, MOLSHEIM et SELESTAT-ERSTEIN ainsi que dans les mairies des 18 communes concernées.

le préfet
P. le préfet, le secrétaire général.
F. LEONELLI

Le Monde AUTOMOBILE

REPRODUCTION INTERDITE

ACCESSOIRES

KRETSCHMAR GMBH ET Cie

Fabricant allemand (RFA)
Appareils de mesure
Nouveaux modèles
CECE
Licence de vente
pour la France
Ad. Harnischmacher Str. 31,
3012 Langenhagen 7,
R.F.A. Tél. : 5-113334354.

ALFA ROMEO

ALFA QUADRI FOLIO,
année 1984, 28 000 F. AS
AUTO, tél. : 60-48-52-52.
ALFA ROMEO GTV 6, 96, gris
métal, très bon état moteur et
châssis, 88 000 km, 115 000 F.
48 000 F. 42-55-56-56, poste
4117, heures bureau pour r.v.

AUDI

AUDI 200 QUATTRO 88
179 000 F.
AS AUTO 60-48-52-52

BMW

BMW 318 i, 1987,
4 portes, 48 000 km,
79 000 F. blanc, argent,
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CADILLAC

CADILLAC Fleetwood
1988, bleu métal, 35 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 43-52-25-25.
CADILLAC coupé de ville, 1989,
95 000 F. 108 : 48-52-25-25.
ALTERNATIVE CAR AUTO.
CADILLAC Sedan, blanche,
1978, 82 000 km, 80 000 F.
tél. : 48-52-25-25.
ALTERNATIVE CAR AUTO.

CHEVROLET

CHEVROLET SUBURBAN 4x4,
1989, gris, 83 000 km,
115 000 F. 108 : 48-52-25-25.
ALTERNATIVE CAR AUTO.
BREAK CHEVROLET, 1974,
7 places, bleu métal, 48 000 F.
tél. : 48-52-25-25.
ALTERNATIVE CAR AUTO.

CHRYSLER

BREAK CHRYSLER 1981,
6ème imitation bois,
95 000 km, 76 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

CITROËN

CITROËN AX, 14 TRT,
1989, gris, 22 000 km,
59 000 F. RENAULT
NATION, 43-40-08-71.
CITROËN BX, GTI,
année 87, 50 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

CITROËN BX, 19 TRD.

année 88, 55 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.
CX Turbo Diesel,
année 1983, 25 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.
CITROËN CX, GTI 16 S,
1988, 47 750 km, gris
métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CITROËN BX GTI 16 S

1988, 47 750 km
gris métal, 85 000 F.
RENAULT NATION,
43-40-08-71.

CX REFLEX 80

16 000 F.
AS AUTO 60-48-52-52

DODGE

DODGE Dart coupé, 1970,
vert métal, 30 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

FIAT

Via UNO 80 année 5, 5 portes,
bleu, 18 000 km,
40 000 F. 42-55-56-56
ou 25-55-56-56 (N.6.)

MASERATI

MASERATI coupé 222,
90, noir, véhicule expo.
haut, 280 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.
MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MASERATI coupé 222,
90, noir, véhicule expo.
haut, 280 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

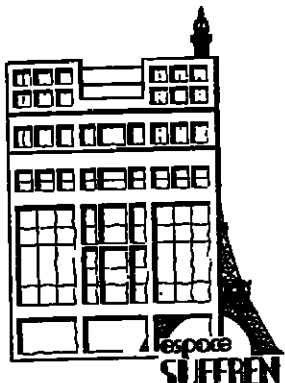
MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

MASERATI

MAGNAT SPYDER I, 50,
noir, capote rotin, véhicule
direction, 2 500 km,
313 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.



Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace
Suffren propose :
• UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'en-
semble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures
présentées). Pour les occasions, c'est 400 m² supplémentaires.
Ouverture du lundi au samedi de 9h à 19h.
• UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé),
adapté aux nouvelles technologies.
• UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessi-
tant de petites interventions : échappements, réglages,
accessoires, pneumatiques, etc...
Ouverture des ateliers du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 19h.
Samedi de 9h à 12h.
Espace de luxe et de liberté, le plus beau
Garage de Paris.

VAG ESTABLISSEMENT SUFFREN - 48 rue de la Fédération - 75015 Paris
Tél. : 47.34.09.35
Accueil Après-Midi - 47, rue de la Fédération - 75015 Paris.

MERCEURY

MERCEURY Comète, 1985,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OLDSMOBILE

OLDSMOBILE Regency 98,
modèle 85, bleu métal,
110 000 km, 85 000 F.
AUTOGIR, 47-90-01-76.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

PEUGEOT

PEUGEOT 405, M1 18,
année 1988, 80 000 F.
AS AUTO, 60-48-52-52.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI, 88,
40 000 km, très bon état gé-
néral, 48 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO,
tél. : 48-52-25-25.

OPEL

OPEL GAMBOLLET GSI,

AFFAIRES

Les réformes financières au Canada

La modernisation du système bancaire : tout faire et tout offrir

Les Etats-Unis commencent à assouplir une réglementation bancaire conçue en 1932 et qui, à travers la loi Glass-Steagall, freine le développement de certaines activités financières (voir l'article de Serge Marti dans le Monde du 13 décembre). Le Canada n'est pas en reste.

TORONTO

de notre envoyé spécial

A côté du grand voisin américain qui commence à modifier une réglementation bancaire conçue il y a un demi-siècle pour éviter la propagation des faillites entraînées par la grande dépression des années 30, le Canada poursuit lui aussi ses réformes financières.

Il faut parler au pluriel des réformes canadiennes dans la mesure où les pouvoirs publics ont déjà libéralisé une réglementation assez rigide, fondée sur le principe de la spécialisation des activités : un banquier ne peut pas être assureur.

Depuis 1987, Ottawa a tout de même commencé à autoriser les banques à sortir de leur champ clos et à prendre des participations majoritaires dans les firmes de courtage. Cela s'est immédiatement traduit par une série de premières sur les scènes. C'est ainsi que l'on a vu la Banque de Montréal reprendre Nesbitt Thompson (septembre 1987), Security Pacific entrer dans le capital de Burns Fry (janvier 1988), la banque de Nouvelle-Ecosse racheter MacLeod Young Weir (mars 1988), la Banque royale du Canada racheter un des grands banquiers racheter Dominion Securities, même un des courtiers (mars 1988), CIBC (la Banque canadienne impériale de commerce) racheter les deux tiers du capital de Wood Gundy (mai 1988) et encore la Banque nationale du

Canada entrer dans le capital de Levesque Beaudet (septembre 1988). On en passe, l'important étant de bien voir que presque toutes les grandes maisons de courtage sont devenues, ces derniers temps, propriété en tout ou partie de banques canadiennes, parfois américaines.

Ces rachats sont le signe évident d'un changement en profondeur. Jusqu'à présent, le système bancaire canadien était cloisonné en cinq activités. Les banques commerciales recevaient des dépôts et font des prêts mais n'ont pas d'activités capitalisées si l'on peut dire, c'est-à-dire de courtage, de placements, de conseil-patrimoine. Les courtiers, eux, deuxième pilier du système - jouent au Canada le rôle des banques d'affaires en France, prenant des participations, montant des opérations en Bourse, mais assurant en même temps le rôle de nos agents de change.

Les « fiducies » - troisième pilier du système - remplissent, elles, des fonctions tout à fait originales, ignorées en France faute d'y être admises pour des raisons fiscales. Ces sociétés reçoivent le mandat de gérer un bien (argent, tableaux, propriété...) selon les prescriptions de leurs propriétaires. Le contrat de confiance peut s'exercer après la mort du propriétaire et être irrévocable. C'est dire qu'un propriétaire peut gérer sa fortune bien au-delà de sa vie. Les fondations, nombreuses en pays anglo-saxon, fonctionnent pour la plupart sur ce modèle.

Les sociétés fiduciaires peuvent prêter de l'argent à moyen et long terme. De telles possibilités, largement utilisées en Amérique du Nord, permettent à de nombreux contribuables d'échapper aux droits de succession. C'est la raison pour laquelle la notion même de fiducie - pourtant présente dans le droit romain - n'est pas retenue en France.

Restent deux autres activités bancaires, toutes deux importantes



au Canada : l'assurance, à travers laquelle transitent des fonds extrêmement importants (127 milliards de dollars canadiens, soit 660 milliards de francs), et les prêts hypothécaires (310 milliards de dollars canadiens, soit 1 600 milliards de francs), qui financent le logement.

Le démantèlement du mur

Il a fallu attendre 1987 pour qu'une première brèche importante fût faite dans le mur qui séparait les activités des banques commerciales de celles des firmes de courtage. Cela fut fait sous forme d'un amendement à la loi bancaire canadienne de 1980 autorisant des prises de participation de plus de 10 % dans les firmes de courtage. Il faut savoir que ce dépeçage ne peut se faire qu'à travers une filiale, ce qui limite le pouvoir de pénétration des banques étrangères au Canada.

Les filiales ne peuvent en effet calculer leurs profits - pas plus de la

moitié des fonds propres - en se fondant sur le capital de la maison mère, possibilité laissée aux seules succursales. Disposition habile qui avantage les grandes banques canadiennes, celles que l'on appelle les A et qui sont peu nombreuses, sept ou huit tout au plus.

Cette déréglementation à laquelle les pouvoirs publics pensent depuis longtemps a été un moment retardée par les malheurs de quelques banques régionales. En 1985-1986, furent la tige (Canadian Commercial Bank d'Edmonton, Northland Bank de Calgary) ou éprouvèrent de graves difficultés (Mercantile et Continental Bank), à la suite de la crise de l'immobilier et de la baisse des prix pétroliers qui toucha particulièrement l'Alberta, gros producteur de brut.

Ces malheurs étant maintenant oubliés, Ottawa a pu reprendre ses projets de déréglementation. Il était temps car Toronto, premier centre bancaire et boursier du

Canada, déjà handicapé par sa taille, risquait de perdre du terrain dans la course engagée avec New York et Chicago pour attirer les capitaux. Un enjeu d'autant plus important que le Canada accueille maintenant chaque jour, via Vancouver, une partie de l'épargne des Chinois de Hongkong, pas rassurés du tout sur le sort de la colonie.

L'assurance, autre enjeu

La loi bancaire étant révisée tous les dix ans au Canada, c'est au début de l'année prochaine que sera officialisée la suppression des cloisonnements entre banques commerciales et firmes de courtage.

Mais la prochaine loi bancaire peut aller beaucoup plus loin. Elle donnera peut-être aux banques la possibilité de pénétrer dans d'autres domaines d'activité et notamment dans celui de l'assurance. Le problème a une telle importance, porte sur de telles sommes, qu'Ottawa hésite encore, ne sachant jusqu'à quel point pousser la déréglementation.

Une chose est sûre : il sera difficile, très difficile, de laisser les choses en l'état. Les banques canadiennes vitupèrent depuis longtemps contre les privilèges accordés à la puissante Caisse populaire Desjardins - l'équivalent de nos caisses mutualistes - qui exerce ses talents dans le domaine de l'assurance. « Pourquoi pas nous », ne cessent de répéter avec quelques raisons l'ensemble des banquiers.

Le Livre blanc publié en 1986 sur les « cinq piliers » du système bancaire était favorable à une déréglementation poussée, allant jusqu'à la possibilité pour les banques d'exercer dans le domaine de la fiducie.

Tel est l'état des lieux. Le Canada joue comme beaucoup d'autres pays industrialisés le jeu de la concurrence à tous crins dans

le domaine des services bancaires et financiers. C'est un peu l'avenir de Toronto - et à un moindre degré de Montréal - qui va se jouer dans la confrontation avec les marchés financiers et bancaires d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis. Plus la déréglementation ira loin et plus Toronto pourra monter en puissance.

C'est pour calmer le jeu, en quelque sorte l'empêcher de dégénérer, que les autorités canadiennes multiplient les précautions. Les banques étrangères - dites B - pouvaient jusqu'ici posséder plus de 16 % des actifs bancaires canadiens : ce pourcentage a été ramené à 12 %, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de réaliser de confortables bénéfices, comme vient de le faire la BNP, premier établissement bancaire français au Canada. Si les banques américaines échappent à cette classification depuis que le traité de libre-échange a été signé avec les Etats-Unis, leur marge de manœuvre au Canada est limitée par la règle qui leur impose de ne s'installer que comme succursale, les privant, on l'a vu, du recours au capital de la maison mère dans le calcul de leurs ratios d'engagement.

Enfin, depuis les malheurs qu'ont connus plusieurs banques canadiennes en 1985-1986, les autorités bancaires ont imposé des normes de sécurité (rapport des prêts au capital) plus sévères que le futur ratio Cook.

Un tel dispositif en dit long sur un long discours : nous vous laissons tout faire, ou presque tout, semble dire Ottawa aux banques et aux établissements financiers. Tout sauf les bêtises qui, en vous ruinant, vous verraient à l'étranger et terniraient notre image.

La cour faite aux capitaux du monde entier ne permet aucun faux pas.

ALAIN VERNHOLES

Avec le rachat de la Central Banking System en Californie

La BNP dans la guerre du Pacifique

La BNP veut accompagner la montée en puissance de la zone Pacifique. Déjà implantée en Californie par la Bank of the West, elle vient de se renforcer en rachetant un nouveau réseau, celui de la Central Banking System.

SAN-FRANCISCO
Correspondance

Au mois d'octobre dernier, la Bank of the West, filiale de la BNP en Californie, a annoncé le rachat de la Central Banking System, une petite banque californienne. Cette transaction portera à quatre-vingt-dix le nombre des agences de la BNP autour de la baie de San Francisco. « Avec plus de 1,7 milliard de dollars d'actifs, nous serons la première banque européenne de l'Etat de Californie et la première banque étrangère non japonaise », explique M. Michel Larouilh, président de la Bank of the West.

Les quatre premières banques de Californie sont aujourd'hui japonaises. Les Britanniques, qui détenaient 15 % des actifs, et les Canadiens, qui eux aussi étaient fortement représentés, ont aujourd'hui quitté les lieux. La Crockier Bank, l'une des plus anciennes institutions de l'Etat de Californie, rachetée au début des années 1970 par la Midland Bank, a été revendue à la Wells Fargo à la suite de mauvaises affaires.

Deux créneaux porteurs

La réduction du commerce entre la Grande-Bretagne et la Californie, des prêts inconsidérés au secteur immobilier plus des conflits de personnes avaient placé cet établissement en mauvaise posture. D'autres ont pris la place. La scène bancaire californienne est aujourd'hui dominée par les capitaux nippons. Avec plus de 93 milliards de dollars d'actifs en 1988 et une part de marché supérieure à 25 %, les Japonais occupent les premières places. « Mon but n'est pas

de concurrencer les Japonais », explique Michel Larouilh.

Prudente, la BNP se contente de se renforcer sur les deux créneaux porteurs que sont la banque de détail et le « middle market », c'est-à-dire les prêts aux entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 et 10 millions de dollars. « Mais bien des entreprises que nous suivons depuis longtemps ont dépassé ce chiffre d'affaires », affirme Michel Larouilh. Mais le développement de la BNP en Californie correspond à un second objectif stratégique. « Il est primordial d'être présent sur l'ensemble du bassin Pacifique ». Les pôles de Sydney, en Australie, et de Hongkong en bordure de la Chine devraient donc connaître un développement parallèle.

Mais cette stratégie californienne n'a rien d'une partie de plaisir. Outre la concurrence des banques japonaises, la BNP devra compter avec la concurrence internationale. L'Interstate banking, qui autorise les banques de n'importe quel Etat à ouvrir des succursales dans des régions de leur choix, a encouragé la ruée sur la Californie. Déjà en 1987, une loi de réciprocité a été signée entre la Californie et dix autres Etats (Alaska, Hawaii, Oregon, Colorado, Idaho, Utah, Nevada, Arizona, Texas, Nouveau-Mexique, Washington).

Dans la foulée, plus de vingt-sept opérations de fusion et acquisition ont été réalisées entre banques américaines au niveau national. La

Wells Fargo a été ainsi l'une des institutions financières parmi les plus actives : rachat de Central Pacific Corporation pour 160 millions de dollars et de Valley National pour 74,5 millions de dollars. Une banque de Detroit, en prévision de l'interstate banking, s'est déjà offert pour 117 millions de dollars une banque commerciale, Bancorp, en Californie.

L'attrait de la Californie est tel que la valeur des banques a été multipliée par deux. « Acheter des parts de marché comme l'ont fait les Japonais implique d'avoir des ressources suffisantes. Seules les grandes institutions peuvent se le permettre », estime M. Larouilh.

MARC D. MEYER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements
et le Crédit Agricole
**Les éleveurs
de SICAV**

UNI-REGIONS Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 3 janvier 1990 à 11 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 Paris, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 18 janvier 1990 à 10 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 18 janvier 1990 à 11 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cambridge Lee
a acquis
Sogetub

Trianon Finance
a assisté Cambridge Lee
dans les négociations

Paris, novembre 1989



Trianon Finance
2, rue de la Baume - 75008 Paris - Tél. 40 74 09 48

Mariy Oshanian
ou
ARMENIEN
PARMI LES AUTRES

Un récit plein de tendresse
relatant sur fond historique
le destin d'une famille
arménienne de 1914 à nos jours.

(BACK Editeur)
228 pages, 89 F.
Vente en librairie,
distribué par DISTIQUE

BOURSE DU 14 DECEMBRE

Cours relevé
à 17 h 31

[illegible]

Comptant (évaluation)

SICAV (évaluation)

14/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp. 8,80 % 78/97	4.942		Changin (N°)	159	157	Magasin Uniflex		184	Vest	167		A.A.A.	1151 02	1223 75		Finco Invest. Snc	119 24	116 33		Participations Snc	178 63	175 13	
10,00 % 78/78	4.182		C.L.C. (France, del)	227 80	227 80	Magasin S.A.		235 41	Wageningen S.A.	235 41		Asfin	241 08	241 08		Finco Invest.	400 05	440 42		Parvex	708 25	887 82	
10,00 % 78/79	2.988		C.L.C. (France, del)	719	719	Mediobank F&C		675	Deux de Merne	185 4		Asfin	606 34	594 33		Finco Obligat.	462 15	457 28		Parvex Placements	258 28	258	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.	729 28	763 18	
10,00 % 78/80	2.042		C.L.C. (France, del)	1000	1000	M&M		140				Asfin	606 34	594 33		Finco	514 20	459 22		Parvex Invest.			

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

g: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

La rencontre entre les ministres de l'économie des deux États allemands

La coopération économique entre la RFA et la RDA se renforce

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

En raison de l'ampleur du débat sur une éventuelle réunification à terme ou immédiate des deux États allemands, qui agite la RDA, l'axe politique de la visite du chancelier Kohl le 19 à Dresde primera bien sûr tout le reste. Par la voix de son porte-parole, le gouvernement est-allemand a soigneusement souligné jeudi 14 décembre qu'il entendait que « cette visite renforce la stabilité de la RDA ». Il a ajouté qu'il espérait que puisse

être fixé par la même occasion le cadre des futures relations politiques et économiques entre les deux pays.

Sur le plan économique, les choses, il est vrai, évoluent très vite. Le ministre fédéral de l'économie, M. Helmut Haussmann, qui s'est longuement entretenu jeudi avec son homologue est-allemand, M. Christa Luft, et avec le ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Böll, a pu faire état de résultats substantiels. Il a déclaré que le chancelier Kohl et le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, qu'il a lui-même rencontré, signaient un accord sur la création d'une commission mixte économique interallemande.

M. Haussmann a également indiqué qu'il espérait pouvoir conclure d'ici à février un accord pour la protection des investissements qui règlera les questions de transfert de bénéfices, d'instances d'arbitrage, etc. Il a ajouté que l'État fédéral était prêt à mettre en œuvre le plus rapidement possible tous les moyens disponibles pour aider à la création de petites et moyennes entreprises en RDA, que ce soit par des Allemands de l'Est

ou de l'Ouest. Il a insisté sur l'importance de reconstruire l'économie est-allemande par le bas, notant au passage que l'entreprise privée ne représentait plus que 2 % du PNB est-allemand.

Le ministre ouest-allemand a invité sans plus attendre les firmes ouest-allemandes intéressées à profiter de l'ouverture de la frontière, indiquant que plus de 40 % d'entre elles avaient manifesté un intérêt à développer des activités en RDA.

Les discussions entre ministres des deux gouvernements avaient déjà permis ces derniers jours d'examiner le développement de la coopération dans les domaines des transports et des télécommunications, afin de reconstruire l'infrastructure est-allemande. Jeudi, les ministres de l'environnement, M. Klaus Töpfer et Hans Reichelt, ont également eu des conversations à Berlin-Est. A ce propos, le ministre de l'Industrie lourde s'est prononcé pour la constitution d'un réseau européen d'approvisionnement en énergie, qui permettrait à la RDA de fermer ou de ralentir certaines de ses centrales électriques qui posent de graves problèmes d'environnement.

HENRI DE BRESSON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Publicité comparative

Tels que je vous connais, à genoux devant Dieu, faut que je regarde où je mets les pieds, là, aujourd'hui. Vous parlez de Lui, c'est marcher sur des œufs. Et quand je dis Lui, c'est eux, les Dieux, vos Dieux. Parfait qu'ils se livrent une guerre sans merci pour s'arracher la clientèle et faire monter leurs actions à la Bourse de l'éternité, les chefs d'entreprises-Églises. D'où je le tiens ? De notre spécialiste des affaires religieuses, justement. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir cette énorme pub pour la firme Moon, une interview accordée par le révérend à un hebdomadaire soviétique, reproduite pleine page dans le *Herald Tribune* d'hier.

S'agit de gagner des parts de marché dans cette mouvante nébuleuse mystico-ésotérique des adeptes de la byosnergie, du cosmoteurisme, du kinoriché, du tantrisme, du sidhe-yoga, des massages métamorphiques, du shiatsu ou de la thérapie holiste. Ce sont très souvent les mêmes. Ils se promènent dans cet énorme self-service de l'expérience spirituelle et de la connaissance de soi en entassant dans leur Caddy une livre de numérologie, un zest de zen,

un paquet de Kabbale, ou une tranche de Saint-Esprit... Tiens, puis je prendrais bien aussi un peu de Confucius et de saint Thomas d'Aquin.

Ce formidable boom sur l'éveil des énergies subtiles et les ateliers de transpersonnel inquiète — et c'est normal — des maisons aussi anciennes que la Cartho Père et Fils, dont le PDG, Jean-Paul II, vient de lancer une campagne de publicité comparative pour mettre en garde ses fidèles contre les faux semblants de techniques de méditation orientale — vous verrez ça à l'intérieur du journal — qui n'appartiennent pas à la tradition chrétienne.

Lui, ses deux principaux concurrents, c'est Boudha, c'est Vishnou... Et c'est là qu'on mesure, encore une fois, le redoutable dynamisme du Sud-Est asiatique, et même de l'Inde, pays qui déverse à pleins charniers ses sages et ses mages sur l'Occident. D'où cette contre-attaque en règle du Vatican : Attention ! Le symbolisme psychophysique qu'ils essayent de vous fourguer peut tourner au culte du corps ! Hou la la ! Ça, évidemment, c'est pas précisément la marque de la Jésus et Co.

Le comité central du PCF

Quand « l'étranger » est à Ivry

Lors d'une conférence de presse, mercredi 13 décembre, au siège du PCF à Paris, M. Paul Laurent a indiqué, en réponse à une question, que M. Henri Krasucki, « en voyage à l'étranger », n'assisterait pas à la réunion du comité central. Le secrétaire général de la CGT, « qui part pour l'étranger », précisait l'*Humanité* du lendemain, « s'est également excusé », comme M. Charles Fiterman et Gustave Ansart.

Au PCF, on ne sait pas de quel pays étranger il s'agit. A la CGT, on précise que c'est un « voyage strictement et vraiment privé » dans un pays que l'on ne veut pas citer.

En tout état de cause, « l'étranger » était le cimetière d'Ivry mercredi entre midi et peu avant 14 heures, où M. Krasucki assistait aux obsèques de Hélène Manouchian, la veuve de Missak Manouchian, poète arménien engagé dans les FTP-MOI, les résistants communistes étrangers, fusillé par les nazis en février 1944 et qui avait inspiré le célèbre poème *L'Affiche rouge*, de Louis Aragon.

(Lire page 8 l'article d'Olivier Biffaud.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 décembre

Attentisme

L'attentisme était de mise vendredi matin rue Vivienne, dans l'attente de la publication dans l'après-midi d'une série de statistiques américaines. L'indicateur de tendance se maintenait à - 0,09 % dans un marché calme. Les hausses étaient emmenées par Salomon (3,4 %), Hutchinson (+ 3,1 %) et Promagies Bel (+ 2,7 %). En baisse, on notait Eurotunnel (- 7,30 %) CCF (- 3,7 %) et Raffinage (- 3 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Panthéon : « L'abbé et le cardinal », par André Mandouze. Immigration : « Des espaces pour la convivialité », par Nacer Kettane 2

La mort

d'Andrei Sakharov 4

Les élections au Chili ... 6

Le départ

des mercenaires des Comores

Des parachutistes français ont débarqué à Moroni pour assurer la relève 6

Comité central du PCF

La direction flotte en l'absence de Georges Marchais 8

Une « première »...

tatée

Une proposition de loi de l'opposition écrite à l'ordre du jour avec l'accord du gouvernement est renvoyée en commission 10

Budget

Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur le projet de loi de finances 10

Journal d'un amateur

« Bataille », par Philippe Boucher 10

SECTION B

Prague :

dans la mouvance du théâtre

En Tchécoslovaquie, les gens de théâtre ont participé sans attendre au mouvement de contestation. Dans les salles, il y a eu des spectacles, des discussions, des débats et ça continue 15

Ballon ovale

sur écran privé

TF 1 et Canal Plus ont emporté les droits de diffusion de la deuxième coupe du monde de rugby, en 1991. Une victoire pour les chaînes de télévision privées, au détriment de celles du service public et des recommandations de la fédération internationale 16

SANS VISA

Les montagnes du ciel

En suivant le photographe Marc Riboud dans le Huang-Shan, massif montagneux à l'ouest de Shanghai. Un lieu où les Chinois viennent pra-

tiquer leur art pictural et poétique. Sur le motif 17 à 19

Klaus Barbie

'Histoire et la calomnie

Entendu par le magistrat instructeur sur les conditions de l'arrestation des chefs de la Résistance, dont Jean Moulin, en 1943 à Caluire, Klaus Barbie aurait, selon son avocat, mis en cause, outre René Hardy, Raymond Aubrac, du mouvement Libération. Une accusation qui, pour n'être pas nouvelle dans la bouche de M. Vergès, n'en est pas moins diffamatoire 20

Ethique et génétique

Selon le Comité national d'éthique, les empreintes génétiques devraient être strictement limitées 22

Evangile et zen

Le Vatican met en garde les catholiques contre les pratiques de méditations orientales 22

SECTION C

LIBER

SECTION D

La hausse du mark

Le président de la Bundesbank se félicite de l'état de l'économie allemande 29

Logement

Les députés insistent sur les droits des plus démunis 30

La convention médicale

Les professionnels de la santé se mobilisent contre le gouvernement 30

Affaires

• Le prix des logements anciens. • La modernisation du système bancaire au Canada : tout faire et tout offrir. • La BNP dans la guerre du Pacifique 31 et 33

Services

Abonnements 15.
Annonces classées 32.
Campus 26.
Carte 23.
Jeux 18.
Loto 28.
Marchés financiers 34-35.
Météorologie 28.
Philatélie 28.
Radio-télévision 27.
Spectacles 25.
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 décembre 1989 a été tiré à 489 994 exemplaires.

LAOS

« Le roi est mort »

Le premier ministre laotien a admis, pour la première fois, que Savang Vathana, ancien roi du Laos, qui avait abdiqué en 1975, était mort. Au cours d'un point de presse, jeudi 14 décembre, à l'issue de sa visite officielle en France, M. Kayson Phommavane n'a pas précisé ni la date ni les circonstances du décès de l'ancien souverain.

Selon une source officielle laotienne, Savang Vathana serait mort en 1984, donc à l'âge de soixante-dix-sept ans. Selon une autre version, qui n'a jamais été confirmée, Savang Vathana serait mort d'épuisement ou de privations en 1978 au camp de détention numéro un de Sam-Nuam, peu de temps après le décès, dans des conditions identiques et au même endroit, du prince héritier.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid, le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste partition permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18.

Plantes rares. Cadeaux précieux.

Signés

despallies

A Paris : 76, bd St-Germain (5^e), 5, rue d'Alésia (14^e).

DUVAL CAPÉLOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Robuste et peu encombrant
1 ou 2 places
(tarif 0,65 - 0,80 - 1,20 et 1,40)
Grand choix en exposition
DISTRIBUTEUR PRINCIPAL

Selon M. Camdessus, directeur général du FMI

Un accord est imminent entre la Pologne et le FMI

De passage à Paris le jeudi 14 décembre, après s'être rendu à Varsovie, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) M. Michel Camdessus a déclaré à la presse que « la voie de l'économie mixte n'est pas générale » pour les pays de l'Est. Le FMI

devrait rendre publique dans quelques jours la signature d'un accord sur la stabilisation de l'économie polonaise pour l'année 1990.

Les pays de l'Est ne doivent pas, selon M. Camdessus, s'engager sur la voie du gradualisme, mais adopter pleinement les règles de l'économie de marché. C'est la seule façon, selon lui, d'éliminer les « trois icebergs » des économies socialistes que sont « l'inflation contenue, le chômage déguisé, et la dette extérieure ».

« Le débat sur le gradualisme est un faux débat », a-t-il affirmé, car on ne peut pas libérer les prix à 50 % seulement. Dès que l'on diminue le contrôle des prix se pose le problème des salaires, de la différenciation des rémunérations et de la remise en cause de certains emplois. M. Camdessus estime par ailleurs, qu'il faut appliquer au mieux, sans complaisance, des contrôles macro-économiques, particulièrement au début du processus de réformes, lorsque sont libérés les « potentiels inflationnistes fabuleux ».

La carte orange pourra être utilisée dans toute l'île de France

La carte orange va étendre son périmètre. A partir du 1^{er} janvier 1991 — car plusieurs mois seront nécessaires aux négociations avec les 80 sociétés privées de transport en autocars, — les habitants de la totalité de la région Ile-de-France pourront bénéficier de ce titre de transport. 750 communes et leurs 600 000 habitants auront alors accès aux avantages d'un système dont ils étaient exclus, ce qui les obligait à recourir à des abonnements à tarif réduit pour rejoindre une zone d'utilisation de la carte orange.

La totalité des départements du Val-de-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, des villes comme Coulommiers, Provins, Nemours entrèrent ainsi dans le champ d'application du coupon orange créé en 1975 et qu'utilisent aujourd'hui près de deux millions de voyageurs.

L'extension annoncée par le ministre des transports, M. Michel Delebarre, offrira à tous les Français un double avantage : pratique, puisqu'un seul titre de transport hebdomadaire, mensuel ou annuel leur sera nécessaire ; et financier, car les salariés percevront de leur employeur le remboursement de la moitié du montant de leur coupon.

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU POTAGER

DU ROI

78 Versailles

VOLVIC

MODE :

ELLES NE PENSENT QUE « TISSUS ».

ELLES NE JURENT QUE PAR « RODIN ».

Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! » Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le « numéro 1 ». Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN

36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Dans le cadre de ses ventes sur stock AVANT CESSATION D'ACTIVITÉ

EXPOSITION

VENTE*

TAPIS RARES

DU KARABAGH

D'ARMÉNIE, DE PERSE

ET DU CAUCASSE

* Remise 50%

sur tapis non marqués d'un point rouge

Atighetchi

4, RUE DE PENTHÈVRE (8^e), 42.65.90.43
M^o MIROMESNIL - PARKING ASSURÉ
DE 10 H A 19 H MÊME LE DIMANCHE

Japico 550